

Université de Montréal

**La participation politique des jeunes Autochtones au Canada : Le portrait de six
jeunes de la communauté de Timiskaming First Nation**

Par

Louis-Philippe Gauthier

Département de science politique, Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise
en science politique, option mémoire

Septembre 2022

© Louis-Philippe Gauthier, 2022

Université de Montréal

Département de science politique, Faculté des arts et des sciences

Ce mémoire intitulé

La participation politique des jeunes Autochtones au Canada : un portrait de six jeunes de la communauté de Timiskaming First Nation

Présenté par

Louis-Philippe Gauthier

A été évalué(e) par un jury composé des personnes suivantes

Laurie Beaudonnet
Présidente-rapporteuse

Laurence Bherer
Membre du jury

Martin Papillon
Directeur de recherche

Résumé

Ce mémoire vise à approfondir les débats sur la participation politique des Autochtones au Canada, en particulier les jeunes. Les recherches sur le sujet concluent que la participation électorale est plus faible chez les personnes autochtones et que cette différence est encore plus marquée chez les jeunes. Si plusieurs raisons peuvent expliquer ces plus faibles taux, les études soulignent en particulier le cynisme et l'aliénation causés par les politiques coloniales. À première vue, on pourrait donc penser que les jeunes Autochtones représentent une catégorie dépolitisée et désengagée d'individus. Pourtant, nous montrons dans la présente étude que le portrait est plus complexe. Grâce à des entrevues conduites auprès de six jeunes Anishinaabe de la communauté de Timiskaming First Nation, nous pouvons affirmer que s'il y a bel et bien un certain cynisme et un désengagement chez ces jeunes face à la politique comprise de manière formelle, comme la participation électorale, l'implication au sein d'un parti ou même la participation au sein de leur conseil de bande, cela ne veut en aucun cas dire qu'ils sont passifs ou dépolitisés. Ces jeunes sont fortement impliqués au niveau communautaire et dans le processus de revitalisation et/ou de protection culturelle de leur communauté. Même si ces jeunes n'articulent pas nécessairement ces actions comme étant de nature explicitement politique, elles témoignent d'une volonté d'agir sur la communauté qui relève bel et bien de l'engagement politique. Sur la base de cette étude, nous invitons donc à nuancer les travaux qui concluent au désengagement des jeunes Autochtones.

Mots-clés : peuples autochtones, Canada, Première Nation de Timiskaming, participation politique, jeunes, revitalisation culturelle.

Abstract

This thesis contributes to the debates on political participation of Indigenous youth in Canada. Existing research shows a significantly lower electoral participation rate among Indigenous individuals, especially Indigenous youth. This low participation rate is explained, among others, by a high level of cynicism and a sense of alienation resulting from colonial policies that discouraged political engagement among Indigenous peoples. We may therefore think that Indigenous youth are depoliticized and disengaged. This research shows a more complex reality. Thanks to in-depth interviews with six young Anishinaabe members of the community of Timiskaming First Nation, we conclude that they are indeed somewhat cynical concerning formal modes of political participation, such as voting, joining a party or even working for the Band Council of their community. However, they are also strongly involved in community work and in cultural revitalization and protection activities. Even if these youths do not consider such activities as political, they do testify to a desire to change their community that is arguably political. This study therefore provides a more nuanced portrait than existing studies on the political disengagement of Indigenous youths.

Keywords : Indigenous Peoples, Canada, Timiskaming First Nation, youth, political participation, cultural revitalization.

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des sigles et des abréviations	v
Remerciements.....	vi
Introduction.....	1
Mise en contexte	1
Plan du mémoire	5
Partie 1 : La participation politique des jeunes Autochtones au Canada.	8
1.1 Qu'est-ce que la participation politique?	9
1.2 La participation politique des jeunes Canadiens	16
1.2.1 Les facteurs influençant la participation des jeunes	17
1.2.2 Participation politique des jeunes : diminution ou transformation?	20
1.3 Participation politique des personnes autochtones au Canada	26
1.3.1 Une relation complexe : colonialisme, assimilation et participation.....	27
1.3.2 La participation politique formelle des personnes autochtones au Canada : un état des lieux....	30
1.3.3 Études sur la participation des jeunes Autochtones au Canada.....	35
1.4 Les Autochtones devraient-ils participer? Le colonialisme et les institutions démocratiques canadiennes	39
1.5 Conclusions.....	48
Partie 2 : Méthodologie	51
2.1 Le choix des participants et de la communauté.....	51
2.2 Le questionnaire de recherche.....	56
2.3 Une approche basée sur la décolonisation et les enjeux éthiques de la recherche en milieu autochtone	58

Partie 3 : Analyse	62
3.1 Présentation de la communauté de Timiskaming First Nation	62
3.2 Présentation des participants	66
3.3 Résultats	73
3.3.1 La perception des jeunes de Timiskaming First Nation de la politique : une conception ambiguë et cynique	73
3.3.2 La participation politique formelle des jeunes Autochtones et la relation avec l'État canadien : des phénomènes complexes	75
3.3.3 Engagement communautaire et réseaux sociaux : les formes d'engagement politique privilégiées par les jeunes de Timiskaming First Nation	86
3.3.4 Engagement culturel et revitalisation culturelle : d'autres formes d'engagement politique?	92
3.4 Synthèse	97
Conclusion	102
Bibliographie.....	108
Annexes.....	118
Annexe A. Questionnaire d'entrevue	118

Liste des sigles et des abréviations

ANHRSD : Algonquin Human Resources and Sustainable Development

ESG : Enquête sociale générale

LGBTQIA+ : Lesbienne, gay, bi, trans, queer, intersexe, asexuel et tous les autres

TFN : Timiskaming First Nation

Remerciements

J'aimerais remercier mon directeur, Martin Papillon, pour son support, sa présence continue et ses précieux conseils lors des dernières années. Malgré le contexte pandémique et les nombreuses difficultés qui en ont découlé et qui sont venues ajouter un défi supplémentaire à tous les étudiants désirant mener une recherche terrain, vous m'avez aidé à ne pas abandonner et à réorienter ce travail à maintes reprises pour le rendre réalisable.

Aussi, la remise de ce mémoire n'aurait pas été possible sans le support moral de plusieurs individus. Tout d'abord, merci à ma famille, ma mère Martine, mon père Stéphane et ma sœur Ann-Sophie pour vos encouragements et votre amour inconditionnel. Ce mémoire n'aurait pas été possible sans tout ce support dont vous me témoignez depuis toujours.

Merci aussi à mon ami d'enfance, mon frère, Louis. Depuis maintenant plus de 10 ans, l'influence de ta curiosité intellectuelle et de ton humanisme contribue à conserver ce feu intérieur qui allume tous ces grands esprits qui nous inspirent. Ton expérience du terrain et ta grande sensibilité aux mondes autochtones ont grandement influencé l'élaboration de ce projet de recherche.

Merci à mon ancien enseignant et aujourd'hui ami Simon Dabin. Vers la fin de mes études de premiers cycles, je n'avais aucune idée vers où orienter ma maîtrise. Le cours POL 3159 a tout changé et tu m'as aidé à amorcer ce regard renouvelé que je peux aujourd'hui porter aux réalités autochtones. Merci aussi de m'avoir permis de participer à l'enseignement de ce cours lors de mes années de maîtrise.

Un remerciement spécial à ma copine Mylane qui a dû endurer de nombreuses soirées et nuits d'angoisses et de remises en question continues. Merci pour ton écoute, ton soutien et ta grande patience.

Finalement, je dois remercier infiniment les membres de la communauté de Timiskaming First Nation. Vous m'avez ouvert les portes de votre communauté alors qu'absolument rien ne vous y obligeait et je vous en serai éternellement reconnaissant. Merci aussi aux jeunes de la communauté qui ont accepté de participer aux entrevues. J'y ai découvert des personnes brillantes, cultivées et sensibles et vous contribuez, chacun à votre façon, à illuminer votre communauté et le monde qui vous entoure.

Merci. Ce mémoire est pour vous tous.

Introduction

Mise en contexte

Au Canada, historiquement, plusieurs lois et mesures, notamment dans le cadre de la Loi sur les Indiens de 1876, sont venues contraindre la participation politique des personnes autochtones. La restriction du droit de vote, l'imposition des conseils de bande, les pensionnats et les interdictions de rassemblements comme les potlachs ou d'organisation politique ne sont que quelques exemples parmi la multitude de politiques coloniales qui ont façonné la relation politique entre les peuples autochtones et l'État canadien (Monture-Augus 1995). On remarque, aujourd'hui, que cette relation demeure complexe, car plusieurs personnes autochtones demeurent réticentes à s'engager au sein des institutions politiques canadiennes (Silver et al. 2006). En effet, les Autochtones ont un taux de participation électorale beaucoup plus faible que celui des autres Canadiens, notamment au niveau des élections fédérales, pour lesquelles nous détenons davantage de données (Loewen et Fournier 2011 ; Silver et al. 2006 ; Kostelka et Scott 2016 ; Ladner et McCrossan 2007 ; Dabin, Daoust et Papillon 2019). Bien que plusieurs expliquent ce faible taux sur la base de facteurs socioéconomiques qui sont, pour tous les groupes de la population, souvent en lien avec une plus faible participation électorale et qui sont effectivement présents chez les personnes autochtones (revenu plus bas et niveau d'éducation plus faible par exemple) (Kostelka et Scott 2016), l'aliénation politique engendrée par les politiques coloniales demeure un facteur incontournable pour comprendre le désengagement au sein des communautés autochtones (Ladner 2007). Cela dit, les études sur la participation politique des personnes autochtones se concentrent

majoritairement sur les formes plus formelles de la participation, comme le vote (Ladner et McCrossan 2007, 18). Qu'en est-il des pratiques politiques moins formelles ou hors des institutions imposées par l'État ?

Cette question est particulièrement pertinente lorsqu'on s'intéresse aux jeunes autochtones. Les études sur la participation des jeunes en Occident montrent un phénomène croissant de cynisme politique envers les institutions et une moins grande propension à participer aux différentes élections et à s'engager auprès de partis (Castells 2012, 6 ; Ion 2005). Pourtant, certains auteurs parlent plutôt d'une transformation de la participation chez ces derniers (Mahéo et al. 2012 ; Duguay 2020). En effet, plusieurs politologues s'entendent pour dire que pour bien analyser la participation politique des jeunes, on ne peut pas se limiter seulement aux formes de participation formelles telles que le vote, mais qu'il faut aussi s'intéresser à la participation plus directe s'opérant à l'extérieur des institutions (Mansbridge 1999 ; Montambeault, Bherer et Cloutier 2021 ; Dufour, Bherer et Rothmayr Allison 2015). Certains travaux nous montrent que la participation politique peut aussi s'inscrire dans des actions menées dans la vie quotidienne des individus et qu'elle peut même être plus ou moins consciente (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021 ; Dufour, Bherer et Rothmayr Allison 2015). Chez les jeunes en particulier, on remarque qu'il y a une plus grande propension à utiliser les méthodes de protestation telles que les boycottages, les pétitions et les manifestations et à s'engager au niveau communautaire que chez les personnes plus âgées (Mahéo et al. 2012, 414 ; Milan 2005, 5 ; Lemyre 2016). Aussi, avec le développement des nouvelles technologies, on assiste à la création de nouveaux espaces permettant l'expression d'opinions et le partage d'informations. La socialisation politique de plusieurs jeunes Canadiens semble s'effectuer de plus en plus à

travers la participation en ligne (Duguay 2020). Qu'en est-il des jeunes Autochtones ? Sont-ils cyniques face à la politique ? Ces derniers préfèrent-ils également les formes d'engagement plus directes ?

Peu d'études nous permettent de répondre à ce questionnement. Considérant le fait que les Autochtones représentent le groupe de la population canadienne étant en moyenne le plus jeune, nous croyons qu'il est important de s'intéresser à la perception du politique et aux formes que peut prendre la participation politique des jeunes Autochtones au Canada. En considérant l'historique des politiques coloniales qui ont fortement limité la participation politique des peuples autochtones et le cynisme politique grandissant des jeunes en général, on peut s'attendre à ce que ces derniers soient effectivement moins intéressés, cyniques et peut-être même aliénés par la politique formelle, mais est-ce qu'ils sont désengagés ou passifs pour autant ?

Si on s'intéresse aux différentes mobilisations autochtones qui ont eu lieu récemment avec les découvertes de plusieurs corps d'enfants victimes des pensionnats, le mouvement Idle No More auparavant et même la mobilisation des communautés innues pour s'opposer au Plan Nord du gouvernement de Jean Charest (pour ne citer que quelques exemples), il est difficile de percevoir ce groupe de la population comme étant désengagé (Wood 2015, 615 ; Barker 2015 ; Delisle L'Heureux 2018, 2). De plus, plusieurs auteurs soulignent l'engagement des jeunes Autochtones dans la revitalisation culturelle et linguistique au sein de leur communauté. D'aucuns soutiennent que ces activités sont éminemment politiques et font partie d'un processus dit de résurgence et de réaffirmation politique vers la décolonisation (Alfred 2009, 34 ; Simpson 2016 ; Borrows 2016). Reste à voir si les jeunes impliqués dans ce type d'activités les perçoivent de manière politique. Le

but de ce mémoire est d'approfondir le débat sur ces questions et de présenter le point de vue de jeunes autochtones sur la politique et sur les formes d'engagement qu'ils valorisent.

Pour y arriver, nous avons mené six entrevues auprès de jeunes Anishinaabe âgés de 17 à 30 ans de la communauté de Timiskaming First Nation (TFN), qui est une petite communauté anglophone en Abitibi-Témiscamingue, au Québec, près de la frontière de l'Ontario. Lors de ces entrevues, nous avons questionné les participants sur une variété de sujets en lien avec la politique et la participation politique. Ce processus nous a permis de donner une voix à ces jeunes afin qu'ils puissent mettre de l'avant leurs opinions et leurs expériences politiques. Sans pouvoir généraliser à partir d'un si petit nombre d'entrevues, les propos recueillis montrent qu'il existe bel et bien un cynisme chez ces jeunes, caractérisé par une méfiance envers les institutions, ainsi qu'une certaine aliénation politique qui se traduit par un manque d'intérêt et de connaissances politiques. Pourtant, ces six jeunes sont fortement impliqués au niveau communautaire, que ce soit à travers la participation au sein de groupes, comités ou conseils, ou à travers leurs emplois. Ces jeunes sont également fortement impliqués dans les efforts de revitalisation culturelle de la communauté, notamment en valorisant les activités traditionnelles en lien au territoire, en participant à l'organisation d'événements et en faisant la promotion de ces activités auprès des jeunes grâce au Youth Center et au Youth Council, dont font partie plusieurs d'entre eux. En ce sens, ce mémoire montre que ces jeunes, s'ils s'intéressent moins à la politique formelle et demeurent critiques face aux modes de participation plus institutionnalisés, n'en sont pas moins actifs et politisés. Cette politisation, souvent implicite, s'inscrit simplement dans d'autres registres que ceux auxquels nous portons habituellement attention.

Plan du mémoire

Dans la première partie de ce mémoire, nous procéderons à une revue de littérature détaillée sur la participation politique des jeunes Autochtones au Canada. Pour y arriver, nous débiterons par une discussion générale sur ce qu'est la participation politique, de son évolution et surtout des nouvelles formes de participation qui doivent être incluses aujourd'hui dans toute recherche sur le sujet. Ensuite, nous présenterons la littérature sur l'engagement politique des jeunes Canadiens en général. Les différents auteurs montrent qu'il y a un phénomène de désintérêt pour la participation politique formelle chez les individus âgés de 18 à 35 ans, causé par une hausse importante du cynisme envers les institutions. Malgré ce constat, nous verrons que plutôt que de percevoir la participation des jeunes comme étant en diminution, il faut plutôt la voir comme étant en transformation. En effet, les jeunes ont plus de chances d'être engagés au niveau communautaire ou dans des formes d'action directe. Pour plusieurs, l'implication politique s'effectue désormais aussi en ligne, par le biais des réseaux sociaux.

Par la suite, nous nous intéresserons à la participation politique des personnes autochtones au Canada. Nous montrerons que les personnes autochtones sont moins enclines à participer aux différentes élections, en grande partie en raison de l'aliénation politique provoquée par les différentes politiques et mesures qui sont venues contraindre la participation politique des communautés autochtones à travers l'histoire, notamment depuis la Loi sur les Indiens de 1876. Nous nuancerons néanmoins ce portrait en soulignant quelques exemples d'activisme autochtone récent. Enfin, nous présenterons l'étude de l'auteur mohawk Taiaiake Alfred et ses collègues sur la participation politique des jeunes

Autochtones au Canada, car elle représente, à notre connaissance, l'une des seules recherches portant spécifiquement sur le sujet.

Pour terminer cette première partie, nous abordons la participation politique des Autochtones d'un point de vue normatif. Certains auteurs, associés à la théorie de la résurgence, mettent en garde contre l'engagement politique des peuples autochtones au sein des institutions canadiennes, car cela légitimerait ces institutions coloniales (Alfred 2007 ; Alfred 2008 ; Coulthard 2014 ; Simpson 2011 ; Simpson 2016 ; Diabo 2015). Un autre groupe justifiera plutôt l'engagement au sein des institutions ou la participation électorale comme étant un moyen d'autochtoniser l'État et de protéger les intérêts des communautés (Jorgensen 2007; Green 2004 ; Lightfoot 2020 ; Turner 2006 ; Silver et al. 2006). Ces débats normatifs ne sont pas que théoriques. Comme nous le verrons, ils sont aussi présents, sous diverses formes, chez les jeunes participant à notre étude.

Après la présentation des considérations éthiques et des choix méthodologiques qui ont guidé cette recherche, nous présenterons notre analyse empirique. Nous débuterons en présentant un bref historique de la communauté de Timiskaming First Nation. Ensuite, nous présenterons un portrait sommaire de nos six participants en discutant rapidement de leur parcours académique et/ou professionnel, du contexte dans lequel nous les avons rencontrés et de leurs intérêts généraux. Enfin, nous présenterons les principaux résultats qui sont ressortis de nos entretiens. Premièrement, nous allons montrer que les réponses de nos participants concordent avec ce qui aura été préalablement exposé dans notre revue de littérature, soit qu'il existe bel et bien chez ces jeunes un intérêt généralement faible pour toutes les formes de participation politique plus formelles. Toutefois, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ces derniers ne rejettent en aucun cas l'importance de voter ou même

de s'impliquer au sein d'un parti, bien que ce ne soit pas nécessairement les formes d'engagement qui les intéressent le plus. Justement, nous montrerons deuxièmement que nos participants sont fortement impliqués au sein de leur communauté, que ce soit à travers différents comités ou conseils ou bien avec leur emploi. Nous argumenterons ici que même s'ils n'articulent pas cet engagement comme étant politique, il relève d'une volonté d'agir sur et pour sa communauté qui relève du politique. Aussi, nos répondants sont représentatifs du phénomène que l'on retrouve chez les jeunes Canadiens en général, soit qu'il y a une plus grande propension à obtenir leurs informations politiques et même d'en partager eux-mêmes sur les réseaux sociaux. En dernier lieu, nous discuterons de leur participation au sein du processus de promotion et de revitalisation culturelle de leur communauté ce qui est aussi, comme nous en débattons alors, une forme importante, bien que sous-estimée, d'engagement politique faisant partie d'un processus plus large de décolonisation et d'autodétermination des communautés autochtones.

Partie 1 : La participation politique des jeunes Autochtones au Canada.

Dans cette première partie, nous débuterons en nous intéressant à ce qu'est la participation politique dans la littérature. Nous nous pencherons donc sur la participation plus formelle, telle que le vote ou le fait de rejoindre un parti politique, mais aussi sur les formes de participation plus informelles telles que l'engagement communautaire ou la participation en ligne. Nous verrons que la conception de la participation politique s'est élargie avec les années. Ensuite, nous poursuivrons en présentant un portrait global de la participation politique des jeunes Canadiens. Nous nous intéresserons ici aux facteurs pouvant expliquer le déclin de la participation formelle chez les jeunes. Nous montrerons cependant que plutôt que de voir la participation des jeunes comme étant un phénomène en décroissance, il faudrait plutôt la voir comme étant en transformation. Les jeunes ne participent pas nécessairement moins, mais de façon différente des individus plus âgés. Enfin, nous nous intéresserons à la participation politique des personnes autochtones au Canada. Nous verrons qu'on ne peut comprendre les dynamiques de la participation politique chez les personnes autochtones sans prendre en compte l'héritage colonial des institutions démocratiques canadiennes. Ce constat nous amènera en conclusion de cette première partie à une réflexion sur la manière d'aborder la participation des personnes autochtones et à faire une distinction entre les formes de participation au sein des institutions politiques coloniales et celles qui se situent plutôt en marge de celles-ci. Nous verrons que certains auteurs autochtones considèrent la participation aux mécanismes démocratiques étatiques comme une manière de légitimer les institutions coloniales. Seuls

les modes de participation dits plus « traditionnels » seraient alors acceptables. D'autres considèrent au contraire que l'engagement politique doit prendre plusieurs formes afin de permettre une véritable transformation des dynamiques coloniales. Cette réflexion plus normative servira ensuite à éclairer le propos des jeunes avec qui nous avons réalisé des entretiens.

1.1 Qu'est-ce que la participation politique ?

Selon Jan W. van Deth, la participation politique « peut, de manière très générale, être définie comme étant les activités citoyennes ayant un effet sur la politique » (van Deth 2016, 1, traduction libre). À travers les années, la conception de ce qui peut être considéré comme de telles activités a passablement évolué. En effet, à la base, les théories de science politique avaient une conception plus restreinte de la participation politique, la limitant très souvent aux activités de participation plus formelles telles que le vote ou le fait d'être membre d'un parti (Berelson et al. 1954). Il n'est pas étonnant de constater que la participation électorale ait été au cœur des recherches sur le comportement politique des individus, car le vote reste la principale forme de participation sur laquelle les gouvernements s'appuient afin d'asseoir leur légitimité (Kaase 2007, 4). Toutefois, avec les années, nous avons vu de nouvelles formes de participation politique être utilisées par différentes personnes et différents groupes dans le but d'influencer les politiques en place (O'toole 2003, 72 ; van Deth 2016, 3). Il est donc très difficile d'offrir une définition de la participation politique qui engloberait toutes les activités pouvant être considérées comme étant politiques.

Outre le vote, on peut voir les actions individuelles telles que les pétitions et les boycottages, de même que les actions collectives comme les manifestations, les mouvements sociaux et les formes d'engagement plus communautaires relevant de l'action collective comme étant des formes de participation politique (Jetté 2017 ; Kaase 2007; Mahéo et al. 2012, 407 ; Melucci 1978 ; van Deth 2016, 4). Van Deth mentionne que même si le fait de boycotter un certain produit et de faire du bénévolat ne représente pas automatiquement des formes de participation politique, ce sont des actions qui peuvent être menées dans un but politique par les individus, que ce soit fait de manière coordonnée et organisée ou non (van Deth 2016, 5). C'est notamment dans les années 70 qu'on a vu ces formes de participation politiques gagner en popularité auprès des individus et des groupes (Kaase 2007; Mahéo et al. 2012, 407 ; Melucci 1978 ; van Deth 2016, 4). En effet, il y a eu, au courant de cette période, une émergence de différents mouvements sociaux qui ont contribué à élargir notre conception de la participation politique (Melucci 1978). C'est d'ailleurs ce qu'explique Alberto Melucci, qui mentionne que les mouvements sociaux à caractère politique, on peut ici penser aux groupes syndicaux, aux mouvements de libération de la femme, aux groupes pacifistes et écologistes, ont cherché à créer de nouveaux « canaux de participation politique » afin de dépasser le cadre institutionnel présent et d'améliorer la position de ces groupes dans le processus décisionnel des différents États (Melucci 1978, 38-39). Les individus étant un peu désillusionnés face aux formes de participation plus formelles ont donc tenté de créer de nouveaux modes de participation afin d'influencer les politiques et la structure en place (Kaase 2007, 7 ; Melucci 1978).

Comme mentionné plus tôt, plusieurs individus décident de participer au niveau politique à travers l'action collective, par exemple, en rejoignant différents groupes bénévoles ou des organisations communautaires. En ce qui concerne ce mode de participation, Christian Jetté mentionne qu'il est impossible de voir l'action collective et l'engagement communautaire, qu'ils soient menés dans un but volontairement politique ou non, comme étant apolitiques (Jetté 2017, 29). En effet, le communautaire serait en lui-même politique par les valeurs qu'il incarne telles « la justice sociale, la solidarité, la démocratie et l'autonomie » (Jetté 2017, 29). L'auteur voit donc le travail communautaire, qu'il soit bénévole ou rémunéré, comme étant une forme de militantisme en raison des luttes de pouvoir et de classes qui sont au cœur des préoccupations et des mandats de ces groupes et de ces organisations (Jetté 2017).

Plusieurs groupes communautaires au Canada et plus particulièrement au Québec, s'appuient sur les travaux et les méthodes développées par des auteurs tels que Saul Alinsky et Paulo Freire qui se sont concentrés sur cet aspect bien précis de l'action collective, soit sur sa lutte pour la transformation du rapport d'oppression existant entre les mieux nantis et les plus démunis des différentes sociétés (Alinsky 1976 ; Freire 1974). Ces groupes sont donc essentiellement politiques tout comme les actions qu'ils mènent.

Dans le même ordre d'idées, il faut aussi mentionner que pour plusieurs auteurs et autrices, la participation politique peut aussi être faite à l'extérieur des institutions et dans la sphère privée des individus (Mansbridge 1999 ; Montambeault, Bherer et Cloutier 2021 ; Dufour, Bherer et Rothmayr Allison 2015). Les travaux de Montambeault, Bherer et Cloutier et de Dufour, Bherer et Rothmayr Allison nous montrent que l'on peut percevoir certaines prises d'actions citoyennes comme étant une forme de « Do it yourself » ou

« DIY » politique qui agirait en réaction à l’immobilisme des politiciens et au manque de représentation (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021, 19 ; Dufour, Bherer et Rothmayr Allison 2015). Cet immobilisme politique amène donc plusieurs personnes à agir plutôt en marge des institutions politiques, tout en cherchant à obtenir une forme d’autonomie participative (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021, 193). L’étude de Montambeault, Bherer et Cloutier sur le collectif de citoyens-jardiniers du Carré Casgrain montre que même si ce dernier n’était pas d’emblée un mouvement politique, la volonté de se réapproprier le territoire et d’obtenir une certaine liberté sur celui-ci, qui est au cœur de la prise d’action de ces individus, comporte inévitablement une dimension politique (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021, 184). Les autrices abordent d’ailleurs cette transformation de l’engagement politique dont nous avons discuté plus tôt, en affirmant que la prise d’actions dans la vie quotidienne à travers laquelle les individus vont appliquer les formes de changements qu’ils souhaiteraient voir s’opérer dans leur vie et dans leur communauté représente effectivement une forme d’engagement politique (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021, 77).

Un point important de cette recherche sur le collectif du Carré Casgrain, qui sera abordé lors de notre analyse de résultats, est que ces citoyens, malgré leur profond engagement envers la cause du Carré Casgrain et de son jardin ouvert, n’articulent ou ne conçoivent pas nécessairement leur participation comme étant politique (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021, 83). Si certains prennent la décision de pousser leur engagement plus loin en interagissant avec les institutions et les différentes organisations politiques, plusieurs autres resteront en marge de cette forme d’implication (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021, 185). En effet, pour ces derniers, leur engagement avait comme motivation

principale un désir de prendre soin d'eux-mêmes et de leur communauté en protégeant cet espace vert et ils ne cherchaient pas à s'engager dans des discussions avec les différentes institutions politiques concernées par la protection de celui-ci (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021, 84). On voit donc que la participation politique revêt somme toute un caractère assez subjectif et que par l'engagement communautaire, qu'il soit rémunéré ou bénévole, ou par l'implication au sein de mouvements citoyens, que ce soit en raison d'un désir de s'impliquer politiquement ou tout simplement pour son propre bien-être et celui de sa communauté, il est possible de mener certaines actions à caractère politique sans nécessairement que celles-ci soient explicitement dans un dessein politique.

Pour illustrer ce caractère subjectif de la participation politique et pour aller plus loin dans la participation politique au sein de la sphère privée, on peut se pencher sur les écrits de Mansbridge, qui précise qu'il faut revoir nos critères d'analyse de la participation au sein de notre système de délibération démocratique (Mansbridge 1999, 211). Selon elle, comme mentionné plus tôt, les chercheurs ont souvent tendance à percevoir les formes de participation formelles comme étant les seules nous permettant de mesurer la participation des individus au sein de notre système démocratique (Mansbridge 1999). Il faudrait donc s'intéresser autant aux discussions entre les représentants du gouvernement, qu'à la transmission de l'information politique par les médias de masse, qu'aux discussions se déroulant dans la sphère privée entre les citoyens (Mansbridge 1999, 211). Même si ces discussions privées ne sont pas nécessairement menées dans un objectif précis ou ne résultent pas d'une longue réflexion de la part des individus, elles font bel et bien partie du processus de délibération démocratique (Mansbridge 199, 211).

Ensuite, avec l'avènement du web et des médias sociaux, on assiste à la création d'une nouvelle façon de transmettre l'information, de communiquer, de s'organiser et de s'engager. L'utilisation des médias sociaux et des moyens de communication technologiques fait dorénavant entièrement partie des campagnes politiques, de l'organisation des mouvements sociaux et de l'opération des différents groupes militants (Kaase 2007, 9; Waeterloos et al. 2021). Ces technologies offrent la chance aux individus de pouvoir se prononcer directement sur les enjeux et les sujets qui les touchent sans avoir à passer par les médias de masse ou avoir à attendre les périodes d'élections (Uldam et Vestergaard 2015, 1). Bennett et Segerberg mentionnent que l'émergence de la participation politique à travers les médias sociaux coïncide avec le fait que pour plusieurs individus, le partage d'opinions et d'informations se trouve à être le point d'expression principal de l'engagement (Bennett et Segerberg 2012). Aussi, ces réseaux permettent les échanges entre les individus, que ce soit par l'entremise de commentaires sur les différentes publications, par la participation à différents blogues, par la participation à différents groupes de discussion, etc., qui contribuent à la construction identitaire, au développement de l'argumentaire et à la compréhension des différents enjeux politiques et sociaux (Dahlgren 2009, 15) qui « vont pouvoir être réinvestis dans un exercice délibératif encadré par les institutions ou dans des actions collectives » (Babeau 2014, 127). Il est toutefois important de noter qu'il existe des critiques de cette nouvelle forme de participation politique. En effet, certains mettent en garde face au fait que l'utilisation des médias sociaux pourrait contribuer au phénomène d'individualisation, qu'elle ne mène pas nécessairement à un engagement plus concret, qu'elle est parfois une forme d'activisme de surface qui ne sert qu'à accroître la popularité d'un individu ou d'un groupe et qu'il ne faut

pas mettre de côté les enjeux de sécurité et de censure qui peuvent en découler (Uldam et Vestergaard 2015, 1 ; Castells 2012, 67).

En bref, la participation politique recouvre plusieurs types d'activités. Différencier de manière objective ce qui constitue, ou non, une forme de participation politique s'avère difficile. Ion affirme même que : « L'engagement n'est pas objectivement définissable et n'est donc pas mesurable » (Ion 2012, 19). Nous avons vu à travers la littérature que la participation politique ne pouvait plus être seulement observée à travers les formes de participation formelles comme le fait d'être membre d'un parti ou le vote. Il faut prendre en considération les actions individuelles qui peuvent relever d'une forme de militantisme comme les pétitions ou le boycottage, l'avènement des mouvements sociaux, l'action collective et les groupes communautaires, l'action individuelle menée dans la sphère privée et la participation politique sur le web et à travers les médias sociaux comme étant tous des modes de participation politique. Considérant la variété que peuvent prendre les formes de participation politique, mais aussi, et surtout le caractère subjectif de cette participation (une activité peut revêtir un caractère politique pour certains, alors que pour d'autres individus ce ne serait pas le cas), nous considérons qu'il est peu réaliste d'offrir une définition qui permettrait d'englober toutes les formes ou situations de participation à caractère politique. Plutôt que de tenter de trouver certains critères objectifs ou une définition précise de l'engagement politique, nous croyons qu'il est plus approprié de s'intéresser à comment les personnes interviewées perçoivent leurs actions. Nous pourrions ainsi savoir s'ils considèrent que leurs actions sont politiques ou non et pourquoi ils les mènent. Pour renvoyer aux travaux de Bherer, Montambeault et Cloutier, nous allons voir que certains des jeunes participants à notre étude ne définissent pas leurs actions en des

termes politiques, mais qu'en les analysant et en s'attardant aux motivations derrière celles-ci, il est possible d'en faire ressortir le caractère politique, au sens large de volonté d'agir sur sa communauté, sa société.

1.2 La participation politique des jeunes Canadiens

Maintenant que nous nous sommes penchés sur les conceptions de la participation politique dans la littérature, nous devons nous intéresser à la situation de la participation politique chez les jeunes Canadiens. Tout d'abord, si on s'intéresse aux formes de participation formelle telles que le vote ou le fait d'être membre d'un parti, on observe un déclin marqué chez les jeunes Canadiens âgés de 18 à 35 ans (Mahéo et al. 2012 ; Manoliu et Sullivan 2016 ; Fisher 2012 ; Ion 2005 ; Diplock 2002 ; Henn et al. 2005). D'ailleurs, c'est un phénomène répandu dans l'ensemble des démocraties occidentales (Castells 2012, 6 ; Ion 2005). Avec les années, la situation ne semble pas s'améliorer. Nous pouvons d'abord appuyer cette affirmation avec des statistiques sur la participation politique des jeunes Canadiens recueillies en 2013. Tout d'abord, au niveau de l'intention de voter, seulement 47% des jeunes âgés entre 15 et 19 et 61% de ceux âgés de 20 à 24 ans ont alors mentionné avoir l'intention de voter aux prochaines élections fédérales lors du sondage (Turcotte 2013, 1). En comparaison, les personnes âgées, donc celles se situant entre 65 et 74 ans, représentaient le groupe ayant la plus forte intention de voter avec un taux de 84% (Turcotte 2013, 1). Il en allait de même au niveau de l'intérêt général envers la politique alors qu'à peine 50% des jeunes entre 15 et 24 ans affirmaient avoir au minimum un peu d'intérêt envers la politique comparativement à environ 75% des personnes âgées (Turcotte 2013, 1). Enfin, on comptait dans cette étude environ 32% de jeunes répondants affirmant

être politiquement inactifs, que ce soit au niveau d'actions politiques autres que le vote ou de l'intention de voter aux courants de prochaines élections (Turcotte 2013, 1). Seulement 12% des personnes âgées correspondaient à cette catégorie de « personnes inactives politiquement » (Turcotte 2013, 1).

1.2.1 Les facteurs influençant la participation des jeunes

Quelles seraient donc les raisons qui expliqueraient cette baisse marquée de la participation politique formelle chez les jeunes Canadiens ? Dans la littérature en science politique, il est reconnu que la hausse du cynisme politique représente la principale raison de cette baisse d'intérêt envers la politique formelle chez les jeunes (Manoliu et Sullivan 2016 ; Mahéo et al. 2012). On peut définir le cynisme politique de la façon suivante :

« Le cynisme est un manque de confiance généralisé envers certains leaders politiques, certains groupes et envers le processus politique dans son ensemble. Ce processus sera donc perçu comme corrompant les personnes qui l'intègrent et attirant par le fait même, des participants déjà corrompus » (Cappella et Jamieson 1997, 166).

Plusieurs facteurs socioéconomiques, souvent utilisés comme étant des indicateurs de vote importants, peuvent influencer cette hausse du cynisme chez les jeunes et cette baisse de la participation (Converse 1972 ; Berelson et al. 1954 ; Campbell 2013 ; Blais 2005 ; Blank 1974). Au Canada, plusieurs recherches ont montré que, par exemple, le niveau d'éducation, le revenu et les connaissances politiques exerçaient une forte influence sur la propension à voter, mais aussi sur le parti qui sera supporté par les individus autant pour les élections fédérales que provinciales (Chandler et Chandler 1979 ; Burke 1980 ; Lambert et al. 1987 ; Turcotte 2013, 9). Plusieurs de ces facteurs semblent effectivement affecter particulièrement les jeunes. Manoliu et Sullivan ont par exemple observé que les

jeunes ayant un plus faible niveau d'éducation semblaient plus cyniques que les autres et qu'ils avaient donc moins tendance à voter (Manoliu et Sullivan 2016, 4). Le fait de demeurer à l'école plus longtemps pourrait aussi être un facteur explicatif de la non-participation politique de certains jeunes (Bennett 1998). En effet, puisqu'il y a aujourd'hui plus de jeunes qui décident de poursuivre des études supérieures, on assiste à une entrée plus tardive dans « l'âge adulte et dans la vie participative » des jeunes d'aujourd'hui comparativement à ceux des décennies antérieures (Bennett 1998). De plus, avec la poursuite d'études et le besoin de plusieurs de concilier études et travail, on remarque que les jeunes auraient potentiellement moins de temps de façon générale pour l'engagement politique (Usalcas et Bowlby 2006). Nous reviendrons sur ce point plus loin dans ce mémoire. L'étude de Manoliu et Sullivan montre que si le revenu des jeunes ne semble pas avoir un réel impact sur leur niveau de cynisme, c'est plutôt leur niveau de connaissances politiques qui l'influence (Manoliu et Sullivan 2016, 4). Les jeunes les plus informés auront moins tendance à être cyniques et vice-versa (Manoliu et Sullivan 2016, 4). Si certains auteurs discutent de l'impact de l'utilisation des différents médias sur le niveau de connaissances politiques et sur le cynisme (Manoliu et Sullivan 2016, 13 ; Putnam 2000), Archer et Wesley montrent plutôt que peu importe la façon dont est prise l'information, les jeunes ont de moins en moins tendance à s'informer sur la politique et semblent beaucoup moins considérer le vote comme un devoir de citoyen (Archer et Wesley 2006, 8).

Si certains facteurs socioéconomiques peuvent expliquer la faible participation des jeunes, il est aussi important de discuter de l'importance de la socialisation politique. Lorsqu'on parle de socialisation politique, on parle ici des différentes relations familiales, mais aussi les cercles sociaux, qui influenceront le niveau de connaissances politiques et le

comportement électoral d'un individu, tel que le sentiment d'appartenance envers un parti (Neundorf et Smets 2017, 3). Les études montrent qu'historiquement, les individus sont influencés par les choix que font les membres de leur famille et des milieux au sein desquels ils évoluent lors de la construction de leur propre identité politique (Neundorf et Smets 2017). En effet, selon les théories de l'École Michigan, les individus reproduiraient les préférences électorales de leurs parents, et ce, de génération en génération (Broutelle 2011, 31). Plusieurs agents de socialisation possèdent une influence sur les jeunes lors de cette formation identitaire. Parmi ceux-ci on compte bien évidemment les parents, l'école et les amis, mais aussi l'influence des médias de masse et du contexte politique dans lequel cette socialisation s'effectue (Neundorf et Smet 2017, 4). Il est intéressant de noter que le contexte dans lequel les jeunes sont socialisés actuellement semble contribuer à la hausse de l'apathie et du cynisme envers la politique. En effet, pour plusieurs jeunes, il y a un flagrant manque de choix au niveau des partis politiques, car ceux-ci proposeraient des plateformes étant plus attrayantes pour les citoyens plus âgés en ignorant les enjeux auxquels s'intéressent les jeunes (Archer et Wesley 2006, 10) et on remarque aussi que l'image qui est projetée dans les médias du milieu politique contribue également à la formation d'une image négative de celui-ci et à alimenter le cynisme à son endroit (Mahéo et al. 2012, 409).

Il sera intéressant d'observer s'il y a effectivement une forte présence de cynisme politique chez les jeunes Autochtones que nous avons interviewés, caractérisé par un faible niveau d'intérêt et de connaissances politiques. L'étude de Manoliu et Sullivan montre que les répondants autochtones affichaient des niveaux plus élevés de cynisme que les autres groupes de la population (Manoliu et Sullivan 2016). Si c'est effectivement le cas pour nos

participants, il sera aussi intéressant d'observer si ce cynisme est principalement causé par un manque de temps, un faible niveau de connaissances politiques ou si ce n'est pas plutôt la présence d'un contexte de socialisation politique façonné par le colonialisme, dont nous discuterons plus loin, qui expliquerait une apathie potentielle envers la politique chez ces jeunes Autochtones.

1.2.2 Participation politique des jeunes : diminution ou transformation ?

Nous pouvons donc observer qu'il existe une baisse de la participation plus formelle des jeunes, entre autres au niveau du vote, causée entre autres par plusieurs facteurs tels que l'éducation et le niveau de connaissances politiques et un contexte de socialisation politique contribuant à la hausse de l'apathie et du cynisme politiques. Il est toutefois important de noter que ces facteurs influencent plus précisément la participation électorale des jeunes sans toutefois faire de même au niveau de l'intérêt plus général que ces derniers peuvent avoir envers d'autres éléments de la politique tels que les enjeux et les débats de société (Gaxie 2002). La plupart des études reconnaissent qu'il y a un manque de connaissances et de recherches sur les motivations se cachant derrière le désengagement politique en général des jeunes, car la majorité des chercheurs se sont penchés sur la question de la participation électorale uniquement (Mahéo et al. 2012, 406 ; Blais et Loewen 2011, 16).

D'ailleurs Mahéo et al. (2012) soulignent que la non-participation politique des jeunes est complexe et ne serait pas toujours permanente. Ces auteurs distinguent quatre catégories de non-engagés chez les jeunes. Ces catégories, comme nous le verrons, résonnent avec le portrait de nos participants autochtones. Premièrement, il y aurait la

catégorie des « critiques », qui sont caractérisés par un manque de confiance envers les politiciens et les institutions (Mahéo et al. 2012, 412). Pour Mahéo et al., « il semble que leur aliénation soit assez forte pour les maintenir à distance de la participation dans le présent comme dans l'avenir » (Mahéo et al. 2012, 412). Ceux-ci seraient donc des non-engagés de manière plus permanente. Deuxièmement, il y a la catégorie des « démunis » qui présentent « un niveau assez faible de connaissances politiques », ne suivent pas ce qui se passe dans l'actualité politique et ne présentent pas un désir d'être plus informés qu'ils ne le sont actuellement (Mahéo et al. 2012, 413). Mahéo et al. résument cette catégorie de non-participants en mentionnant que « les démunis manquent essentiellement de ressources politiques afin d'être capables de s'impliquer, et leur participation future est incertaine » (Mahéo et al. 2012, 413). Les catégories des « critiques » et des « démunis » seraient donc les deux groupes de non-engagés qui seraient les plus éloignés d'un engagement politique dans le futur (Mahéo et al. 2012, 412). Troisièmement, il y a les « occupés » qui possèdent des ressources qui leur permettraient de participer politiquement, telles qu'un minimum de connaissances et d'intérêt politiques, mais qui ne voient pas cela comme une priorité ou qui n'ont pas le temps. Ces derniers sont néanmoins souvent préoccupés par certains enjeux de société précis et ils reconnaissent qu'autant les individus que les groupes peuvent arriver à provoquer des changements politiques importants (Mahéo et al. 2012, 414). Les auteurs soulignent donc que ces individus, qui sont théoriquement des non-engagés, planifient clairement l'être dans le futur et c'est pourquoi ils les considèrent comme des non-engagés temporaires (Mahéo et al. 2012, 414). Enfin, la dernière catégorie présentée par Mahéo et al. est celle des « attentistes ». Ces individus possèdent de bonnes connaissances politiques, car ils jugent que quiconque

souhaite faire changer ou critiquer le processus politique se doit d'être préalablement bien informé (Mahéo et al. 2012, 414). La plupart d'entre eux voient aussi l'engagement comme étant un devoir de citoyen et ont d'ailleurs souvent certaines expériences passées de mobilisation ou de participation (Mahéo et al. 2012, 414). Les auteurs les qualifient d'« attentistes », car ces derniers sont présentement en attente d'opportunités d'engagement qui concorderaient avec leurs valeurs ou avec les enjeux de société qu'ils ont à cœur (Mahéo et al. 2012, 414).

Cette étude permet de nuancer les conclusions de la littérature sur la non-participation des jeunes ou leur cynisme politique. Mahéo et al. précisent à cet effet qu'il est important d'élargir notre compréhension de cette non-participation, afin de mieux tenir compte des autres formes d'engagement qui peuvent motiver les jeunes, au-delà du vote et de la politique formelle (Mahéo et al., 2012, 407). Malgré la diminution de la participation électorale causée principalement par la croissance du cynisme politique, plusieurs auteurs nous montrent en fait qu'il y a réellement une plus grande propension chez les jeunes à adopter des formes de participation politique autres que la participation électorale. En effet, les jeunes âgés de 15 à 24 ans seraient beaucoup plus susceptibles de faire du bénévolat, de s'impliquer dans des organismes de bienfaisance, des groupes culturels ou dans des organisations communautaires que ceux âgés de 25 ans et plus (Milan 2005, 5).

Il existe plusieurs statistiques révélatrices issues d'une enquête sociale générale (ESG) menée par Statistiques Canada en 2013 au niveau du bénévolat effectué chez les jeunes et de leur implication au sein de différentes organisations communautaires. Pour l'année 2013, 97% des répondants âgés de 15 à 24 ans avaient fait partie d'un groupe ou d'un organisme au courant des 12 mois précédant l'ESG (Lemyre 2016, 3). Après l'analyse

des données, on remarque qu'il existe clairement un lien entre le « cycle de vie » d'un individu et sa propension à faire du bénévolat (Lemyre 2016, 14). Comme mentionné plus tôt, les personnes âgées de 15 à 24 ans sont celles ayant le plus de chances de faire du bénévolat (Turcotte 2013). Cette tendance diminue ensuite chez ceux se situant entre 24 et 35 ans, elle remonte pour la catégorie des 35 à 44 ans et elle diminuera ensuite tranquillement plus les personnes sont âgées (Lemyre 2016, 14). On peut donc observer que même au sein de la catégorie des « jeunes » au sens large, ce sont les moins âgés qui ont le plus de chance de s'impliquer dans des groupes bénévoles.

D'ailleurs, les statistiques de cette même enquête confirment cette tendance des jeunes à utiliser des méthodes de participation autres que le vote. Les résultats confirment que les jeunes ont une plus grande propension que les groupes plus âgés à participer à des mouvements citoyens ou à utiliser des formes de participation politique autres que le vote (Turcotte 2013, 1). Pour le montrer, les chercheurs ont utilisé l'exemple des pétitions lors du sondage et ils ont noté que 26% des jeunes âgés entre 15 et 19 et 35% de ceux entre 20 et 24 ans avaient signé une pétition dans les 12 mois précédant le sondage (Turcotte 2013, 1). À titre comparatif, on pouvait observer que ce pourcentage descendait à 22% chez les personnes âgées (Turcotte 2013, 1). Milan montre aussi que les jeunes ont une plus grande propension à participer à une manifestation ou à une marche de protestation, à boycotter un produit ou à signer une pétition que les citoyens plus âgés (Milan 2005, 4). Manoliu et Sullivan ajoutent que le cynisme affecte de manière significative la propension des jeunes à voter, mais qu'il n'affecte pas nécessairement les autres formes d'actions ou d'engagement politiques (Manoliu et Sullivan 2016, 17).

Ces groupes communautaires représentent aussi de nouveaux espaces où s'opère la socialisation politique (Hooghe 2004, 339). C'est un point important, car la participation au sein de groupes communautaires ou de différents mouvements sociaux peut nous permettre de supposer que cette forme d'engagement devrait perdurer chez les jeunes qui l'adoptent. En effet, on remarque que ceux qui rejoignent différents groupes, mouvements ou associations politiques dès un jeune âge sont exposés plus fréquemment aux débats politiques et développent une plus grande compréhension des différents enjeux politiques et sociaux, mais aussi des convictions politiques beaucoup plus profondes (Hooghe 2004, 339).

Il est également important de discuter du rôle de l'avènement du web et des réseaux sociaux dans la participation politique des jeunes Canadiens. Ces nouvelles technologies ont créé de nouveaux espaces de socialisation politique qui n'existaient pas lors du développement des théories sur la socialisation, par exemple l'École Michigan. En effet, la socialisation politique ne se fait plus simplement dans les espaces physiques comme la rue, les maisons, les écoles ou les centres communautaires, mais elle opère également dans tous les espaces « en ligne » tels que sur les réseaux sociaux, sur les blogues, sur les sites de nouvelles, etc. (Campbell 2013, 36) Les jeunes passent par ces médias afin de récolter de l'information sur la politique et l'actualité en général et ils les utilisent également afin d'entrer en communication avec leurs pairs (Duguay 2020). Les données montraient qu'en 2013, 77% des jeunes âgés de 15 à 24 ans utilisaient Internet afin de s'informer comparativement à ceux âgés de plus de 24 ans qui seraient 78% à utiliser plutôt la télévision comme média principal (Lemyre 2016, 28). Des recherches menées en Italie ont montré que chez les adolescents utilisant Facebook à des fins d'information, on remarquait

le sentiment beaucoup plus élevé d'être compétents en matière de participation citoyenne (Lenzi et al. 2015). Enfin, les plus récentes recherches au Canada confirment le rôle des médias sociaux dans ce processus de socialisation politique (Duguay 2020). Toutefois, comparativement à la socialisation politique en personne, les discussions se déroulant en ligne, même si elles contribuent à l'acquisition de connaissances politiques et au développement de l'intérêt pour les enjeux sociopolitiques chez les jeunes, contribueraient à la perte de confiance envers les institutions et donc, participeraient à la hausse du cynisme politique dont nous avons discutée plus tôt (Duguay 2020,152).

Ces nouvelles formes d'engagement ainsi que les travaux de Mansbridge et de Bherer, Montambeault et Cloutier montrent qu'il semble y avoir un délaissement des formes de participation politique plus formelles chez les jeunes Canadiens au profit de l'engagement plus direct ou par le biais des nouvelles technologies. Il ne s'agit donc pas tant d'un désintérêt pour la politique, mais bien pour les formes plus traditionnelles de participation politique. Nous verrons que cela est aussi vrai parmi nos participants autochtones, bien que le contexte sociohistorique et politique complexifie considérablement leur manière d'aborder le politique.

Comme mentionnée plus tôt, nous observons aussi qu'il y a une dimension subjective à la participation politique. En effet, s'il est difficile d'offrir une définition qui engloberait toutes les formes de participation politique, l'important serait plutôt de s'intéresser à comment les individus définissent leurs propres actions. Nous croyons que c'est à travers une analyse empirique que nous pourrions observer si les jeunes Autochtones de la communauté de Timiskaming First Nation considèrent, par exemple, la participation aux activités traditionnelles, leur utilisation des réseaux sociaux, leur implication au sein

du Youth Council ou auprès de leur communauté en générale comment étant des actions à caractère politique. Nous devons donc laisser le soin à ces individus de définir et de caractériser leur participation et leur engagement au sein de ces différentes activités.

1.3 Participation politique des personnes autochtones au Canada

Nous nous sommes jusqu'à présent intéressés à la participation politique des jeunes Canadiens de manière large. Nous allons maintenant nous pencher plus précisément sur la réalité des personnes autochtones. Nous verrons que les Autochtones sont moins enclins à voter au niveau municipal, provincial et fédéral que les non-Autochtones (Silver et al. 2006, 96). En revanche, lors des élections des conseils de bande, la participation serait « relativement élevée » (Silver et al. 2006, 96). Nous avons cependant très peu de données sur les autres formes de participation chez les personnes autochtones, une lacune que cette étude nous permet en partie de combler.

Afin de comprendre les dynamiques particulières de la participation des personnes autochtones, il faut tenir compte de facteurs structurels habituellement associés à la faible participation (niveau d'éducation, revenus, etc.), mais nous verrons qu'il faut d'abord s'attarder aux conditions historiques de cette participation et à l'héritage des politiques coloniales qui continuent de marquer le rapport qu'entretiennent les peuples autochtones avec l'État canadien et ses institutions et pratiques démocratiques. L'étude de Taiaiake Alfred sur la participation politique des jeunes Autochtones nous permet d'ailleurs d'ouvrir

la réflexion sur la signification subjective de la participation et des formes qu'elle peut prendre pour ces derniers.

1.3.1 Une relation complexe : colonialisme, assimilation et participation

Avant de brosser un portrait général de la participation politique autochtone au Canada, il est essentiel de présenter le contexte historique colonial qui a influencé et qui influence toujours la relation des communautés autochtones avec l'État. Nous ne ferons pas un compte-rendu exhaustif de toutes les mesures et politiques coloniales mises en place, mais nous discuterons principalement des restrictions à la participation résultant de la Loi sur les Indiens et des différentes mesures qui ont été adoptées à sa suite.

Patricia Monture-Angus explique qu'avec l'avènement de la Loi sur les Indiens de 1876, en plus de la confirmation de la mise sous tutelle du gouvernement fédéral des personnes autochtones, il y a eu la création des réserves et l'imposition des conseils de bande comme nouvelle forme de gouvernance au détriment des formes plus traditionnelles (Monture-Angus 1995, 182). Ces formes de gouvernance et cette délimitation du territoire étaient étrangères aux communautés et étaient beaucoup plus hiérarchisées que les formes de gouvernance traditionnelle (Monture-Angus 1995, 182). Par exemple, Morissette explique que pour les Algonquiens, il y avait traditionnellement une appartenance à la bande et au territoire qui n'était en aucun cas fixe chez les individus qui étaient libres de circuler d'un territoire et d'une bande à l'autre (Morissette 2007, 128). Le chef de la bande n'avait pas d'autorité politique formelle sur les autres membres, mais il était plutôt choisi pour sa connaissance du territoire, son charisme et sa capacité à transmettre le savoir oralement (Morissette 2007, 128). L'imposition des conseils de bande par le gouvernement

fédéral change la donne. Le rôle des chefs fut amené à se transformer, de celui de guide pour sa communauté à celui d'exécutant pour les autorités coloniales (Morissette 2007, 129). Le but ultime de cette imposition pour le gouvernement fédéral était d'enfin pouvoir contrôler le fonctionnement politique interne de ces communautés, ce qui représentait jusqu'alors un obstacle important à l'objectif d'assimilation des Autochtones (Morissette 2007, 129). Le système électoral mis en place au sein des bandes était également inhabituel pour plusieurs communautés (Morissette 2007, 129). Le pouvoir décisionnel des personnes autochtones s'est aussi retrouvé à être très limité, le gouvernement fédéral détenant maintenant le pouvoir financier et administratif représenté par les agents indiens déployés auprès des communautés (Morissette 2007, 129). En effet, chaque réserve était mise sous tutelle d'un agent qui avait plein pouvoir sur celle-ci et ses habitants (Rodon 2019, 40).

La Loi sur les Indiens est aussi venue confirmer les restrictions en lien avec le vote qui avaient été énoncées en 1857 avec la Loi sur la Civilisation (Dubé 2021, 28). On interdit alors à tous les Autochtones étant inscrits comme résidant sur une réserve de pouvoir voter aux différentes élections canadiennes (Dubé 2021, 28). La seule façon pour un Autochtone (homme) de pouvoir obtenir le droit de vote était par ce qu'on appellera « l'émancipation » (Dubé 2021, 28). Si un Autochtone acceptait d'abandonner son statut d'Indien et de payer l'impôt foncier, il pouvait obtenir le droit de vote au même titre que tous les autres citoyens masculins canadiens (Dubé 2021, 28). L'émancipation était fortement encouragée par les Affaires indiennes, mais était en réalité rarement accordée aux individus (Dubé 2021, 28). Il faudra attendre 1950 pour que le droit de vote soit accordé aux Inuits et 1960 pour qu'il le soit aux autres Autochtones (Dubé 2021, 30). Toutefois, au Québec, il faudra patienter

jusqu'en 1968 pour voir ce droit être finalement reconnu aux « Indiens de statut » (Diabo 2015, 6).

Hormis les restrictions au niveau de la participation électorale, plusieurs autres mesures seront mises en place avec la Loi sur les Indiens qui vont grandement limiter le pouvoir organisationnel et politique des communautés autochtones. Par exemple, en 1884, on interdit les rassemblements et les cérémonies traditionnelles (Rodon 2019, 40). On interdit entre autres les potlachs, qui étaient des rassemblements se retrouvant au cœur de la vie sociale, communautaire et politique de plusieurs communautés autochtones (Rodon 2019, 40). Des restrictions furent aussi imposées avec la réforme de la loi de 1920, qui a été effective jusqu'aux années 50, sur la création de groupes ou d'organisations politiques, sur les levées de fonds et le recours à la représentation par un avocat (McFarlane 1993, 29 ; Rodon 2019, 40). Ces restrictions ont été élaborées en réponse aux revendications de droits qui étaient alors menées notamment par les Nisga'a (Rodon 2019, 40).

Il faut aussi tenir compte de l'impact des pensionnats sur la socialisation politique. Dans ces établissements ayant comme principal objectif d'assimiler de force les jeunes générations autochtones, on y interdira l'utilisation des langues traditionnelles, les liens familiaux seront brisés et plusieurs anciens pensionnaires témoigneront plus tard des abus physiques et sexuels qu'ils y ont vécus (Rodon 2019, 41). Cette expérience des pensionnats provoquera ce qu'on qualifie aujourd'hui de « traumatisme intergénérationnel » ou de « syndrome du pensionnat » (Rodon 2019, 40), un phénomène qui contribue grandement au fort sentiment d'aliénation observé au sein des communautés autochtones, ainsi qu'à la reproduction d'un climat social et familial peu propice à la socialisation politique (Rodon 2019, 40).

Ces différentes politiques coloniales teintent encore aujourd'hui la relation entre les communautés autochtones et le gouvernement canadien. Comme nous le verrons, on ne peut pleinement saisir les dynamiques participatives au sein des communautés autochtones, y compris chez les jeunes, sans tenir compte de ce lourd passé colonial (Silver et al. 2006 ; Ladner et McCrossan 2007).

1.3.2 La participation politique formelle des personnes autochtones au Canada : un état des lieux

Comme mentionné plus tôt, il est largement reconnu que les personnes autochtones ont un taux de participation électorale beaucoup plus faible que le reste de la population canadienne (Loewen et Fournier 2011 ; Silver et al. 2006 ; Kostelka et Scott 2016 ; Ladner et McCrossan 2007 ; Dabin, Daoust et Papillon 2019). Comme le mentionnent Silver et al., très peu de données nous permettent en fait d'avoir un portrait détaillé de la participation électorale des personnes autochtones lors des différents types d'élections (Silver et al. 2006, 99 ; Ladner et McCrossan 2007, 15). Les statistiques les plus précises pour le vote autochtone sont celles recueillies sur réserve lors des différentes élections fédérales (Silver et al. 2006, 100). Historiquement, la participation dans les réserves est de plus ou moins 20% moins élevée que la moyenne canadienne, mais lors de l'élection fédérale de 2015, le taux de participation chez les Autochtones vivant sur réserve a augmenté à 61,5%, comparativement à 66% pour les non-Autochtones (Dabin et al. 2019; Élections Canada 2020). Toutefois, la participation autochtone a subi une baisse importante de 10% lors de l'élection de 2019, alors que le reste du pays a connu une légère hausse de 1% (Élections

Canada 2020). C'est au Québec où l'on retrouve le plus faible niveau de participation sur réserve avec un taux de 26,1% (Élections Canada 2020).

Silver et al. affirment, à travers des études plus qualitatives et une série d'entrevues menées auprès d'électeurs autochtones, que ceux qui ne votent pas au fédéral, ne votent pas non plus au provincial pour la plupart, mais ils participent plutôt aux élections pour leurs conseils de bande respectifs (Silver et al. 2006, 117). Nous n'avons cependant pas été en mesure de trouver des données sur la participation électorale autochtone aux élections municipales ou même de trouver des études discutant de taux généraux de participation aux élections des conseils de bande (voir à ce sujet Ladner et McCrossan 2007).

Les études sur le vote autochtone soulignent sans surprise plusieurs facteurs d'ordre socioéconomique qui contribuent à cette faible participation, tels que le faible revenu et le niveau d'éducation plus bas (Silver et al. 2006, 109). En 2001, le salaire moyen des Canadiens était d'environ 30 000\$, alors que pour les Autochtones, ce montant dépassait à peine les 19 000\$ (Silver et al. 2006, 109). Environ 55,9% des Autochtones avaient ce qu'on considère en 2001 être un faible revenu (Silver et al. 2006, 109). Si on s'intéresse à la catégorie des jeunes Autochtones plus précisément, on remarque qu'ils sont en moyenne beaucoup plus pauvres que les autres jeunes au Canada (Kostelka et Scott 2016, 29). Il en va de même pour le niveau d'éducation qui est souvent un bon indicateur du vote, alors que celui-ci est généralement plus faible chez les Autochtones (Silver et al. 2006, 111). D'autres facteurs socioéconomiques peuvent influencer la participation électorale des personnes autochtones. Par exemple, on peut remarquer que les Autochtones déménagent plus souvent que les autres Canadiens et qu'il est donc plus difficile pour eux de rester enregistrés sur les listes de votes empêchant ainsi leur participation à plusieurs élections

(Silver et al. 2006, 109 ; Kostelka et Scott 2016, 29). Les peuples autochtones au Canada sont en moyenne beaucoup plus jeunes que le reste de la population canadienne (Silver et al. 2006, 110). Il est important de le souligner, car comme nous l'avons vu, les jeunes ont moins tendance à voter que les personnes plus âgées.

Lorsqu'on ajoute à cela le facteur de la complexité de la relation qu'entretiennent les communautés autochtones avec le processus politique canadien dû à l'histoire coloniale, nous pouvons mieux comprendre le faible taux de participation au sein de ces communautés. Sans surprise, la perception du vote comme étant un devoir de citoyen est beaucoup moins présente chez les Autochtones au Canada. Le contexte colonial dont nous avons discuté préalablement est l'une des principales explications de ce phénomène. En effet, il existe un sentiment d'exclusion et de méfiance chez plusieurs Autochtones envers les institutions canadiennes causé entre autres par les politiques coloniales et l'imposition du système politique occidental dont nous avons discuté précédemment (Ladner 2007). Ce sentiment est d'ailleurs expliqué par une forte aliénation et donc par un sentiment d'être étrangers aux institutions et au processus politique des personnes autochtones envers les institutions, ce qui entraîne un sentiment généralisé de manque de confiance envers le gouvernement dans son ensemble (Cairns 1993, 207 ; Silver et al. 2006, 107). Pour plusieurs, le gouvernement et ses représentants ne représentent pas les intérêts des personnes autochtones, mais plutôt ceux des autres Canadiens (Cairns 1993, 207). Menno Boldt affirmait d'ailleurs la chose suivante :

« L'historique de mensonge, de trahison et de vol du gouvernement canadien envers les peuples autochtones a entraîné une attitude individuelle et collective chez ces derniers de méfiance et de perte de confiance envers la société dominante. Cette méfiance se traduit par une profonde réticence à s'intégrer socialement et économiquement à la masse. » (Boldt 1993, 246. Traduction libre.)

Cette méfiance entraîne aussi une réticence à participer aux élections fédérales et provinciales (Silver et al. 2006, 108). En effet, comme le vote est souvent motivé par la notion que la participation électorale est un devoir citoyen (Campbell 2013, 43), il est logique que ce sentiment soit moins répandu chez les personnes autochtones et donc, que la propension à voter soit plus faible (Silver et al. 2006, 108). On peut donc ainsi parler à la fois de cynisme politique et d'aliénation politique. Le cynisme correspond à un manque de confiance envers les institutions et ses représentants, mais ne signifie pas nécessairement qu'une personne se sentira étrangère envers ceux-ci (Cappella et Jamieson 1997, 166 ; Manoliu et Sullivan 2016, 3). L'aliénation, même si elle peut elle aussi être entraînée par une méfiance envers le processus politique, relève plutôt d'un sentiment de se sentir étranger ou exclu des institutions et du système politique. Dans le cas des Autochtones, ce sentiment est directement relié au fait que ces institutions aient été imposées par la puissance coloniale (Alfred et al. 2007, 3).

Plusieurs autres enjeux structurels peuvent être identifiés comme étant de possibles facteurs explicatifs de la plus faible participation politique des personnes autochtones au Canada. Ladner et McCrossan mentionnent la dispersion géographique, les enjeux de diversité culturelle, l'absence de candidats autochtones et la faible saillance des enjeux touchant les communautés autochtones lors des différentes élections (Ladner et McCrossan 2007, 24). Ces facteurs nous renvoient à l'enjeu plus général de la représentativité des communautés autochtones au sein des institutions. Nous avons discuté précédemment d'un sentiment d'exclusion et d'aliénation des personnes autochtones envers le système politique et l'une des raisons pouvant expliquer cela serait justement ce manque de représentation au sein de la structure étatique et au sein des partis politiques (Ladner et

McCrossan 2007 ; Silver et al. 2006). De récentes recherches montrent d'ailleurs qu'il y a une hausse de la participation électorale des personnes autochtones, même chez les plus jeunes, lorsque le nombre de candidats autochtones lors des élections fédérales augmente (Kostelka et Scott 2016 ; Dabin, Daoust et Papillon 2019). Pour Dabin, Daoust et Papillon, « incontestablement, les institutions et politiques coloniales de même que les barrières socioéconomiques continuent de limiter l'engagement électoral dans plusieurs communautés autochtones » (2019, 49). Cependant, ils montrent que lors des élections fédérales de 2015, la participation autochtone augmentait significativement dans les endroits où on retrouvait des candidats autochtones. Le nombre plus élevé qu'à l'habitude de candidats autochtones, jumelé à la frustration envers le gouvernement conservateur sortant et une campagne très active sur les médias sociaux afin de motiver le vote autochtone seraient les principales raisons expliquant la hausse historique de la participation électorale autochtone en 2015 (Dabin, Daoust et Papillon 2019, 50). Ces résultats viennent montrer que malgré l'aliénation chez plusieurs personnes autochtones envers la politique canadienne, une plus forte représentation au sein des partis politiques et l'utilisation des nouvelles technologies pourraient être une piste à explorer pour les autorités politiques afin de faire augmenter la participation électorale des communautés autochtones et plus particulièrement des jeunes Autochtones.

S'il existe quelques études nous permettant de documenter la participation électorale des Autochtones, il est très difficile d'évaluer les autres formes d'engagement politique de ces derniers. De manière anecdotique, nous pouvons néanmoins souligner l'émergence récente de plusieurs mouvements sociaux autochtones, souvent soutenus par des groupes d'activistes qui se mobilisent et qui travaillent afin de défendre les droits des

peuples autochtones. Historiquement, au Québec, on peut penser à la Crise d'Oka qui a été un exemple de mobilisation autochtone ayant marqué l'imaginaire collectif, mais plusieurs exemples plus récents nous montrent que les jeunes générations aussi ont mis sur pied ou ont participé à différents mouvements collectifs. Au Canada, il y a eu le mouvement Idle No More créé à la fin octobre 2012 en Saskatchewan, mais qui s'est rapidement étendu à la grandeur du pays et même à l'international (Wood 2015, 615). Si au départ l'objectif du mouvement était de s'opposer à certaines lois fédérales, ce dernier s'est élargi à plusieurs enjeux, tels que l'accès au logement, à l'eau potable et à l'électricité (Barker 2015, 48). Rapidement, le mouvement est devenu un vecteur de solidarité, de résurgence et de promotion de la souveraineté autochtone (Wood 2015, 616). On peut aussi penser aux travaux de Catherine Delisle L'Heureux, qui documentent l'engagement des femmes innues en réponse à la proposition du Plan Nord par le gouvernement de Jean Charest en 2011, notamment une marche de 1000 km, de Mani-Utenam à Montréal (Delisle L'Heureux 2018, 2).

En observant l'importance qu'ont connu ces mouvements, notamment en ce qui concerne Idle No More, il est possible de conclure que malgré le faible taux de participation électorale des personnes autochtones, celles-ci ne sont pas nécessairement apolitiques. Le fort sentiment d'aliénation politique noté plus tôt ne se traduit pas systématiquement par une apathie politique.

1.3.3 Études sur la participation des jeunes Autochtones au Canada

Si nous avons une idée des facteurs qui expliquent la faible participation des personnes autochtones au Canada, très peu d'études nous offrent de l'information

spécifiquement sur les jeunes. Les effets du colonialisme continuent-ils à influencer la perception des jeunes quant à la politique ? Alfred, Pitawanakwat et Price se sont basés sur les travaux de Jim Silver afin de mener une série d'entrevues et de « focus groups » auprès de jeunes Autochtones issus de différentes communautés (Alfred et al. 2007, 2). Ils ont mené 29 entrevues auprès de jeunes Autochtones, principalement issus de centres urbains, tels que Régina, Victoria et Ottawa. (Alfred et al. 2007, 2). Le but de ces entrevues était de s'intéresser à la perspective de ces jeunes sur une variété de sujets tels que leur perception de la politique en général, leur engagement, leur identité et leur sens de la citoyenneté, ainsi que leur conception de l'État et du processus démocratique (Alfred et al. 2007, 2). En résumé, les auteurs concluent qu'il existe bel et bien un sentiment d'aliénation envers les institutions politiques canadiennes chez les jeunes Autochtones, caractérisé par un faible sentiment d'appartenance envers celles-ci (Alfred et al. 2007, 3). Il est toutefois intéressant de noter que plusieurs répondants ont affirmé qu'il était important de participer aux différentes élections, particulièrement aux élections des conseils de bande, car il s'agit des seuls moments où les personnes autochtones peuvent se prononcer sur les enjeux les touchant directement (Alfred et al. 2007, 6). Enfin, si plusieurs jeunes ont une vision négative de la politique en général, plusieurs préfèrent l'action directe comme forme de participation politique telle que la participation à différentes protestations, l'engagement communautaire ou même le retour à la culture traditionnelle comme moyen de réaffirmer leur identité (Alfred et al. 2007, 10). Pour Alfred et al., ces jeunes demeurent tout de même politisés, de manière consciente ou inconsciente, car ce désir de revitaliser la culture traditionnelle est au cœur du processus de décolonisation et de résurgence des communautés autochtones (Alfred 2009, 34).

En effet, comme nous en discuterons plus en détail un peu plus loin dans ce travail, même si les jeunes interviewés ne le perçoivent pas comme une forme d'engagement politique, ce retour aux pratiques traditionnelles, que ce soit la chasse, aller sur le territoire, le réapprentissage des langues ancestrales ou un retour aux formes traditionnelles de gouvernance devraient, selon Alfred, être au cœur du processus politique des communautés autochtones et être les formes de participations à privilégiées (Alfred 2009, 34). En effet, ces formes de revitalisation culturelle seraient évidemment politiques, puisque c'est à travers elles que les communautés pourraient affirmer leurs souverainetés politiques et culturelles, renverser la relation de domination qui existe avec l'État canadien et ainsi amorcer un processus de décolonisation (Alfred 2009, 34).

Cette étude d'Alfred et coll., malgré ces nombreux apports, comporte aussi certaines limites. En effet, les répondants choisis par Alfred et ses collègues fréquentaient pour la plupart des établissements d'éducation postsecondaires en milieu urbain, même si certains étaient originaires d'une réserve et qu'ils s'en étaient éloignés temporairement pour poursuivre leurs études (Alfred et al. 2007). Ceux-ci ne sont donc pas nécessairement représentatifs (scolarisés, urbains). Notre étude nous permettra de présenter le parcours et la perception de 6 jeunes qui, pour la plupart, sont déjà sur le marché du travail et qui n'ont pas complété, pour l'instant du moins, d'études postsecondaires. Nos répondants ont aussi la caractéristique de résider au sein d'une réserve à temps plein, ce qui n'était pas le cas des répondants de l'étude d'Alfred et al.

Nous avons tenté de recueillir des données plus précises sur la participation communautaire des jeunes Autochtones au Canada, mais aucune étude ne semble offrir ces réponses. Les études consultées semblaient soit se limiter à la participation électorale ou

elles semblaient inclure la participation communautaire dans le concept plus général de la participation politique. Nous pouvons toutefois nous baser sur les résultats présentés par Rothwell et Turcotte sur la participation civique et communautaire afin de poser quelques hypothèses sur l'état de cette participation chez les jeunes Autochtones. Les auteurs montrent, comme mentionné plus tôt, que le niveau d'éducation des individus exerçait une grande influence sur leur participation politique, et ce, à tous les niveaux (Rothwell et Turcotte 2006). Considérant le fait que les Autochtones sont en moyenne moins éduqués que le reste des Canadiens, on pourrait s'attendre à ce que la participation communautaire le soit également. Toutefois, les auteurs précisent qu'il y a une plus grande propension chez les individus résidant en milieu rural à faire du bénévolat que ceux en milieu urbain (Rothwell et Turcotte 2006, 1). Les jeunes que nous allons interviewer et qui demeurent dans un tel milieu pourraient donc, peu importe leur niveau d'éducation, avoir une tendance à participer à différents groupes ou activités communautaires. Les écrits de Liebenberg et al. soulignent justement l'importance pour les jeunes Autochtones de l'engagement communautaire et du rôle qu'il peut jouer dans leur développement psychologique et humain. En effet, les auteurs mentionnent que cette forme de participation peut contribuer à la construction identitaire des jeunes Autochtones en même temps de contribuer au développement de leurs communautés (Liebenberg et al. 2019, 2). Ces jeunes qui ont une plus grande connexion avec leur culture et avec leur communauté ont une plus grande facilité à s'engager au niveau communautaire et cet engagement représente une forme claire de résilience chez ceux-ci (Liebenberg et al. 2019, 2). En effet, il s'agit ici de résilience, car ces jeunes vivent dans un contexte de marginalisation politique et socioéconomique engendré par l'histoire coloniale, comme nous l'avons mentionné plus

tôt, ce qui contribue à créer un environnement de vie néfaste au développement psychologique de ces jeunes Autochtones (Liebenberg et al. 2019, 2). Les auteurs soulignent donc la résilience démontrée par ces jeunes qui s'engage au niveau communautaire et l'importance de cet engagement sur le développement de ces derniers et du reste de leur communauté (Liebenberg et al. 2019, 2). Nos entrevues permettent de vérifier si effectivement, les jeunes qui s'engagent auprès de la communauté ont une plus grande connexion avec la culture traditionnelle et de souligner la résilience potentiellement démontrée par plusieurs d'entre eux.

1.4 Les Autochtones devraient-ils participer ? Le colonialisme et les institutions démocratiques canadiennes

Nous venons de passer en revue les différents facteurs énoncés dans la littérature afin d'expliquer la plus faible participation politique des personnes autochtones au Canada. Comme nous avons vu, si certains de ces facteurs relèvent de considérations communes à l'ensemble de la population canadienne (par exemple, les personnes autochtones étant moins éduquées et ayant un plus faible revenu en moyenne, il est normal qu'ils participent moins), il semble clair que l'héritage des politiques coloniales conditionne l'expérience démocratique de ces personnes, y compris chez les jeunes. Dit autrement, on ne peut réfléchir à la participation des personnes autochtones sans situer celle-ci dans le contexte historique plus large du colonialisme et des politiques qui ont visé, et qui continuent de viser pour certains, la disparition des sociétés autochtones (Wolfe 2006). À la lumière de ces considérations, d'aucuns s'interrogent sur la relation qu'entretiennent les peuples autochtones avec les institutions démocratiques canadiennes. Si celles-ci sont au cœur de

l'histoire coloniale, n'y a-t-il pas risque, en promouvant la participation des personnes autochtones, de consolider la légitimité de ces institutions ? C'est, comme nous le verrons dans cette section, ce que pensent certains intellectuels autochtones, alors que d'autres voient la participation comme une dimension nécessaire du processus de transformation des institutions politiques coloniales. Ce mémoire vise à mieux comprendre comment les jeunes Autochtones perçoivent et vivent la participation politique. Ces différentes perspectives normatives sur la participation nous serviront à cet effet de points de repère dans l'analyse de la perception des jeunes que nous présentons plus loin. Les jeunes partagent-ils cette réticence face à la participation au nom de la résistance au colonialisme ? Articulent-ils une vision distincte, culturellement parlant, de la participation ?

Un premier groupe d'auteurs, que l'on peut associer à la théorie de la résurgence, met en garde les Autochtones contre les risques que peut engendrer la participation politique dans un contexte et un cadre qui leur sont défavorables (Alfred 2009). Les tenants de cette approche considèrent que les institutions politiques, sociales et légales canadiennes ont été construites dans le but d'asseoir la domination de l'homme blanc (Alfred 2009, 20). En effet, ces institutions auraient été bâties avec l'objectif de déposséder les peuples autochtones de leurs territoires ancestraux et de leur pouvoir d'autodétermination et c'est cette logique qui serait toujours au cœur de celles-ci (Alfred 2009, 20). Selon Taiaiake Alfred, Mohawk de Kahnawake, les sociétés coloniales comme le Canada seraient aussi imprégnées d'un profond sentiment de supériorité raciale et culturelle au sein du groupe dominant et chez ses élites (Alfred 2009, 102). Selon Alfred, ce phénomène d'arrogance euroaméricaine sert à justifier, encore aujourd'hui, l'imposition de normes, de valeurs et d'institutions étrangères aux peuples autochtones (Alfred 2009, 106). Il critique entre

autres le fait que les philosophies occidentales et européennes auraient toujours été plus intéressées par le développement de théories leur permettant d'expliquer ou d'excuser leurs actions violentes visant à asseoir la domination des dirigeants blancs plutôt que par la recherche de la vérité (Alfred 2009, 102). Pour Alfred, participer aux institutions coloniales revient à donner du crédit à celles-ci et aux théories racistes qui sous-tendent leur imposition aux peuples autochtones et il met donc en garde les personnes autochtones contre la participation au jeu politique qui ne ferait que légitimer un système qui leur a été historiquement imposé. Pour l'auteur, on comprend qu'il existe donc une incommensurabilité entre les valeurs autochtones et allochtones (Alfred 2009).

Glen Coulthard, de Yellownives Dene First Nation, propose dans le sillage d'Alfred, une critique importante des politiques de la reconnaissance. Lorsqu'on parle de politiques de la reconnaissance, on pense ici, entre autres, aux pratiques de reconnaissance du statut, des droits et des territoires ancestraux des peuples autochtones au sein des institutions étatiques (Coulthard 2014, 4). Selon lui, ces politiques, sous le couvert d'une émancipation, contribuent en fait à reproduire le colonialisme, le racisme systémique et la mise en place d'un État patriarcal (Coulthard 2014, 3). Pour Coulthard, la reconnaissance de droits ou d'une plus grande autonomie politique pour les Autochtones au sein du régime canadien ne remet pas en question les fondements de celui-ci ; il s'agit plutôt de normaliser ce régime en invitant les Autochtones à y participer, à des conditions qui sont en fait dictées par l'État (qui a des droits, comment ceux-ci s'exercent, etc.). Il critique donc la participation politique qui s'inscrit dans une quête de reconnaissance de droits pour les individus et les communautés autochtones. Inspiré par les travaux de Franz Fanon, Coulthard soutient qu'en acceptant les conditions de la reconnaissance étatique et en

participant au jeu démocratique canadien, les Autochtones procèdent à leur propre aliénation en acceptant de perpétuer le rapport profondément inégal que créent ces institutions en déplaçant la souveraineté autochtone et en la remplaçant par des droits limités et une autonomie politique contrainte par les règles étatiques (Coulthard 2014, 26). Tout comme Alfred, Coulthard affirme donc que ces revendications menées au sein des institutions coloniales ne feraient qu'en asseoir l'autorité et la domination.

Selon Alfred et Coulthard, la décolonisation ne passe donc pas par la participation au sein des institutions canadiennes, mais bien par un respect renouvelé des communautés autochtones envers les valeurs qui ont été traditionnellement au cœur de celles-ci (Alfred 2009, 33). Ces communautés devraient ensuite recréer ou régénérer la culture et les pratiques traditionnelles propres à leur communauté afin de retrouver ce qu'Alfred nomme « Onkwehonwe », ou une essence, qui désignerait ces existences et identités autochtones renouvelées et en correspondance avec ces valeurs et pratiques traditionnelles (Alfred 2009, 34). En effet, ces « Onkwehonwe » seraient libérés des contraintes du colonialisme et permettraient ultimement de repenser les relations entre les peuples autochtones et l'État canadien selon un nouveau rapport d'égal à égal (Alfred 2009, 34). Les auteurs voient donc la participation politique comme devant s'inscrire dans une démarche de décolonisation et de revitalisation culturelle des communautés et des personnes autochtones plutôt que par une participation au système politique canadien. Leanne Simpson aborde aussi ce sujet en affirmant que selon elle, il est inutile pour les communautés et les leaders autochtones de travailler avec l'État pour la reconnaissance de statut et de droits des peuples autochtones, car il n'y a aucune preuve que l'État veut réellement améliorer la relation entre les deux partis (Simpson 2011, 19). Elle mentionne elle aussi que la première étape pour transformer

la relation avec l'État pour les Autochtones est de transformer les communautés et/ou les Nations en régénérant ces traditions politiques et intellectuelles, en réapprenant les langues traditionnelles, en retrouvant les cérémonies, spiritualités et traditions de performances artistiques et en vivant selon les systèmes légaux traditionnels (Simpson 2011, 17-18). Elle se joint aussi à Coulthard et Alfred en avançant que les communautés doivent se détourner de la participation individuelle libérale qui ne serait qu'assimilatrice, afin de plutôt travailler au projet collectif de libération des nations autochtones, qui passe par la revitalisation des pratiques et des valeurs traditionnelles (Simpson 2016, 32). Pour ces auteurs, la participation à différentes activités culturelles serait donc essentiellement politique, car elle contribuerait à l'affirmation identitaire et à la régénérescence des communautés. Nous verrons que certains des jeunes interviewés abondent dans le même sens en ce qui concerne l'importance d'un retour à la culture traditionnelle, sans nécessairement donner à ce travail une connotation politique.

Alfred et les autres auteurs associés à cette école de la résurgence ne découragent pas la participation politique, il avance plutôt que celle-ci doit se faire au sein des communautés et selon des modalités et des valeurs proprement autochtones. Pour Alfred en particulier, ce sont les individus dans les communautés autochtones qui collaborent de manière étroite avec les autorités canadiennes qui sont en fait aliénés de leur propre culture et de leurs propres traditions politiques. Ce sont, pour lui, des agents de reproduction du colonialisme (Alfred 2009, 127).

Dans la lignée de ces auteurs, Russell Diabo, Mohawk de Kahnawake, mentionne que c'est une mauvaise idée pour les personnes autochtones de participer au processus électoral (il parle plus précisément des élections fédérales), car si certains partis paraissent

plus ouverts aux enjeux touchant les communautés autochtones, l'auteur soutient qu'historiquement, aucun parti, une fois arrivé au pouvoir, n'a reconnu et respecté la souveraineté et l'autodétermination des peuples autochtones au Canada (Diabo 2015, 8). Pour lui, comme l'affirment Coulthard et Alfred, les Autochtones qui s'impliquent de manière formelle, à travers le vote ou l'engagement auprès d'un parti, contribuent au processus d'assimilation et « nuisent aux efforts d'autodétermination de leurs communautés » (Diabo 2015, 8).

Enfin, lors de nos entrevues, nous avons discuté avec les jeunes de leur perception de la notion de réconciliation mise de l'avant par l'État canadien depuis 2015. Comme nous le verrons lors de la présentation des résultats, plusieurs d'entre eux critiquent ce processus de réconciliation. En nous intéressant à la position des auteurs de la résurgence face à la réconciliation, on remarque des critiques assez semblables. Pour Alfred, les peuples autochtones doivent se détacher des institutions coloniales et se mobiliser pour en devenir indépendants, car celles-ci s'appuient sur le racisme et l'exploitation coloniale (Alfred 2008, 206). Selon lui, l'État est unifié et constant dans son désir de coloniser et d'opprimer les peuples autochtones au Canada (Alfred 2009, 37). Les solutions qui seront proposées par l'État seront donc toujours assimilatrices et cela inclut la réconciliation qui mènerait à l'abandon de l'essence distincte aux cultures des peuples autochtones (Alfred 2008, 208). Il rejette donc la négociation et la réconciliation, car les Autochtones négocient toujours en étant dans une situation de faiblesse face à l'État canadien (Alfred 2009, 36). Selon lui, la réconciliation ne peut se faire tant que les terres traditionnelles ne seront pas restituées aux communautés (Alfred 2008, 208). Coulthard se positionne lui aussi sur l'enjeu de la réconciliation et il adresse plus directement la Commission de vérité et réconciliation qu'il

critique en affirmant que malgré les efforts qui y sont déployés, on conçoit encore le colonialisme comme étant un évènement fixé dans le passé sans jamais mentionner qu'il pourrait exister des pratiques issues et inspirées du colonialisme au Canada encore aujourd'hui (Coulthard 2014, 108). Leanne Simpson se questionne aussi sur la réelle possibilité d'une réconciliation alors que la majorité des Canadiens et Canadiennes ne comprennent pas et ne connaissent pas l'histoire de la colonisation, de l'assimilation et de l'oppression des peuples autochtones au Canada (Simpson 2011, 21). Ensuite, elle met en garde contre la limitation de la réconciliation à l'enjeu des pensionnats (Simpson 2011, 22). Bien qu'il s'agisse effectivement d'une partie de l'histoire des relations entre les Autochtones et l'État canadien qui mérite et justifie amplement le temps et l'espace qui lui sont accordés dans les discussions entourant la réconciliation, Simpson nous rappelle qu'il ne faut toutefois pas oublier les autres pratiques coloniales qui ont et qui continuent à affliger les Autochtones et dont nous avons discutées plus tôt.

Si les tenants de la résurgence souhaitent recentrer la participation autour des pratiques et des valeurs autochtones, hors des institutions étatiques, d'autres auteurs adoptent une vision hybride qui, sans renier l'importance de revaloriser les modes de gouvernance autochtones, considèrent essentielle l'engagement au sein de l'État. On parle alors d'une conception de l'autodétermination que l'on pourrait définir comme étant « par étapes » ou « de l'intérieur » (Jorgensen 2007, 57). Comparativement aux auteurs présentés plus haut, ceux qui prônent l'autodétermination par étapes ou interne ne considèrent pas que les valeurs autochtones et allochtones sont incommensurables. Il serait donc possible de changer l'État de l'intérieur afin de faire place aux perspectives autochtones (Jorgensen 2007, 57). Pour Joyce Green, ce processus passe par la participation des individus au sein

des institutions canadiennes afin qu'elles aussi se transforment et s'autochtonisent (Green 2004, 16). Ces autrices appuient donc, contrairement aux penseurs de la résurgence, un engagement politique avec l'État, bien qu'elles insistent sur le fait que cet engagement se doit d'être critique et informé par un désir de changement.

Sheryl Lightfoot, citoyenne de la Première Nation Anishinaabe du lac Supérieur, est aussi très critique des penseurs de la résurgence. Pour elle, une résurgence basée uniquement sur le désengagement et la réappropriation des territoires est futile et potentiellement dommageable, car il s'agit d'une forme d'enfermement dans une logique passéiste et vindicative (Lightfoot 2020, 157). Lightfoot critique aussi le fait que les penseurs de la résurgence ont tendance à créer une délimitation claire entre deux catégories d'individus autochtones. Il y aurait d'abord les individus autochtones « authentiques » qui seraient ceux qui vivent sur leurs territoires ancestraux, qui parlent la langue traditionnelle, pratiquent la culture traditionnelle et se gouvernent selon les formes de gouvernance plus traditionnelles, puis les autres, cooptés, par l'État (Lightfoot 2020, 158). Pour Lightfoot, la réalité n'est pas aussi simple et tant les identités que les pratiques sont plus fluides. Elle croit donc, comme Green et Jorgensen, que les Autochtones doivent naviguer en tenant compte de cette complexité et ne peuvent exclure les formes hybrides de participation.

Dans une perspective pragmatique, Jim Silver s'oppose aux thèses de Russell Diabo sur le vote et souligne l'importance pour les Autochtones de voter aux différentes élections canadiennes. En effet, il explique qu'il est important pour le développement des communautés que les Autochtones participent aux élections, car le gouvernement a moins tendance à offrir un soutien financier à ceux qui ne votent pas (Silver et al. 2006, 96). L'auteur explique aussi que le gouvernement a moins tendance à accepter les demandes

des communautés ou des individus qui ne participent pas au jeu électoral (Silver et al. 2006, 102).

John Borrows, membre des Chippewas of the Nawash First Nation, est un autre auteur qui adopte une position plus nuancée. Borrows reconnaît que le cadre politique colonial est contraignant pour les Autochtones, mais que cela ne doit pas mener à un détachement complet face aux institutions (Borrows 2016). Borrows reconnaît, comme les auteurs de la résurgence, l'importance des traditions qui sont très souvent au cœur des luttes pour la liberté des communautés autochtones, mais il ne croit pas que c'est en agissant simplement en marge des institutions canadiennes que les communautés pourront défendre leurs intérêts et acquérir de nouveaux droits (Borrows 2016, 4). Borrows soutient qu'il est possible d'amener l'État canadien à concevoir la résurgence et l'autodétermination des communautés autochtones non pas comme une menace, mais comme une valeur ajoutée à la démocratie canadienne (Borrows 2016, 15). Pour ce faire, Borrows souligne l'importance de participer et de s'engager auprès de l'État à travers les méthodes de participation formelles comme le vote, les processus de revendications de droits, l'implication des élites au sein des milieux académiques et la présence de députés autochtones (Borrows 2016). En effet, il mentionne qu'il est important de mener des luttes au niveau législatif pour les Autochtones, afin de chercher à obtenir un contrôle et un pouvoir décisionnel sur les services qui leur sont offerts par le gouvernement, sur la protection des communautés et de leur culture, sur la gestion des ressources naturelles et sur le développement économique (Borrows 2016, 16). Dans un autre ouvrage, Asch, Borrows et Tully soutiennent les efforts de revitalisation culturelle, mais plutôt que d'appeler à la participation politique qui se ferait en marge des institutions, ils en appellent

à un double mouvement de résurgence-réconciliation (Asch, Borrows et Tully 2018, 5). Ils conçoivent donc l'engagement politique de manière protéiforme, comme une action « sur » les institutions au sens classique et en dehors de celles-ci, à travers des pratiques culturelles et des formes plus informelles d'engagement pour le changement au niveau local, familial ou même personnel.

En bref, nous observons qu'il n'existe pas une façon unique de percevoir la participation politique et ses impacts pour les personnes et les communautés autochtones au Canada. Les auteurs ne s'entendent pas sur les moyens qui doivent être utilisés, le rôle des élites, la réconciliation, la compatibilité entre les valeurs allochtones et autochtones, etc. Ces différents constats et manières de voir vont nous servir de lentilles afin de comprendre les différentes positions de nos participants et leur manière d'articuler leur rapport au politique.

1.5 Conclusions

En conclusion de cette première partie plus théorique, nous pouvons tout d'abord affirmer que la notion de participation politique, si elle est souvent confinée aux mécanismes électoraux, a avantage à être élargie et abordée de manière plus subjective qu'objective, au sens où c'est moins le type d'activité que le sens que les participants y donnent qui importe. Il faut en ce sens aujourd'hui considérer la signification de l'implication au sein des mouvements sociaux et des groupes communautaires de même que l'engagement en ligne. Chez les jeunes Canadiens, nous observons d'ailleurs qu'il semble y avoir une transformation de la participation politique. Les études montrent que les facteurs socioéconomiques et le cynisme politique contribuent à la diminution de la

participation électorale chez les jeunes âgés de 18 à 35 ans. Toutefois, l'engagement communautaire est plus élevé au sein de ce groupe de la population et plusieurs d'entre eux sont socialisés politiquement à travers le web et les médias sociaux. Qu'en est-il de la participation chez les jeunes Autochtones ? Le nombre limité d'études sur la question reste un obstacle important lorsqu'on cherche à répondre à cette question. Cela dit, si les jeunes Canadiens votent moins en raison de plusieurs facteurs socioéconomiques, ces facteurs sont encore plus présents chez les jeunes Autochtones, ce qui explique en partie leur faible taux de participation. Nous ne pouvons cependant pas pleinement expliquer la faible participation autochtone sans tenir compte du contexte colonial, qui continue aujourd'hui à influencer tant les conditions socioéconomiques des communautés autochtones que la perception des institutions démocratiques chez les membres de ces communautés. Plusieurs auteurs et autrices notent un fort sentiment de méfiance et d'aliénation chez les jeunes Autochtones face aux institutions canadiennes. Cela peut expliquer la plus faible participation électorale au sein des communautés autochtones.

Nous avons aussi présenté les critiques de plusieurs auteurs face à cette participation politique et ses impacts potentiels pour les Autochtones. Nous avons ainsi souligné qu'il n'existait pas une façon unique de percevoir la politique autochtone, et ce, même chez les chercheurs. Les recherches d'Alfred et al. représentent un cadre essentiel à notre propre travail de recherche, car elles nous offrent le point de vue de plusieurs jeunes Autochtones sur plusieurs sujets qui sont au cœur de ce travail, tels que la participation électorale à différents niveaux, le sentiment d'aliénation, l'importance de la culture traditionnelle et l'engagement communautaire. Cette revue de littérature nous montre qu'il faut donc s'attendre à ce que les jeunes Autochtones aient une vision plus cynique des

institutions et qu'ils participent moins sur le plan électoral, mais que l'engagement communautaire soit potentiellement un aspect important de leurs occupations quotidiennes. Toutefois, le manque de recherches sur le sujet nous amène à nous questionner sur les formes que peuvent prendre la participation politique des jeunes Autochtones. Assistons-nous à une transformation de leur participation comme c'est le cas pour le reste des jeunes Canadiens ? La participation se fait-elle plus en ligne ? Sont-ils aussi aliénés politiquement que le soutiennent les différentes recherches ? Y a-t-il un manque de connaissances politiques chez ces jeunes ? Sont-ils aussi cyniques que les autres jeunes Canadiens ? Est-ce qu'il existe une plus grande propension à participer au niveau communautaire ? Nous présenterons donc le portrait de six jeunes Anishinaabe de la communauté de Timiskaming First Nation d'âges différents et ayant des parcours divers afin d'éclairer ces questionnements en nous intéressant à la situation de ces jeunes résidant dans une communauté que l'on peut considérer d'isolée par sa position géographique et son faible niveau de ressources.

Partie 2 : Méthodologie

Dans cette section, nous expliquerons comment nous avons choisi la communauté, mais aussi les participants au cœur de notre travail de recherche, comment nous avons bâti notre questionnaire, pourquoi nous avons choisi d'utiliser la méthode des entrevues semi-dirigées qui ont été construites dans le but d'en apprendre davantage sur le parcours politique des jeunes interviewés, mais aussi la relation avec la politique de ces derniers et enfin, l'utilisation d'une approche basée sur la décolonisation en préconisant la collaboration et la recherche au niveau de la communauté.

2.1 Le choix des participants et de la communauté

En raison du contexte de la pandémie qui était à son plus fort lors de l'élaboration de cette recherche, nous avons décidé de concentrer ce travail au sein d'une seule communauté de la région du Témiscamingue. Nos contacts préalables avec la communauté de Timiskaming First Nation à travers notre parcours professionnel nous ont permis d'établir rapidement une relation de recherche basée sur la collaboration. En effet, en avril 2021, nous avons débuté un emploi de chargé de projets pour les comités mixtes de l'Abitibi-Témiscamingue. Ces comités regroupent plusieurs organisations telles que la Commission de Développement des Ressources Humaines du Québec, Services Québec et les centres d'amitié autochtones ainsi que des représentants issus de chaque communauté de la région. Nous avons donc établi nos premières relations avec des membres de la communauté de Timiskaming First Nation lors de ces rencontres. En octobre 2021, nous nous sommes engagés encore plus directement avec TFN et nous avons accepté un emploi

de chargé de projets au sein de cette communauté exclusivement. C'est d'ailleurs dans le cadre de cet emploi que nous avons pu discuter de notre projet de recherche avec plusieurs membres du conseil de bande et du bureau des ressources humaines et nous avons pu ainsi obtenir leur approbation ainsi qu'une lettre de support du chef de la communauté afin de pouvoir mener nos entrevues. Notre rôle dans le cadre de cet emploi était de trouver du financement et de faire avancer les projets de mise en place d'un centre virtuel de formation pour les jeunes et d'établissement d'un centre d'hébergement pour répondre au problème grandissant d'itinérance à Timiskaming First Nation. Malheureusement, ce dernier projet a dû être abandonné lorsque nous nous sommes rendu compte que le bâtiment qui avait été acheté par le conseil de bande avait de graves problèmes de présence d'amiante ce qui a également concordé avec la fin de notre contrat avec TFN en février 2022. Nous sommes toutefois retournés travailler aux comités mixtes de l'Abitibi-Témiscamingue depuis le mois de mars 2022 et nous y sommes toujours ce qui nous permet de continuer à travailler avec plusieurs membres de Timiskaming First Nation. L'intérêt montré par plusieurs membres de la communauté pour cette recherche nous a donc poussés à mener nos entretiens avec des jeunes de cette communauté. Dans un contexte différent, nous aurions aimé pouvoir mener ce projet auprès des quatre communautés Anishinaabe du Témiscamingue ou même avec certaines communautés algonquines francophones de l'Abitibi afin de pouvoir noter les différences entre les communautés anglophones et francophones.

Nous avions au départ l'objectif de mener une dizaine d'entrevues afin d'obtenir un échantillon varié et représentatif des points de vue et des expériences des membres de la communauté sur les différents sujets abordés. Malheureusement, en raison notamment de

la contrainte de temps causée par la pandémie, nous avons été en mesure de seulement conduire six entrevues avec des jeunes de Timiskaming First Nation. Nous avons discuté d'une part avec de jeunes leaders de la communauté faisant partie du Youth Council afin d'obtenir leur vision vis-à-vis la politique de façon générale et afin de les questionner sur les avancées qu'ils cherchent à obtenir pour la communauté. Ensuite, nous avons rencontré des jeunes qui n'ont pas nécessairement un rôle au sein de la communauté, mais qui sont tout de même affectés par les différentes décisions qui sont prises à tous les niveaux que ce soit provincial, fédéral ou même au conseil de bande. Notre revue de littérature a montré que la catégorie des « jeunes » est souvent utilisée pour la catégorie des 18 à 35 ans et nous avons donc cherché des participants se situant dans cette tranche d'âge. Nous avons toutefois interviewé une participante de 17 ans, car elle était fortement impliquée au niveau communautaire à TFN que ce soit à travers le travail social ou les activités culturelles.

Il est important de spécifier pourquoi nous avons choisi la méthode des entrevues semi-dirigées comme technique de récolte de données. Pour ce qui est des entrevues, il était important pour le chercheur, notamment en raison de son statut d'allochtone menant des recherches en milieu autochtone, de mettre sur pied une recherche qui allait être conduite dans le plus grand esprit de collaboration et de réciprocité possible. Un sondage nous aurait permis de rejoindre plus de personnes, mais une telle approche, moins personnelle, risquait d'être mal perçue au sein de la communauté. Ce point sera d'ailleurs développé plus loin. Nous avons donc choisi de mener des entrevues, car comme le mentionnent Klandermans et Staggenborg, l'utilisation des entrevues est le meilleur moyen de donner un réel pouvoir à ses enquêtés qui, de cette façon, jouent un rôle clé dans la production et dans la récolte de données qui les toucheront beaucoup plus qu'elles ne

toucheront un chercheur n'étant pas issu de la communauté (Klandermans et Staggenborg 2002, 92). Nous avons choisi la méthode des entretiens semi-dirigés qui, comparativement à un entretien plus conventionnel, est basée sur une liste de questions préétablies par le chercheur, mais qui est conduite sous la forme d'une conversation permettant une approche plus flexible et interactive (Wholey et al. 2010, 369 ; Aberbach et Rockman 2002, 674 ; Longhurst 2016, 143). C'est une approche qui demande une écoute plus active de la part du chercheur qui doit rester alerte et sensible face au déroulement de la conversation et au participant afin de potentiellement adapter ses questions au fil des entretiens, d'en ajouter selon les réponses obtenues ou si un sujet semble être au cœur des intérêts d'un participant, de l'approfondir et permettre au répondant de développer sur celui-ci (Aberbach et Rockman 2002, 674 ; Wholey et al. 2010, 372). Pour ce qui est de l'utilisation d'entretiens dites « semi-dirigés » ou « semi-structurés », Klandermans et Staggenborg mentionnent qu'il s'agit d'une technique particulièrement pertinente quand on veut recueillir la perspective des acteurs d'un mouvement social sur les raisons qui les ont amenés à se mobiliser face à différents enjeux (Klandermans et Staggenborg 2002, 92).

Dans le cas qui nous concerne, même si nous n'analysons pas un mouvement social en tant que tel, nous pensons que cette technique d'entretien était la plus adéquate dans notre volonté de comprendre pourquoi certains ont décidé de se mobiliser ou de s'engager au niveau politique, alors que d'autres non. Nous croyons aussi qu'étant donné le sujet de la recherche, les entretiens semi-dirigés permettent de laisser aux personnes interviewées la liberté de discuter de leur compréhension et de leur interprétation de la réalité les touchant directement et des enjeux et du contexte et du sens qu'ils donnent aux différents concepts présents au sein de ce mémoire, tels que ceux de « politique » et

« d'engagement » tout en discutant de leurs propres expériences de vie face aux différents enjeux discutés (Kilian et al. 2019 ; Klandermans et Staggenborg 2002, 93). Les réponses données sont donc bien évidemment subjectives, selon l'interprétation et le vécu de chacun des individus, mais elles permettent, sans nécessairement avoir à poser des questions de compréhension de différents concepts aux répondants, d'observer si ces concepts ressortent d'eux-mêmes, peut-être de manière inconsciente au fil des discussions (Bartholomew, Henderson et Marcia 2000, 287). Le mandat revient donc plutôt au chercheur de faire ressortir ces concepts lors de l'analyse des entrevues (Bartholomew, Henderson et Marcia 2000, 287).

Les entretiens semi-dirigés nous permettent aussi de montrer que les individus ne sont pas de simples figurants impuissants ou acteurs passifs. Cela montre aussi que chacun a ses propres perspectives et subjectivités ; il nous est impossible d'analyser un groupe, même si ses membres partagent certaines caractéristiques telles que l'âge et la nationalité, comme étant un tout homogène (Carpentier et White 2013, 282). Nous avons donc posé plusieurs questions sur le parcours de nos participants afin d'une part pouvoir comprendre comment ils ont pu être socialisés culturellement et politiquement, mais aussi afin d'observer leurs actions, leurs points de vue et leurs réflexions sur le contexte et les contraintes au sein desquels ils évoluent. Nous considérons qu'il s'agit ici d'un premier pas vers une recherche collaborative, dont nous discuterons plus loin, car cette perspective permet de donner une voix à ceux et celles qui sont directement impactés et concernés par cette recherche.

2.2 Le questionnaire de recherche

Afin de mener ces entrevues semi-dirigées, nous avons bâti un questionnaire de recherche composé de questions relativement ouvertes s'intéressant principalement au point de vue et au parcours de vie des personnes interviewées. Cette méthode nous a donné une grande flexibilité afin d'approfondir, de retirer ou même d'ajouter certaines questions lors des entrevues dépendamment du déroulement de la conversation avec chacun des répondants (Klandermans et Staggenborg 2002, 92 ; Wholey et al. 2012, 372). Nous nous sommes entre autres basés sur la recherche d'Alfred, Pitawanakwat et Price afin de créer plusieurs questions d'entrevue (Alfred et al. 2007, 2). Par exemple, nous avons réutilisé mot pour mot les questions suivantes : « What does the word politics means to you? », « Have you ever voted ? », « What types of elections do you vote in? Provincial, federal, band council?» etc. (Alfred et al. 2007, 3-10) Le questionnaire utilisé est à l'Annexe A. du présent mémoire.

Pour bien construire un questionnaire semi-structuré, on peut à la fois utiliser des questions précises qui nécessiteront des réponses courtes et des questions plus ouvertes où les participants seront amenés à développer leurs réponses (Fylan 2005, 66). Dans tous les cas, il faut éviter que nos questions suggèrent une piste de réponse et il est important de préparer des sous-questions ou des exemples en dernier recours si jamais le participant n'arrive pas à répondre à la question (Fylan 2005, 68). Par exemple, nous avons vu dans la littérature que la représentation était un enjeu pouvant affecter la participation électorale autochtone. Plutôt que de demander « est-ce que vous auriez une plus grande tendance à participer aux élections s'il y avait plus de candidats autochtones ? », nous débutions avec une question plus générale : « Qu'est-ce qui pourrait accroître votre participation

électorale ? ». De cette manière, nous pouvions observer si l'enjeu de la représentation était amené par le participant lui-même et si jamais ce dernier répondait qu'il ne savait pas, nous pouvions lui donner quelques exemples, dont celui de la présence accrue de candidats autochtones. Ensuite, nous avons utilisé notre revue de littérature afin d'identifier certaines thématiques. Par exemple, comme nous l'avons vu plus tôt, différents auteurs ont abordé le sujet de l'avènement de l'Internet et le développement des nouvelles technologies et de leur impact sur la participation politique des jeunes. Nous avons donc créé une série de questions sur la fréquence d'utilisation des médias sociaux, l'utilisation qui en est faite, les types d'informations qui sont partagés et consultés, etc. La littérature nous a aussi montré qu'il semblait y avoir une préférence chez les jeunes pour la participation plus directe comme les manifestations ou l'engagement communautaire. Nous avons donc choisi de poser des questions sur la participation des personnes interviewées lors des différents événements ou activités se déroulant dans leur communauté, sur leur expérience de bénévolat ou sur leur historique de participation à des manifestations ou différentes activités de protestation. Les questions ont été plus globalement regroupées selon certains thèmes tels que le profil du participant, sur l'identité et la manière dont il s'autodéfinit, l'intérêt et la perception de la politique, la participation électorale et les stratégies pour les jeunes occupant des rôles de leaders politiques au sein de la communauté.

Nous n'avons utilisé aucun logiciel d'analyse textuelle afin de traiter les données recueillies. Nous avons plutôt procédé à une transcription et à une analyse manuelle des entrevues afin de pouvoir les analyser en profondeur, éviter tout oubli et de mauvaises interprétations des propos des personnes interviewées. Il est aussi important de mentionner que les enregistrements des entrevues et les transcriptions seront détruits sept ans après le

dépôt du mémoire tel qu'exigé par les règles éthiques qui guident ce type de recherche à l'Université de Montréal (CERAH 2021).

2.3 Une approche basée sur la décolonisation et les enjeux éthiques de la recherche en milieu autochtone

Nous voulions aussi adopter une méthodologie basée le plus possible sur la décolonisation et comme Kilian et al. le mentionnent, ce type de méthodologie se base sur une reconnaissance des impacts de la colonisation sur les peuples autochtones, sur la participation des communautés autochtones et sur l'appréciation des chercheurs de la culture et des savoirs autochtones et de leurs apports à la recherche (Kilian et al. 2019). Malheureusement, la recherche a longtemps été utilisée pour déposséder et voler les communautés autochtones de leurs cultures et savoirs à des fins d'assimilation ou pour justifier les mesures coloniales mises en place par l'État canadien (Ermine et al. 2004, 12 ; Smith 1999, 62). En effet, historiquement, plusieurs chercheurs ont mené des projets auprès des communautés autochtones en véhiculant un sentiment de supériorité raciale et idéologique et ils ne considéraient donc pas les savoirs et traditions autochtones comme étant de pertinence et valeur égales aux connaissances occidentales (Smith 1999, 64). Ce sentiment de supériorité a donc contribué à la mise en place de recherches indifférentes aux impacts qu'elles pouvaient avoir sur les personnes et communautés concernées (Smith 1999).

Aujourd'hui, les chercheurs proposent qu'afin de mettre en place une recherche pouvant s'insérer au sein des démarches d'autodétermination des communautés autochtones, celle-ci se doit d'être menée selon une approche collaborative (Smith 1999,

127 ; Ermine et al. 2004, 12). Ce type d'approche préconise une relation d'égal à égal entre le chercheur et les participants, une consultation constante avec les personnes concernées afin d'éviter une recherche qui serait menée unilatéralement par un chercheur étranger et une participation active des membres dans la mise en place du projet et dans la sélection des participants (Thorpe 1998, 404). Une telle approche permet d'atteindre trois buts bien précis. D'une part, il y a une participation active des membres de la communauté étudiée qui seront ceux qui seront ultimement concernés par les résultats d'une telle recherche (Thorpe 1998, 404). Ensuite, cette approche collaborative permet d'augmenter les chances d'obtenir des résultats qui seront utiles ou du moins pertinents pour la communauté elle-même (Thorpe 1998, 404). Enfin, si les membres de la communauté participent activement dans l'élaboration du projet, les résultats risquent d'être beaucoup plus précis et représentatifs de la réalité sur le terrain (Thorpe 1998, 404). Nous avons à cœur de mener une recherche qui correspondrait à ces visées et nous avons donc tenté de faire participer le plus de membres possible dans le choix du sujet de recherche, dans l'élaboration du projet et dans le choix des participants. Aussi, nous avons pris la décision de nous intéresser à une communauté en particulier plutôt que de s'intéresser à plusieurs d'entre elles, car selon les auteurs, le fait de mener une recherche au niveau d'une communauté permet de rendre compte de ses spécificités, mais aussi de limiter l'essentialisation qui survient souvent lorsqu'on parle d'une nation autochtone dans son ensemble (Ermine et al. 2004, 12). De cette manière, nous ne parlons pas des Anishinaabe de façon générale, mais plus précisément des Anishinaabe de Timiskaming First Nation.

La consultation constante de différentes personnes au sein du conseil de bande ou du bureau des ressources humaines tout au long de la recherche fut essentielle dans la mise

en place de ce type d'approche collaborative basée au niveau de la communauté, que ce soit à travers les rencontres pré-terrain avec des personnes clés au conseil de bande ou au bureau des ressources humaines ou la collaboration avec le Youth Council tout au long de la conduite des entrevues. Il était important pour nous de consulter la communauté avant même de choisir un sujet de recherche précis, car il était essentiel que le sujet de recherche réponde aux besoins et aux intérêts de la communauté de Timiskaming First Nation et qu'elle ne lui porte en aucun cas préjudice (Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador 2014, 19). Les leaders du Youth Council ont participé activement dans la recherche et la sélection de participants pertinents pour nos entrevues. Pour les entrevues, nous nous sommes donc rendus à l'établissement où se réunissent les membres du Youth Council, sur invitation de la chef, afin de passer quelques jours avec eux et ainsi pouvoir mener les entrevues, mais aussi afin de pouvoir avoir des discussions plus informelles et pour observer le travail des employés qui s'occupent des différents services offerts aux jeunes de la communauté. Par le bouche-à-oreille ou tout simplement par les contacts établis sur place, nous avons pu avoir six jeunes qui se sont proposés pour les entrevues. Nous avons donc passé deux journées complètes en février 2022 au Youth Center de la communauté afin de procéder aux entrevues. Dans les deux cas, nous nous rendions sur place avec une seule entrevue de planifiée et de nouveaux participants s'ajoutaient en cours de journée. Par exemple, la personne qui participait à notre première entrevue lançait par elle-même une invitation à certains de ses amis afin qu'ils viennent eux aussi participer. Puisque ces entretiens se sont déroulés pendant la pandémie, une grande attention a été portée au respect des règles sanitaires, notamment au niveau de la distanciation physique et du port du masque lors de notre présence au Youth Center. Une seule de nos entrevues

ne s'est pas déroulée au Youth Center, alors que nous avons rencontré un participant à notre bureau dans le département des ressources humaines de la communauté lorsque nous y étions employés. Nous avons également comme objectif de faire une courte ethnographie, notamment en faisant de l'observation participante, lors, par exemple, d'une rencontre du Youth Council, mais cela fut impossible en raison de la pandémie et la contrainte de temps qu'elle a engendrée. Cette observation participante nous aurait permis de voir directement comment fonctionne un tel conseil formé de jeunes Autochtones impliqués politiquement au sein de leur communauté.

Aussi, nous ne voulons pas que la recherche soit bénéfique qu'au chercheur et nous souhaitons pouvoir redonner à la communauté qui nous a accordé de son temps et qui, à travers sa participation, a rendu cette recherche possible (Gentelet 2009, 143). Nous allons donc, lorsque la situation le permettra, élaborer certains projets afin de permettre au chercheur de redonner à la communauté et de maximiser l'impact du travail de recherche. Cela passera peut-être par la mise en place de groupes de discussion entre aînés et adolescents et/ou jeunes adultes afin de créer un espace de partage entre ces deux groupes qui correspondrait bien aux objectifs de revitalisation de la culture de la communauté. Cet aspect sera développé en collaboration avec le Youth Council, les membres du conseil de bande et bien évidemment, du chef. Enfin, étant donné le fait que la communauté de Timiskaming First Nation soit majoritairement anglophone, il y a bien évidemment l'enjeu de la langue avec laquelle nous devons composer. Nous nous étions entendus avec la communauté que le mémoire allait être rédigé en français afin de s'assurer de sa qualité et qu'une présentation des résultats en anglais allait être offerte pour tous membres de la communauté désirant y assister

Partie 3 : Analyse

Dans cette section, nous débuterons par une courte présentation de la communauté de Timiskaming First Nation et de son histoire et nous ferons ensuite un portrait de chacun des jeunes qui ont participé aux entrevues. Nous pourrons ensuite présenter nos résultats qui seront divisés en quatre sections : conception de la politique en générale, participation formelle, engagement communautaire et réseaux sociaux et la participation aux activités culturelles. Nous terminerons en présentant les principales conclusions que l'on peut tirer de ces résultats.

3.1 Présentation de la communauté de Timiskaming First Nation

Avant de passer aux résultats, il est important de présenter brièvement l'historique de la communauté de Timiskaming First Nation, ainsi qu'un portrait global de sa situation géographique et démographique. Nous débuterons en abordant les premiers contacts des Anishinaabe de Timiskaming avec les Européens, la création de la réserve ainsi que les différents événements qui ont contribué à sa diminution géographique. Ensuite, nous ferons une brève présentation actuelle de la situation démographique et sociale de la communauté. Il est important de mentionner qu'étant donné la rareté de la documentation et des recherches qui ont été menées au sein de la région, nous nous baserons sur une variété de sources à la fois scientifiques et non scientifiques afin de présenter notre historique de la communauté. En effet, la majorité des documents faisant état de l'histoire de la colonisation de l'Abitibi-Témiscamingue et que l'on peut retrouver à la Bibliothèque et Archives

nationales du Québec sont en fait les rapports des missionnaires qui ont été envoyés sur le territoire. Aussi, nous avons peu de sources issues de la communauté, étant donné la transmission orale de l'information qui était caractéristique des communautés autochtones avant leur colonisation. Nous utiliserons aussi des sources plus informelles comme les documentaires et articles de journaux, de même que les informations recueillies sur le terrain par nos échanges avec différents membres de Timiskaming First Nation.

Si nous avons peu d'informations écrites sur l'histoire des communautés de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, on sait que le contact avec les Européens remonte au XVI^e siècle (Bousquet 2016, 63). Les Anishinaabe qui résidaient de part et d'autre du lac Témiscamingue se nommaient alors les Timiskamings, *Timiskaming* signifiant « lac profond » (Bousquet 2016, 63). À cette époque, ces derniers participaient activement à la traite des fourrures avec la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui passait alors par le Fort Témiscamingue qui fut opérationnel jusqu'en 1901 (Bousquet 2016, 63). C'est au cours des années 1840 que les différents colons et bûcherons qui commençaient à s'installer sur le territoire ont réclamé différentes parties du territoire des Timiskamings afin d'utiliser les différentes ressources s'y trouvant (Bousquet 2016, 86). Au même moment, plusieurs missionnaires Oblats venus de Marseille se rendent dans la région, transportés par la Compagnie de la Baie d'Hudson, afin d'aller évangéliser et soumettre les Autochtones (Bousquet 2016, 63 ; Desjardins et Monderie 2007). En raison de cette pression des colons et de la volonté des missionnaires de convertir les Timiskamings à la religion catholique, le gouvernement fédéral décida en 1849 de créer la première réserve de la région, « la Réserve des Sauvages », qui fut officialisée par une loi en 1851 et par un arrêt en 1853 (Bousquet 2016, 63). Lors des différents pourparlers qui se sont déroulés dans le cadre de

l'établissement de la réserve, les Timiskamings réclamaient environ 100 000 acres de terre, soit toute la rive Est du Lac Témiscamingue (Boileau 2001, 14). Finalement, on leur donna plutôt la tête du lac, d'où l'utilisation du terme *Saugeeng* pour désigner la réserve, ce qui représentait alors seulement le tiers de ce qui avait été réclamé (Bousquet 2016, 63). La mission de la Tête-du-Lac débuta ses activités auprès des Autochtones en 1871 et elle ouvrit en 1876 sa première école, qui avait pour objectif d'assimiler les Timiskamings (Bousquet 2012, 198). On note tout de même que la partie qu'on leur avait attribuée s'étalait sur environ 38 400 acres (Bousquet 2016, 86). Toutefois, le curé Louis-Zéphyrin Moreau, qui menait les différentes missions sur le territoire, désirait obtenir des terres sur les flancs du lac et il fit pression sur le gouvernement afin de les acquérir (Boileau 2001, 14 ; Desjardins et Monderie 2007). Environ quarante cessions de territoires, qui sont encore contestées aujourd'hui par la communauté, furent faites, en raison notamment des pressions du curé, mais aussi de celles des compagnies forestières, et contribuèrent à faire grandement rétrécir le territoire des Timiskamings et à convaincre plusieurs Autochtones d'intégrer les villages en développement (Bousquet 2012, 198 ; Bousquet 2016, 86). En effet, la dernière de ces cessions qui s'effectua le 24 juin 1939 lors de « l'Affaire Nédelec », fût menée par un vote louche qui fût conduit à la suite d'offrandes d'argent par les autorités aux Autochtones et de fêtes et beuveries qu'on leur avait organisées (Boileau 2001, 14). Le gouvernement versa donc 30 000\$ au Receveur général du Canada qui plaça cet argent « en crédit pour la communauté », en échange de la moitié du territoire qui leur restait (Boileau 2001, 14 ; Radio-Canada 2016). Aujourd'hui, la réserve n'occupe plus que 22 km carrés, soit du village de Notre-Dame-du-Nord, aux limites de la frontière ontarienne.

Selon un recensement mené par Statistiques Canada en 2016, la réserve de Timiskaming First Nation serait le domicile d'environ 525 personnes autochtones (Statistiques Canada 2016). Toutefois, entre 2016 et 2022, ce nombre serait monté à 648 (Services aux Autochtones Canada 2022). Selon ces mêmes données de 2022, on remarque que la grande majorité des membres de la communauté demeurent hors réserve alors que l'on compte environ 1871 membres qui résident à l'extérieur de la communauté (Services aux Autochtones Canada 2022). Nous utiliserons quand même le recensement de 2016, car il nous offre une plus grande variété de données nous aidant à brosser un portrait plus complet des membres vivant sur la réserve. Comme beaucoup de communautés autochtones, on note un âge moyen assez jeune au sein de la communauté, soit environ 33 ans (Statistiques Canada 2016). La réserve est composée à très forte majorité d'Algonquins, mais on note également cinquante résidants cris (Statistiques Canada 2016). Enfin, une des caractéristiques notoires de la communauté est son caractère anglophone. En 2016, on notait qu'aucun des répondants lors du recensement n'affirmait parler le français comme première langue, alors qu'on note que 265 d'entre eux étaient uniquement anglophones et 255 étaient bilingues (Statistiques Canada 2016). Lorsqu'on regarde la langue maternelle des individus, on remarque que 465 des habitants de TFN affirmaient avoir l'anglais comme langue maternelle (Statistiques Canada 2016). Par notre connaissance de la région, nous savons aussi que plusieurs membres de la communauté se déplacent régulièrement en Ontario pour se trouver du travail ou pour aller étudier. Lorsqu'on regarde la connaissance des individus de leur langue traditionnelle, on note que c'est seulement 60 répondants qui ont affirmé avoir une connaissance d'une langue autochtone (Statistiques Canada 2016). Cela nous renvoie donc à ce que Randy Polson,

membre de la communauté de Timiskaming First Nation, mentionnait dans le documentaire *Le peuple invisible*. En effet, ce dernier affirmait qu'avec la mise en réserve et la colonisation, la communauté avait perdu ses terres, son langage et ses histoires transmises oralement (Desjardins et Monderie 2007). Nous remarquerons que plusieurs jeunes interviewés ont une grande sensibilité envers la revitalisation de leur culture traditionnelle.

3.2 Présentation des participants

Nous présenterons ici chacun des participants qui ont été interviewés dans le cadre de ce projet de recherche. Nous discuterons du contexte dans lequel a été menée chaque entrevue et des principales caractéristiques et occupations chez ces jeunes âgés de 17 à 30 ans. Nous présenterons les participants de manière chronologique, soit selon le moment où l'entrevue fût menée. Nous utilisons les noms des participants lorsque ceux-ci ont accepté d'être identifiés. Une seule personne a souhaité rester anonyme.

Laurent Cardinal

La première entrevue a été conduite avec Laurent Cardinal, âgé de 19 ans, dans les bureaux de l'Algonquin Nation Human Resources and Sustainable Development (ANHRSD) sur la réserve de TFN en février 2022. C'est d'ailleurs la seule entrevue qui s'est déroulée en février, alors que toutes les autres ont plutôt eu lieu en mars dans le cadre de deux journées passées au Youth Center de Timiskaming First Nation. Laurent était inscrit au Collège Dawson, mais avec la pandémie et la mise en place des cours en ligne, il a décidé de prendre une année sabbatique afin de laisser les choses revenir à la normale

avant de poursuivre ses études supérieures. Il garde l'objectif de poursuivre son parcours académique jusqu'au niveau universitaire, mais il ne veut pas trop s'avancer en raison de l'incertitude causée par la pandémie. Il a la particularité d'avoir connu à la fois la vie en milieu urbain, car il a habité à Montréal lorsqu'il était âgé de huit jusqu'à treize ans et il réside présentement en milieu rural, à l'extérieur, mais à proximité de la réserve de TFN. L'une de ses principales occupations présentement est d'être un membre du Youth Council de Timiskaming First Nation à titre de vice-chef. Ses principaux objectifs avec le Youth Council, que nous approfondirons plus tard, sont la revitalisation de la culture anishinaabe chez les plus jeunes ainsi que la prise de position de la part de ces jeunes face aux enjeux de santé mentale qui peuvent les affecter. Il désire utiliser le Youth Council comme une plateforme pour ces derniers afin de leur donner une voix et de les impliquer dans les activités et le développement de la communauté. Enfin, Laurent se passionne pour les différentes théories philosophiques et politiques et il consacre une bonne partie de son temps libre à la lecture de différents ouvrages. Il a d'ailleurs cité les noms de Karl Marx, Angela Davis, Noah Chomsky et Thomas King comme étant des auteurs qu'il avait récemment lus et qu'il avait particulièrement appréciés.

Victoria Chevrier

Nous avons mené une deuxième entrevue avec Victoria Chevrier, 24 ans, lors d'une journée passée au Youth Center de la communauté de Timiskaming First Nation. Elle a pu trouver un moment dans son horaire très chargé afin de venir discuter avec nous des sujets au cœur de notre projet. Elle occupe présentement un poste à temps plein comme éducatrice à la garderie de la réserve de la communauté où elle a toujours habité. De plus, elle est

fortement impliquée au sein de plusieurs comités chargés d'organiser des activités pour les jeunes de la communauté telles que le carnaval d'hiver qui a eu sa première édition cette année. En plus de tout cela, elle occupe le poste de chef du Youth Council. Tout comme Laurent, elle a mentionné que les enjeux de revitalisation culturelle et de santé mentale chez les jeunes étaient deux de ses principales missions avec le Youth Council. Elle veut aider ces jeunes qui ont parfois l'impression d'être seuls au monde avec leurs problèmes en leur donnant une voix et une opportunité à travers différentes activités culturelles, de s'exprimer et de peut-être même y trouver une passion. Elle aimerait d'ailleurs que les jeunes s'impliquent un peu plus lors de ces activités pour leur propre bénéfice et pour celui de la communauté. Enfin, il est important de mentionner que Victoria nous a largement aidés afin de trouver et contacter les participants pour les entrevues suivantes et nous lui en sommes infiniment reconnaissants.

Jersey Chaput (accompagnée de Samantha Pritchard)

Notre troisième entrevue diffère quelque peu des autres, car nous nous étions donnés comme objectif de discuter avec des jeunes âgés de 18 à 35 ans. Toutefois, lors d'une journée passée au Youth Center, nous avons rencontré Jersey Chaput, une jeune femme de 17 ans qui a bien voulu discuter avec nous de son intérêt et de sa perception de la politique. Étant donné son implication dans sa communauté, nous considérons qu'il était pertinent d'entendre ce qu'elle avait à nous dire et d'observer ses intentions en termes de participation électorale. Jersey, tout comme la grande majorité des jeunes de Timiskaming First Nation, va à l'école secondaire anglophone en Ontario, dans la ville de New Liskeard se situant à une trentaine de kilomètres de la réserve. Elle fait présentement un stage au

Youth Center afin de voir si elle aimerait travailler avec les jeunes plus tard et afin d'avoir une meilleure idée où elle se dirigera au niveau collégial. Lors de cette entrevue, elle était d'ailleurs accompagnée de sa superviseure Samantha Pritchard qui est également superviseure du Youth Center dans son ensemble. Samantha est une allochtone qui a vécu presque toute sa vie sur la réserve afin de travailler avec les jeunes de la communauté. Samantha a donc pu rebondir sur les réponses données par Jersey et parler de sa vision de la situation de la communauté vis-à-vis différents enjeux abordés lors de l'entrevue. Pour en revenir à Jersey, elle poursuivra ses études au niveau collégial en septembre alors qu'elle se dirige vers le programme de travail social. Ce qui nous a particulièrement marqués lors de cette entrevue, c'est que malgré son jeune âge, Jersey semblait très impliquée dans sa communauté. Tout d'abord, par son stage mené directement au Youth Center, par son emploi à titre de superviseure du camp de jour l'été, par son implication bénévole au camp de vacances de TFN à Bullrock, lors de la course de cinq kilomètres pour les survivants des pensionnats, son implication sportive au sein de l'équipe de baseball de la communauté et sa participation aux activités culturelles comme la fabrication de robes, les Pow Wow, le perlage, la chasse, etc. Elle a également montré un intérêt marqué pour ce qui se passe dans les autres communautés, particulièrement celles ayant un manque d'accès à l'électricité et à l'eau potable. Enfin, elle nous a mentionné qu'en tant que future travailleuse sociale, elle aimerait voir la communauté de Timiskaming se doter de ses propres services sociaux, comme c'est notamment le cas au sein de la communauté de Winneway se situant aussi sur le territoire du Témiscamingue.

Trinity King

Par la suite, nous avons rencontré Trinity King âgée de 19 ans et travaillant à temps plein au Youth Center. Elle s'occupe d'organiser les différentes activités du centre et c'est d'ailleurs elle qui a mis sur pied le Youth Council. Elle s'est basée sur une tentative précédente qui n'avait malheureusement pas fait long feu. Cependant, cette fois-ci, grâce à l'implication marquée de plusieurs jeunes, dont Victoria et Laurent, le conseil semble repartir sur de bonnes bases. Trinity a d'ailleurs choisi de travailler au Youth Center, car il était important pour elle de travailler près des jeunes qui représentent l'avenir de la communauté. Elle veut voir les jeunes de la communauté être solidaires les uns envers les autres plutôt que de s'isoler chacun dans son coin. Elle juge d'ailleurs, par son expérience lorsqu'elle était elle-même enfant, que le Youth Center représente un endroit propice au développement des jeunes de TFN. Elle considère que malgré les efforts qui sont faits, il devrait y avoir plus de rassemblements communautaires, spécialement avec les jeunes et les aînés puisque d'une part, ces jeunes bénéficieraient des enseignements et de la culture que peuvent partager avec eux les plus âgés et d'autre part, ces derniers ne seront pas là éternellement et il est essentiel que leurs savoirs soient transmis pour qu'ils ne se perdent pas. Elle mentionne plus particulièrement l'importance de mettre en place des cours ou des ateliers, afin que certains de ces aînés puissent enseigner la langue anishinaabe à la plus jeune génération, puisque celle-ci est en train de disparaître de la communauté. Elle réside actuellement sur la réserve où elle est également née, mais pendant son enfance, elle a déménagé plusieurs fois dans différentes villes ontariennes comme New Liskeard et North Bay.

Savannah Renaud

Notre cinquième entrevue fût avec Savannah Renaud, 19 ans et originaire d'une autre communauté autochtone du Témiscamingue, soit celle de Long Point First Nation ou plus communément appelée Winneway. Savannah a été un véritable livre ouvert lors de cette entrevue, discutant des évènements traumatisants qu'elle a vécus lorsqu'elle était enfant et qui l'ont poussé à s'enfuir de sa communauté d'origine, des problèmes de consommation qui ont été engendrés par les séquelles post-traumatiques causées par ces évènements et de son cheminement personnel qui l'a amené à être la jeune femme qu'elle est actuellement. Elle termine actuellement ses études secondaires qu'elle avait abandonnées plusieurs fois lors de cette période trouble de sa vie tout en travaillant à temps plein au Youth Center, effectuant la désinfection de tout l'établissement avant l'arrivée des jeunes étudiants d'âge primaire qui utilisent le service de garde après l'école. Une fois qu'elle aura obtenu son diplôme secondaire, elle désire déménager de façon permanente à Ottawa afin d'étudier au Collège Algonquin pour devenir autrice. Elle désire, à travers ses livres, partager ses expériences passées afin d'aider les jeunes Autochtones qui vivent possiblement des difficultés semblables et qui ont l'impression d'être seuls. Au cours de l'entrevue, Savannah nous a mentionné que, malgré le fait qu'elle habitait sur la réserve de Timiskaming First Nation depuis plusieurs années, elle ne se sentait pas tout à fait acceptée par tous les membres de la communauté, ce qui l'avait poussé à se concentrer plutôt sur son propre bien-être, ce qui l'avait éloigné quelque peu des différentes activités communautaires. Nous reviendrons sur ce point plus loin dans notre partie empirique.

Participant.e. anonyme

Notre dernière entrevue a été menée avec un répondant (la forme masculine n'est utilisée que pour alléger le texte) qui a préféré que l'on ne dévoile pas son nom lors de la présentation des résultats. Cette personne nous a toutefois permis de parler un peu de son profil afin d'approfondir un peu nos réflexions. Premièrement, elle n'a pas toujours vécu sur la réserve, car elle a déménagé en milieu urbain dans le cadre de ses études. Cette personne nous a aussi mentionné que plus tard, elle allait sûrement déménager ailleurs au Canada, probablement dans un autre centre urbain plus éloigné du Québec et de l'Ontario. Ce participant est également un travailleur à temps plein et il fait partie de quelques comités au sein de la communauté comme celui de la fierté LGBTQIA+. L'une de ses principales missions est d'ailleurs d'enrailer la discrimination au sein de la communauté envers les personnes LGBTQIA+. Aussi, ce répondant a travaillé pendant quelques années au conseil de bande ce qui lui a permis de développer un regard critique envers ses activités en se basant sur ses expériences personnelles alors qu'il y siégeait. Cette expérience lui a aussi montré les difficultés qu'ont les communautés autochtones anglophones au Québec lorsqu'elles doivent négocier avec le gouvernement provincial. Il existe véritablement une barrière linguistique qui rendait, selon son expérience, chaque discussion très compliquée entre les deux entités. Cette barrière de langue se manifeste également sur le marché de l'emploi alors que plusieurs Autochtones préfèrent aller travailler en Ontario puisqu'on leur refuse souvent des emplois au Québec en raison de leur faible maîtrise du français. Enfin, le participant nous a aussi parlé du racisme qu'il vivait par moment en nous donnant l'exemple de quelques commerçants qui le suivent lorsqu'il pénètre dans un magasin afin de s'assurer qu'il ne commette aucun vol.

3.3 Résultats

Dans cette partie, nous présentons notre analyse des entrevues menées avec nos six participants. Notre objectif, à titre de rappel, est de mieux comprendre comment ces jeunes perçoivent la politique et les différentes formes d'engagement politique. Nous débutons en nous intéressant tout d'abord à la perception des jeunes interviewés de la politique de manière générale, pour constater qu'ils ont une vision plutôt floue et/ou négative de ce qu'est la politique. Ensuite, nous aborderons leur participation formelle et nous observerons que malgré un taux de participation assez élevé chez ces derniers, on sent qu'il n'y a pas un grand intérêt pour la politique formelle en général et qu'on peut remarquer une tendance à se sentir aliénés et cyniques par rapport aux institutions. Ensuite, nous discuterons de leur propension à l'engagement communautaire et de leur utilisation des réseaux sociaux sur le plan de la socialisation politique et de la prise ou du partage d'informations politiques. Enfin, nous montrerons qu'il y a un désir chez plusieurs de ces jeunes de participer aux différentes formes d'activités culturelles et qu'ils ont une grande sensibilité pour les enjeux de revitalisation des langues traditionnelles.

3.3.1 La perception des jeunes de Timiskaming First Nation de la politique : une conception ambiguë et cynique

Avant de nous intéresser à la participation politique de nos répondants, il est important de s'attarder à leur perception de la politique au sens large du terme. Nous pouvons affirmer que la majorité de ces jeunes n'avait pas une définition très claire de ce qu'était la politique. Pour un premier groupe, le mot « politique » renvoyait surtout aux dirigeants ou à ceux qui détiennent le pouvoir au sein des différents niveaux. Par exemple,

pour Trinity King, bien qu'elle soit consciente qu'il existe plusieurs niveaux de politique, elle a mentionné qu'elle pensait surtout à la dimension internationale lorsqu'elle entendait ce mot. Qu'elle pensait notamment aux personnes « importantes » comme les présidents des différents pays. Elle a toutefois précisé qu'il y avait bien de la politique au niveau de la communauté, en mentionnant le conseil de bande et le chef. Pour Victoria Chevrier, ce sont sensiblement les mêmes propos qui sont ressortis, mais elle a quant à elle discuté principalement de la politique au sein de la communauté : « Quand j'entends ce mot, je pense aux personnes importantes comme le chef et son conseil. Je pense surtout à la structure de pouvoir » (traduction libre). C'est Laurent Cardinal qui a offert la réponse la plus détaillée en nous mentionnant le côté administratif de la politique, mais aussi la complexité propre à chaque niveau de politique :

En général, pour moi, c'est (la politique) l'administration du système légal. Ça dépend aussi du niveau auquel on s'intéresse. Par exemple, au niveau de la communauté, je penserais plus au chef et au conseil, mais si on regarde au niveau fédéral, il faut prendre en considération les différents intérêts corporatifs des différents partis qui viennent complexifier le tout. Plus on monte de niveau, plus la structure de pouvoir est grosse (traduction libre).

L'autre groupe de répondants avait plutôt une perception négative lorsqu'ils entendaient le mot « politique ». En effet, plusieurs d'entre eux avaient de la difficulté à définir ce mot, se contentant, par exemple dans le cas de Jersey Chaput, de répondre que c'était « ridicule ». Elle a abordé le convoi des camionneurs en critiquant le fait qu'on laissait le droit à ces derniers de protester alors que les autorités procédaient très souvent à des arrestations dans le cas de protestations autochtones et que pour elle : « Toute cette m**** avec Justin Trudeau était ridicule » (traduction libre). On voyait qu'elle se sentait désabusée par, notamment, la politique fédérale et qu'elle était donc très cynique. Pour notre participant.e. anonyme, le mot « politique » était fortement associé au gouvernement

libéral qu'il associait lui-même à un sentiment de manque de confiance envers les différents paliers de gouvernements, que ce soit au niveau fédéral ou même municipal et qu'il avait surtout une perception négative de la politique. Iel a aussi précisé qu'il doutait des intentions du gouvernement lorsqu'il affirmait vouloir aider les communautés autochtones. Enfin, Savannah Renaud est celle qui nous a le plus explicitement fait part de son désintérêt face à la politique :

Ça ne veut rien dire pour moi. Je me priorise avant tout et surtout avant ce que le gouvernement a à m'offrir. Il n'a rien à offrir aux communautés autochtones et en tant qu'Autochtone, je me fais discriminer sans arrêt. Il y a simplement quelque chose à propos de la politique qui me frustre. En fait, je m'en fous. Ça ne m'a jamais intéressé et ça ne m'intéressera jamais (traduction libre).

Comme pour Jersey Chaput, elle montrait clairement des signes de cynisme, dont nous discuterons plus en profondeur un peu plus loin, envers l'État et ses intentions. En bref, pour nos répondants, la politique semble être un concept plutôt flou renvoyant principalement aux structures de pouvoir et envers lequel on sent un fort cynisme. Aucun de ces jeunes ne nous a parlé de l'engagement communautaire, des formes d'actions directes ou de la revitalisation culturelle lors de leur définition de mot « politique ».

3.3.2 La participation politique formelle des jeunes Autochtones et la relation avec l'État canadien : des phénomènes complexes

Dans la partie théorique, les différents auteurs nous ont montré que nous devrions observer chez les jeunes Autochtones, en raison de nombreux facteurs socioéconomiques, mais plus particulièrement en raison de l'histoire coloniale, une faible participation politique formelle. On parle ici de la participation électorale et de l'implication au sein

d'un parti et dans le cas des personnes autochtones, l'engagement dans la politique des conseils de bande. Lors des entrevues, nous avons demandé à nos participants s'ils avaient d'une part déjà voté aux différentes élections, que ce soit au niveau fédéral, provincial ou municipal. Si on considère que cinq de nos participants étaient en âge de voter, étant donné que Jersey Chaput avait 17 ans lors de l'entrevue, on note que trois d'entre eux nous ont affirmé voter régulièrement alors que les deux autres n'avaient jamais voté. Cependant, il est important de mentionner que l'une des participantes n'ayant jamais voté, Trinity, n'avait pas été en mesure de le faire, car en raison de ses nombreux déménagements, son coupon de participation ne lui avait pas été acheminé à la bonne adresse à plusieurs reprises. Cela fait écho à ce que nous avons vu lors de notre partie théorique, soit que le facteur du déménagement fréquent chez les Autochtones représentait un élément à ne pas négliger dans la non-participation de plusieurs d'entre eux (Silver et al. 2006, 109 ; Kostelka et Scott 2016, 29). Surtout, elle nous a mentionné avoir l'intention de participer aux futures élections et comme les catégories de Mahéo et al. l'ont montré, il peut y avoir des non-engagés temporaires et on peut considérer que Trinity en fait partie (Mahéo et al. 2012). En ce qui concerne Jersey Chaput, elle nous a affirmé avoir l'intention de voter aux différentes élections dès qu'elle en aurait l'âge. Notre seule participante n'ayant jamais participé et n'ayant aucunement l'intention de le faire dans le futur, Savannah Renaud, s'explique en affirmant : « Personnellement, avec ce que j'ai vécu, ma priorité est de m'occuper de moi-même. Je reste loin de tout ce qui est politique, car je sais que cela ne ferait qu'ajouter du drame dans ma vie » (traduction libre). Il est aussi important de préciser qu'elle s'informe également très peu et qu'elle possède, admet-elle, un niveau de connaissances politiques très faibles. Par exemple, elle n'était plus certaine de qui était

présentement l'actuel premier ministre du Canada. On peut la considérer comme étant une non-engagée permanente appartenant à la catégorie des « démunis », car elle possède un faible niveau de connaissances politiques en raison de son flagrant manque d'intérêt, mais aussi par sa perception que l'engagement, par le vote et l'implication auprès d'un parti ou au conseil de bande, serait inutile et qu'il serait impossible de faire changer les choses de cette manière (Mahéo et al. 2012, 412). On note donc chez elle une forte présence de cynisme et d'aliénation.

Cela nous amène donc à discuter de l'intérêt pour la politique en générale chez les autres répondants qui participent aux élections ou, dans le cas de Jersey Chaput, qui ont l'intention d'y participer. Il est très intéressant ici de noter que malgré le fait qu'ils votent de manière constante, seulement un participant nous a mentionné être très intéressé par la politique. En effet, Laurent Cardinal est le seul participant nous ayant mentionné être « très intéressé » et attentif aux différents enjeux politiques, au point de lire plusieurs théoriciens sur différents sujets politiques, comme mentionné plus tôt. Pour les autres, mis à part Savannah qui n'est vraiment pas intéressée, ils affirmaient tous avoir un intérêt soit faible ou minimum envers la politique dans son ensemble. Évidemment, certains sujets les intéressent plus que d'autres, mais ils ne sont pas à la recherche active d'informations. Trinity King nous a dit la chose suivante qui résume bien la position de plusieurs de nos participants : « Parfois, je vais entendre un truc à la télévision et je vais y prêter attention, mais d'autres fois, on dirait que ça ne m'affecte pas vraiment » (traduction libre). Jersey Chaput, quant à elle, affirmait qu'elle portait attention seulement aux enjeux touchant les communautés autochtones et que pour le reste, elle allait écouter ceux qui en parlent autour d'elle, mais qu'elle ne se sentait pas vraiment investie. Pour la chef du Youth Council,

Victoria Chevrier, la politique l'intéresse principalement au niveau de la communauté étant donné sa position au sein de celle-ci. Le faible niveau d'intérêt peut donc aussi affecter le niveau de connaissances politiques des participants comme nous avons préalablement vu avec Savannah Renaud. Il en va de même pour Victoria qui nous mentionnait qu'elle sentait qu'elle ne détenait pas les connaissances politiques nécessaires pour juger de plusieurs enjeux, tels que la représentation autochtone ou les différents enjeux de gouvernance fédérale et donc, qu'elle ne se sentait pas apte à s'impliquer au sein d'un parti dans le futur. Malgré cet intérêt peu élevé et la conscience d'un manque de connaissances envers le processus électoral et le fonctionnement des institutions, tous les jeunes que nous avons interviewés ont mentionné qu'il était toutefois très important pour les communautés autochtones de voter. Par exemple, Laurent Cardinal nous a mentionné la chose suivante :

D'une certaine façon, les élections dictent comment les Autochtones seront perçus et traités au sein des institutions. Alors il faut se tenir au courant de comment les institutions et lois nous perçoivent, mais aussi il faut savoir quelle est l'opinion des personnes dirigeantes et ce qu'elles pensent de nous (traduction libre).

Notre participant anonyme a abondé dans le même sens en affirmant :

Il faut être attentifs aux différentes lois passées par le gouvernement fédéral et provincial, car même si c'est parfois de manière indirecte, celles-ci peuvent nous affecter et il est important que la communauté se tienne au courant de ce qui se passe, car que nous le voulions ou non, nous faisons partie du Canada (traduction libre).

On peut remarquer ici qu'il y a une similitude avec les résultats obtenus par Alfred, Pitawanakwat et Price lors de leur étude de 2007 (Alfred et al. 2007). En effet, plusieurs jeunes Autochtones mentionnent qu'il y a un manque de connaissances au niveau du processus politique et des institutions, mais qu'il est très important pour les communautés de participer aux différentes élections, puisqu'il s'agissait du principal outil pour faire

valoir leur opinion et choisir des députés qui pourraient ultimement contribuer à l'amélioration de leurs conditions (Alfred et al. 2007). Cela confirme que malgré un intérêt plutôt faible et, comme nous le verrons plus loin, un cynisme marqué envers les institutions, ceux-ci ne rejettent en aucun cas l'importance de voter ou d'être impliqués. Plusieurs nous ont aussi confirmé qu'ils seraient beaucoup plus intéressés par la politique fédérale et provinciale s'il y avait une plus grande représentation des communautés autochtones. Par exemple, Savannah Renaud qui était notre participante ayant démontré le moins d'intérêt pour la politique mentionnait : « Si ça vient d'une personne autochtone, je vais écouter et être intéressée. Les autres politiciens, j'ai l'impression que quand il parle, ils ne sont pas tout à fait sincères » (traduction libre). Notre participant.e. anonyme a renchéri en affirmant :

Je pense que je serais plus intéressé s'il y avait plus d'Inuits ou de personnes issues des Premières Nations qui se présenteraient comme candidats. Je me souviens qu'il y avait une candidate au Nunavut qui avait mon âge et ça l'avait vraiment piqué ma curiosité. J'étais vraiment excité de suivre son parcours et de voir une personne autochtone se présenter au gouvernement (traduction libre).

Laurent Cardinal, lui, est d'accord qu'une plus grande représentation autochtone contribuerait à accroître son intérêt, mais il ajoute : « C'est sûr que oui, mais je crois que c'est surtout s'il y avait une plus grande présence de philosophies et modes de vie autochtones en politique qui ferait en sorte que je serais beaucoup plus impliqué et intéressé » (traduction libre). Cela reflète donc ce que Dabin, Daoust et Papillon ont fait ressortir lorsqu'ils ont discuté de l'impact de la représentation autochtone sur leur intérêt et donc, par le fait même, sur leur participation (Dabin, Daoust et Papillon 2019). Lorsque nous les avons questionnés sur un intérêt potentiel à s'impliquer au sein d'un parti politique, aucun de nos participants n'a répondu avoir envisagé un tel plan. Il y a Laurent

Cardinal qui nous a mentionné avoir potentiellement envie de s'impliquer au sein d'un groupe politique, mais il parlait ici plutôt d'un groupe activiste ou militant qui viserait à faire avancer les enjeux qui touchent les Premières Nations au Canada. Il est aussi important de noter qu'aucun de nos participants ne connaissait une personne s'étant déjà impliquée au niveau d'un parti au niveau provincial ou fédéral.

Plus haut, nous avons aussi observé que le manque de connaissances et d'intérêt politiques représentait un facteur important du cynisme envers les institutions et la politique en général chez les jeunes Canadiens (Manoliu et Sullivan 2016, 13). Plusieurs de nos répondants ont semblé très cyniques envers les institutions, les politiciens et les élections. Par exemple, Savannah Renaud a exprimé ce cynisme en mentionnant :

Oui, c'est important de participer (à la politique fédérale et provinciale), mais en même temps, nous n'avons pas vraiment notre mot à dire. Je crois sincèrement que le gouvernement fait un peu ce qu'il veut et que ce sont tous (les députés et représentants) en quelque sorte des marionnettes (traduction libre).

Notre participant.e. anonyme, a aussi montré un certain cynisme, en évoquant les doutes que les personnes autochtones pouvaient avoir envers les promesses faites par le gouvernement :

En travaillant au conseil de bande et avec les municipalités, j'ai remarqué qu'il était très difficile de faire confiance aux gens en général et c'est encore plus vrai lorsqu'il s'agit des employés du gouvernement. Alors quand on voit le gouvernement et ses représentants dire qu'ils vont travailler sur les enjeux qui affectent nos communautés on peut se demander si c'est vrai... (traduction libre)

Quand nous lui avons demandé ce qui pourrait faire augmenter son intérêt pour la politique, Laurent Cardinal a lui aussi exprimé un certain cynisme envers les gouvernements qui se succèdent.

J'aimerais voir des résultats concrets montrant que les politiques adoptées améliorent vraiment la vie des gens et que ce n'est pas seulement un mélange de personnel au cabinet des ministres pour après se dire « voilà, on a un nouveau gouvernement » (traduction libre).

Nous avons pu aussi remarquer ce sentiment de méfiance envers les institutions chez nos participants lorsque nous les avons questionnés sur leur position face à la réconciliation. Plusieurs jeunes ont été très critiques envers les actions posées par le gouvernement qui, pour plusieurs, brûlerait des étapes. C'est d'ailleurs ce que nous a affirmé Laurent Cardinal :

Je crois que la réconciliation est importante si on la prend dans son sens général. Cependant, de la façon dont elle est exprimée en ce moment, je n'ai pas l'impression que c'est sincère et je crois qu'on brûle des étapes. Parce que tu sais, on est encore en train de déterrer des corps d'enfants qui ont été dans les pensionnats, mais on prétend que c'est un évènement du passé et que c'est terminé. Je dirais que c'est une façon très assimilatrice de voir la réconciliation. On nous dit d'oublier tout ça et de devenir des Canadiens comme tout le monde. Il reste aussi beaucoup d'obstacles avant d'avoir toute la vérité (traduction libre).

On voit aussi qu'il critique le fait que les politiciens abordent la colonisation comme un fait passé plutôt qu'une réalité et un fait actuel. Savannah Renaud a quant à elle souligné un manque d'efforts de la part des gouvernements et elle a appelé à une prise d'action plus démonstrative d'une réelle volonté de réparer les torts : « Arrêtez de parler et agissez. Ce n'est pas difficile de nous donner de l'eau, d'admettre qu'il y a eu les pensionnats et qu'ils ont causé une multitude de traumatismes. Les communautés autochtones ont été profondément brisées par ceux-ci » (traduction libre). Trinity King était plus mitigée sur la question, affirmant qu'il était en effet important de discuter de la réconciliation, mais que selon elle, ce terme n'avait pas les mêmes implications pour quelqu'un comme elle, comparativement aux aînés qui ont été aux pensionnats et qui ont vécu la rafle des années 60. Selon elle, il faut laisser le soin à ces personnes, pour qui l'idée de se réconcilier peut

être beaucoup plus difficile à concevoir, de choisir la meilleure façon pour elles de travailler vers leur guérison.

Pour notre participant.e. anonyme, comme les auteurs de la résurgence le soutiennent, il ne peut y avoir de réconciliation tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas une restitution massive des terres ancestrales aux communautés autochtones :

La colonisation est toujours présente. Je crois juste qu'il la cache mieux aujourd'hui. Je n'ai pas l'impression que c'est (la réconciliation) une priorité pour eux. Commencez par nous redonner nos terres. Elles ont été occupées par les Premières Nations pendant des centaines d'années. Vous êtes sur notre territoire et ce n'est pas en simplement le reconnaissant que ça devient correct pour vous de le conserver. Apprenez l'histoire si vous voulez vraiment vous réconcilier. Apprenez-la pour vrai les politiciens. Ne faites pas que lire vos petits cartons rédigés par quelqu'un d'autre pour votre discours. En tout cas, la réconciliation commence clairement par la restitution de nos territoires ancestraux.

Jersey Chaput nous a aussi parlé des différents enjeux qui affligeaient certaines communautés et qui n'étaient toujours pas adressés par le gouvernement. Par exemple, les accès à l'électricité et à l'eau potable qui ne sont pas présents dans certaines réserves du Québec. Pour elle, il est difficile de concevoir une réconciliation alors que plusieurs communautés n'ont toujours pas accès à ces services essentiels. Enfin, il ne faut pas non plus oublier le racisme qui est vécu par les Autochtones et qui mine ces efforts de réconciliation. C'est d'ailleurs ce que Victoria Chevrier mentionnait en affirmant qu'il y avait un sérieux manque de connaissances au niveau des enjeux touchant les communautés autochtones chez beaucoup de Canadiens, ce qui engendrait énormément de préjugés et de racisme. Elle souligne également l'importance des écoles canadiennes, autant au niveau secondaire qu'au niveau des études supérieures, d'avoir plus de cours abordant ce type d'enjeux afin de sensibiliser les jeunes étudiants, ce qui nous renvoie très clairement à la position de Leanne Simpson présentée plus tôt (Simpson 2011, 23). Il doit donc y avoir

un effort de la part des institutions d'éducation afin d'accroître les connaissances des citoyens sur les questions autochtones, mais aussi de la part de ces citoyens eux-mêmes qui doivent développer une curiosité envers les autres afin de renverser certains de leurs préjugés.

Lorsqu'il y a présence de cynisme chez les jeunes Autochtones, il peut aussi y avoir la présence d'un faible sentiment d'appartenance envers l'État canadien (Cairns 1999, 4 ; Alfred et al. 2007, 3). En raison de notre échantillon assez faible, on ne peut pas affirmer que c'est nécessairement le cas pour les jeunes autochtones, mais plusieurs des jeunes que nous avons interviewés ont été plutôt clairs sur leur sentiment de détachement envers le concept de citoyenneté canadienne. Ce détachement peut nous renvoyer à la notion d'aliénation dont nous avons discuté préalablement. Par exemple, aux questions portant sur l'identité et le sentiment d'appartenance à la citoyenneté canadienne, Laurent Cardinal nous a répondu :

Je m'identifie comme Autochtone avant tout. Si quelqu'un me demandait d'où je viens, je préciserais de Timiskaming First Nation. Je ne me considère pas vraiment Canadien. Je suis allé à l'école en Ontario où on devait se lever pour l'hymne national et c'est quelque chose que j'ai toujours trouvé étrange parce que j'ai toujours senti que ça ne me représentait pas. Et pour approfondir sur l'idée de l'identité canadienne, quand on en parle en politique, il y a une délimitation claire entre les Canadiens et les personnes autochtones et disons que je me sens plus du côté autochtone (traduction libre).

Savannah Renaud a abondé dans le même sens : « Je dirais que je suis pleinement une Algonquine de la communauté de Winneway. Je n'ai pas vraiment le choix de me considérer comme étant Canadienne (rires), mais je n'ai pas vraiment de sentiment d'appartenance envers la citoyenneté canadienne » (traduction libre). Il en va de même pour Jersey Chaput : « Je suis une Autochtone algonquine. L'identité canadienne ne veut absolument rien dire pour moi. Je n'ai aucun sentiment d'appartenance. Je m'en fous

même » (traduction libre). Pour notre participant.e. anonyme, l'identité est quelque chose qui a clairement évolué dans le temps :

C'est très intéressant, si vous m'aviez posé cette question il y a deux ou trois ans, j'aurais probablement répondu que je me considère comme un Canadien. Aujourd'hui, je préciserais que je suis Algonquin avant tout. Qu'est-ce qui a changé ? Je pense simplement que la partie colonisée en moi est partie. Je commence à retrouver mes liens avec ma culture et mon identité. J'explore et maintenant, je m'identifie comme étant Algonquin. Je crois que j'ai grandi, que j'ai réfléchi. En évoluant au sein des institutions occidentales, ça ne m'a certainement pas aidé, car elles essaient d'effacer « l'Indien » en toi. J'ai commencé à remarquer que ces institutions ne voulaient pas se réconcilier avec nous. Je fais un effort conscient de me détacher de cette identité canadienne (traduction libre).

Pour Victoria Chevrier et Trinity King, on peut remarquer qu'elles ne sont pas aussi hostiles envers leur appartenance à la citoyenneté canadienne, mais qu'elles la voient plutôt comme une partie de leur identité qui peut coexister avec leur fierté d'être Autochtones. Trinity King affirmait : « Je suis Canadienne, mais fière d'être Anishinaabe. Je dirais que je me sens Canadienne à sept sur dix. J'ai un sentiment d'appartenance envers le reste du Canada » (traduction libre). Aussi, Victoria, chef du Youth Council, affirmait sensiblement la même chose. Elle reconnaît qu'il y a beaucoup de jugement de la part des autres Canadiens envers les Autochtones, mais malgré tout, elle se sent comme une personne algonquine qui est aussi une Canadienne à part entière. Elle mentionne accorder un peu d'importance à cette identité canadienne.

Nous observons qu'il y a un intérêt assez faible de la part de nos participants envers la politique canadienne et on pourrait même affirmer qu'ils sont méfiants et cyniques envers les institutions et qu'ils se sentent assez aliénés par le processus politique, mais qu'en est-il de la politique et des élections du conseil de bande ? Il semble y avoir un intérêt beaucoup plus marqué pour cet aspect de la politique dite formelle chez nos répondants.

On remarque que même chez ceux qui nous ont mentionné ne pas suivre les élections fédérales ou provinciales, il y avait soit un intérêt assez fort lors de la période d'élections du conseil de bande ou du moins, une certaine curiosité à suivre ce qui se passe en ce qui concerne la politique de la communauté. En effet, nos six participants ont affirmé suivre activement les élections du conseil de bande. Voici les principales raisons qui ont été données afin d'expliquer cet intérêt :

Je suis vraiment intéressée (par les élections du conseil de bande) parce que ça n'affecte pas uniquement ma propre personne, mais aussi toute la communauté. Je m'intéresse à qui se présente, qu'elles sont ses intentions et ainsi de suite. Tu souhaites avoir quelqu'un qui a réellement de bonnes intentions pour la communauté. Certaines personnes s'y sont rendues sans avoir de bonnes intentions et c'est pourquoi nous avons eu autant d'élections dans les dernières années. C'est assez alarmant en fait. Ils ont des mandats de quatre ans et peuvent se présenter pour deux mandats si ma mémoire est bonne, mais ici, nous avons de la difficulté à avoir des personnes qui effectuent un seul mandat au complet. Il y a parfois des pétitions qui circulent afin de faire sortir des représentants. On peut dire qu'il y a eu des formes de corruption, de mauvaises dépenses d'argent ou qu'ils agissent parfois en secret (Victoria Chevrier, traduction libre).

J'aime suivre ces élections, car ça se passe directement ici, dans la communauté. J'aime voir comment les gens sont intéressés à voter pour une personne et les questionner sur les raisons derrière leur appui. J'aime en apprendre sur l'histoire des candidats afin de voir ce qu'ils peuvent faire pour la communauté et il est important de leur rappeler que le futur de la communauté sera grandement affecté par leurs décisions. Ils doivent donc agir en conséquence. (Trinity King, traduction libre).

Au départ, j'étais toujours là pour supporter ceux et celles qui se faisaient élire au conseil de bande. Je les encourageais en leur disant qu'ils allaient être bons, qu'ils allaient pouvoir aider la communauté, etc. Toutefois, après avoir moi-même travaillé au conseil de bande, je me suis rendu compte qu'il suffisait de beaucoup plus que de la bonne volonté pour contribuer à l'amélioration de notre communauté. Ça prend aussi plus que de l'expérience. En effet, tu dois avoir une certaine forme d'éducation pour comprendre toutes ces ententes avec les gouvernements. Maintenant, je m'intéresse plus à pourquoi ces personnes se présentent, leur histoire d'implication politique, etc. (Participant.e. anonyme, traduction libre).

Même Savannah Renaud, qui est notre participante ayant clairement montré le moins d'intérêt pour la politique, a affirmé suivre ces élections autant pour l'intérêt de la communauté que pour le côté dramatique qui peut parfois se comparer à de la télé-réalité selon elle. On observe donc qu'en raison de quelques scandales de corruption qui ont éclaté au conseil de bande au courant des dernières années, plusieurs jeunes ont décidé de s'intéresser à ces élections afin de s'assurer d'élire des personnes qui auront réellement les intérêts de la communauté à cœur. Il est intéressant aussi de noter que chaque participant connaissait au moins une personne qui avait été impliquée dans un conseil de bande, que ce soit au sein de celui de Timiskaming First Nation ou celui d'une autre communauté du Témiscamingue. Toutefois, malgré cet intérêt pour la politique de la communauté et la présence de personnes de leur entourage y ayant déjà participé, la majorité des participants n'ont pas exprimé clairement le désir de s'y impliquer dans le futur. Trinity et Laurent n'ont pas rejeté totalement l'idée, mais pour les autres, cela ne semblait aucunement faire partie de leurs plans d'avenir.

3.3.3 Engagement communautaire et réseaux sociaux : les formes d'engagement politique privilégiées par les jeunes de Timiskaming First Nation

Si nous pouvons remarquer un intérêt relatif pour les formes de participation politique plus formelles telles que le vote, l'implication au sein d'un parti ou l'engagement auprès du conseil de bande, nos entrevues permettent de faire ressortir la participation directe et l'engagement communautaire des jeunes de la communauté de Timiskaming First Nation qui ont participé à cette recherche. En ce qui concerne la participation politique

directe par l'entremise de manifestations, grèves, boycottages et autres, la majorité de nos participants ont affirmé avoir déjà participé à de telles activités. Par exemple, Victoria Chevrier a mentionné avoir participé à une manifestation pour le syndicat des éducatrices de la garderie de la communauté. Elle note toutefois qu'elle est parfois réticente à s'engager dans de telles protestations par peur de se le faire reprocher par d'autres personnes de la communauté. Malgré le désir pour plusieurs de participer à différents événements de protestation, Jersey Chaput, conjointement avec Samantha Pritchard, nous a expliqué la chose suivante :

Il n'y a pas beaucoup de protestations ou de manifestations sur la communauté. Il y a plutôt des activités de sensibilisation je dirais. Par exemple, nous avons organisé une course pour attirer de l'attention sur le mouvement « Every child matters ». J'ai quand même participé à une manifestation qui avait été organisée sur l'autoroute où nous arrêtons des voitures pour leur transmettre des dépliants expliquant pourquoi nous nous opposons aux pipelines (traduction libre).

D'autres, comme Laurent Cardinal et Savannah Renaud, ont participé à différentes manifestations lorsqu'ils étaient au secondaire par rapport à différents sujets tels que la réforme des cours d'éducation sexuelle ou les coupes budgétaires. Laurent mentionnait aussi avoir participé à quelques événements de protestation lorsqu'il habitait à Montréal. Notre dernière participante ayant affirmé avoir été impliquée dans une forme d'action directe est Trinity King qui se rappelle avoir participé à une pétition en soutien à la communauté de Wet'suwet'en. Elle croit avoir participé à d'autres événements, mais n'était plus certaine sur quels sujets ils portaient. Notre participant.e. anonyme a affirmé n'avoir jamais, à son souvenir, participé à une telle forme d'engagement directe. Il n'y a donc qu'un seul participant sur six qui n'aurait jamais été engagé dans un type de protestation. On remarque aussi une très forte propension à s'engager auprès de leur

communauté chez les jeunes Anishinaabe que nous avons interviewés. Cinq des six participants étaient impliqués d'une façon ou d'une autre dans des activités bénévoles de la communauté. Par exemple, Trinity, Laurent et Victoria sont tous impliqués dans le Youth Council et ils utilisent cette plateforme afin de faire avancer la cause des jeunes de leur communauté en matière de culture et de santé mentale. Pour d'autres, c'est à travers l'organisation des activités culturelles qu'ils s'impliquent dans la communauté de Timiskaming First Nation. Par exemple, Jersey Chaput nous a mentionné qu'elle cherchait à participer lors de chacun des événements culturels qui étaient organisés que ce soit lors des Pow Wow, lors des courses pour les survivants des pensionnats, dans les activités de perlage, etc. Nous reviendrons plus tard sur cet engagement au niveau culturel.

Ces derniers offrent différentes explications quant à l'importance de s'impliquer auprès de leur communauté. Par exemple, Trinity King nous a expliqué qu'il était important pour elle de s'impliquer, notamment auprès des plus jeunes de la communauté pour leur offrir le soutien dont ils ont besoin pour s'épanouir et atteindre leur plein potentiel. Pour elle, voir ces jeunes continuer à évoluer au sein d'un cadre sécurisant est bien sûr très positif pour ces jeunes, mais aussi pour l'ensemble de la communauté. Laurent Cardinal a quant à lui expliqué l'importance de son implication auprès de sa communauté de la façon suivante : « Dans la situation actuelle, ces activités (culturelles et le Youth Council) représentent mon dernier lien avec mon identité autochtone. Si j'arrête d'y participer, alors je deviens simplement un Canadien qui affirme être Autochtone » (traduction libre). C'est donc une façon pour lui de vivre son identité autochtone et de l'affirmer au quotidien. Il nous a aussi expliqué sa principale motivation derrière son engagement auprès du Youth Council :

L'idée derrière le Youth Council est « Par les jeunes, pour les jeunes ». Nous sommes les mieux placés pour savoir ce dont les jeunes ont besoin. Donc, si la santé mentale est quelque chose qui représente un enjeu auprès des jeunes, il sera plus facile d'avoir une connexion avec d'autres jeunes comme nous plutôt que d'aller voir un psychologue par exemple (traduction libre).

La chef du Youth Council, Victoria Chevrier, mentionne elle aussi qu'elle veut principalement offrir de l'aide et du soutien aux jeunes de la communauté :

Je ne suis pas là pour changer la communauté, car personne ne peut le faire. Je veux simplement avoir un rôle à jouer et être là pour les jeunes. Je veux leur obtenir les activités et l'aide dont ils ont besoin afin qu'ils se sentent à leur place et qu'ils participent à la vie de la communauté. Plusieurs d'entre eux souffrent. Plusieurs pensent qu'ils n'ont personne pour les soutenir ou nulle part où aller. Plusieurs ne viennent pas aux activités culturelles pour toutes sortes de raisons. Peut-être qu'ils sont trop timides, peut-être qu'ils n'aiment pas la personne qui l'organise, etc. Avec le Youth Center et le Youth Council, nous voulons leur faire sentir qu'ils sont les bienvenus » (traduction libre).

Notre participant.e. anonyme est présentement associé au « Pride Committee » qui a récemment été lancé dans la communauté. Iel nous a affirmé qu'il était important de sensibiliser les membres, notamment les plus âgés, aux enjeux LGBTQ+. Pour Jersey Chaput, s'impliquer auprès de sa communauté lui permet d'apprendre de nouvelles choses par rapport à sa culture et à l'histoire de sa communauté. Elle désire également devenir travailleuse sociale, car par expérience personnelle, elle s'était rendu compte qu'il était beaucoup plus facile pour une jeune Autochtone de se faire comprendre par une travailleuse sociale issue du même milieu que par une personne allochtone. Elle désire donc apporter son soutien aux jeunes qui, comme elle-même à un certain moment, ont besoin de support professionnel. Cela est sans compter le fait que pour la plupart, l'emploi du temps est également directement ancré dans une tentative d'améliorer leur communauté puisqu'ils travaillent au Youth Center, qu'ils veulent devenir travailleurs sociaux, qu'ils travaillent à la garderie de la communauté, qu'ils ont déjà été impliqués au sein du conseil de bande,

etc. On peut donc en conclure que même si la politique fédérale, provinciale et municipale les intéresse moins, il y a véritablement un phénomène de participation forte et constante auprès de leur communauté, peu importe la forme qu'elle peut prendre. Il est intéressant de noter que seulement une participante sur six a amené l'idée qu'un tel type de participation pouvait potentiellement être politique, mais que cette réflexion demeurait tout de même très floue. En effet, Victoria Chevrier, lorsqu'elle parlait de son intérêt pour la politique et de son rôle de chef du Youth Council, a affirmé : « Être la chef du Youth Council ce n'est pas vraiment politique, mais en même temps ce l'est peut-être un peu... » Elle n'a toutefois pas développé plus amplement sur ce point. On remarque donc, comme nous avons pu le constater lors de la présentation de la conception de la politique de nos participants, que leur conception de ce qui est politique semble plutôt floue et ils ne perçoivent pas automatiquement leur implication communautaire comme revêtant un caractère politique. Ce point de l'engagement communautaire, bénévole ou non, est très important selon nous, car même si ces jeunes ne l'articulent pas comme étant quelque chose de politique, la littérature nous a montré qu'il était impossible de concevoir la participation communautaire ou toute forme de bénévolat comme étant apolitiques (Jetté 2017). Cinq des six jeunes interviewés sont impliqués d'une façon ou d'une autre dans leur communauté.

Aussi, notre revue de littérature nous a permis d'observer une hausse de l'utilisation des réseaux sociaux dans le processus de socialisation politique des jeunes. Les jeunes que nous avons interviewés confirment ces études. En effet, on remarque que c'est par l'entremise d'Internet et des réseaux sociaux que nos participants recueillent, mais aussi partagent de l'information politique. Mise à part Savannah Renaud qui nous a affirmé ne

pas passer beaucoup de temps sur ceux-ci et encore moins pour y lire ou partager de l'information politique et Trinity King qui a plutôt affirmé utiliser encore la télévision pour se renseigner sur l'actualité, nos autres participants ont affirmé utiliser les médias sociaux pour se renseigner sur différents enjeux politiques et sociétaux. Il est toutefois important de préciser que dans le cas de Trinity, elle a mentionné que la peur d'être mal interprétée ou de choquer certaines personnes en partageant certaines informations la freinait grandement dans une participation plus politique sur les réseaux sociaux. Notre participant.e. anonyme a expliqué qu'il lisait beaucoup d'informations politiques sur Instagram, mais qu'il n'y partageait pas vraiment ses opinions ou de l'information. Laurent Cardinal a quant à lui précisé qu'il pouvait passer trois à quatre heures par jour sur les réseaux tels que TikTok, Instagram ou Facebook et qu'il y consultait, mais aussi partageait principalement des informations politiques. Par exemple, il y avait été particulièrement actif pendant le convoi des camionneurs et lorsque le gouvernement a rendu la vaccination obligatoire. La plus jeune de nos participants, Jersey Chaput, a précisé qu'elle utilisait pratiquement toutes les plateformes disponibles et que lorsqu'elle y partageait du contenu, c'était principalement pour y faire la promotion d'événements se déroulant au Youth Center ou des différents événements culturels organisés sur la communauté. Lorsqu'elle navigue sur ses réseaux sociaux, elle ne porte pas nécessairement attention à tous les enjeux politiques, mais lorsqu'il s'agit de sujets touchant les communautés autochtones, elle prend le temps de s'y intéresser. C'est exactement la même chose pour la chef du Youth Council, Victoria Chevrier qui utilise toutefois principalement Facebook comme réseau social afin de partager les différents événements se déroulant sur la communauté et pouvant intéresser les jeunes. Jersey et Victoria utilisent donc les réseaux

sociaux afin de renforcer leur engagement communautaire en faisant la promotion des différents rassemblements ou des différentes activités qui ont lieu à Timiskaming First Nation. On note donc que ces jeunes n'utilisent pas nécessairement leurs réseaux sociaux dans un objectif clairement politique, mais que c'est sur ceux-ci qu'ils obtiennent la plupart de leurs informations politiques et que le partage d'informations, principalement en lien avec différents enjeux touchant les personnes autochtones, et en promouvant les différents événements de la communauté, renforce leur implication communautaire telle qu'énoncée précédemment.

3.3.4 Engagement culturel et revitalisation culturelle : d'autres formes d'engagement politique ?

Dans notre revue de littérature, nous avons présenté plusieurs auteurs appartenant aux courants de l'autodétermination de l'intérieur et de la résurgence. Même si ces deux théories ne s'entendent pas sur plusieurs points, elles sont toutefois en accord sur l'importance de la culture traditionnelle, de sa protection et de sa revitalisation. Ces deux groupes d'auteurs s'entendent également sur les implications politiques qui découlent d'une implication dans les activités culturelles. Au cours des entrevues, plusieurs jeunes nous ont parlé de l'importance qu'ils accordent aux différentes activités traditionnelles anishinaabe. Savannah Renaud, malgré un sentiment d'appartenance moins élevé que les autres envers la communauté, en raison notamment du jugement qu'elle ressent, utilise notamment la sauge, les offrandes de tabac et s'intéresse grandement aux différentes formes de guérison qui peuvent composer le chamanisme. Elle s'intéresse aussi aux autres formes d'ésotérisme comme les cartes de tarot. Elle mentionne que cet intérêt envers le

spirituel l'a grandement aidé à se sortir de sa dépression et à guérir de son alcoolisme et de son syndrome post-traumatique. Notre participant.e. anonyme note qu'il ne faut pas simplement considérer les Pow-Wow, le perlage, les offrandes de tabac, la chasse ou autres comme des expressions de la culture autochtone, mais que les échanges quotidiens avec les aînés et la cuisine qui se transmet de génération en génération sont peut-être des formes moins « fancy » de culture lorsqu'on les regarde de l'extérieur, mais qu'elles sont toutes aussi importantes. Nous avons déjà mentionné l'intérêt de Jersey Chaput pour toutes les formes de culture traditionnelle telles que le perlage, la fabrication de robes, la chasse, etc., et il en va de même pour Laurent Cardinal et Trinity King qui ont mentionné pratiquer la chasse pendant l'automne, mais aussi être impliqués, notamment à travers le Youth Council à l'organisation des Pow Wow et aux différents événements se déroulant sur la communauté. Et en ce qui concerne l'importance des activités culturelles, Laurent mentionne :

Je pense que la préservation culturelle est une des principales choses qui importe pour les jeunes. On le voit, car la plupart des événements qui ont du succès dans la communauté sont les Pow Wow, les retraites de chasses, les journées culturelles, etc. C'est ce qui attire le plus de personnes.

Cette affirmation nous permet d'observer que même au-delà des six jeunes qui ont été interviewés, il semble y avoir un grand attachement des jeunes de la communauté envers la culture traditionnelle. Bien évidemment, la pandémie est venue mettre sur pause un bon nombre de ses activités lors des deux dernières années. La seule participante ayant mentionné ne pas avoir un intérêt élevé sur le plan personnel envers les activités de chasse, de pêche et autres est Victoria Chevrier qui nous a expliqué que ces activités ne faisaient pas vraiment partie des traditions familiales et qu'elle n'y avait donc pas été exposée lorsqu'elle était jeune. Toutefois, même si personnellement ce n'est pas quelque chose qui

la rejoint, elle met elle aussi l'emphase sur un retour et une revitalisation de la culture traditionnelle chez les plus jeunes de la communauté. Elle précise que plusieurs d'entre eux ont de la difficulté à trouver leur place et que grâce aux activités d'initiation à la chasse, la pêche, la fabrication de cabanes, etc., qui sont offertes pendant le camp d'été de la communauté, plusieurs se découvrent des passions qui leur permettent de grandir et de s'épanouir. Elle a aussi formulé le souhait d'assister à un retour de l'enseignement de la langue traditionnelle qui semble être en perdition à Timiskaming First Nation. Il est intéressant de noter que ces jeunes n'ont jamais affirmé explicitement concevoir ces activités culturelles et leur implication dans leur revitalisation comme faisant partie d'un projet politique. Tout comme l'engagement communautaire, ils ne semblent pas considérer l'aspect culturel comme étant quelque chose de politique, mais les auteurs de la résurgence affirment quant à eux que ce type d'engagement s'inscrit bel et bien au sein d'une tentative politique de décolonisation et d'affirmation identitaire des communautés (Alfred 2009, 34 ; Simpson 2016 ; Borrows 2016). Nous pensons que plusieurs de ces jeunes s'impliquent dans l'organisation et la promotion de ces activités culturelles dans le même but qu'ils s'engagent au niveau communautaire, soit pour contribuer à l'épanouissement des jeunes de leur communauté. Comme nous l'avons mentionné, bien qu'ils ne clament pas haut et fort que leurs actions sont effectivement politiques, les travaux de Montambault, Bherer et Cloutier nous montrent que les actions qui ont pour objectif de contribuer à l'évolution ou l'amélioration de sa communauté doivent être perçues comme étant politiques (Montambault, Bherer et Cloutier 2021).

Lorsque nous les avons questionnés sur leur perception des différences qu'il pouvait y avoir entre la vision du monde de l'État canadien et celle des peuples autochtones,

plusieurs jeunes ont exprimé leur pensée en utilisant, de manière inconsciente, plusieurs aspects de la théorie de la résurgence. Par exemple, sur le plan culturel, certains participants ont relevé des différences dans la façon dont ils perçoivent le monde en comparaison aux autres Canadiens. Sur le plan de la chasse, Jersey Chaput a mentionné la chose suivante :

Quand je vais chasser, on m'a appris à faire une offrande de tabac et à faire une prière avant d'aller tuer un animal. Même lorsque la chasse est terminée, je refais une offrande et une nouvelle prière. Nous chassons pour nous nourrir et non pour accumuler les prises. Nous essayons de ne pas prendre plus que ce dont nous avons besoin (traduction libre).

Un thème qui est également revenu à quelques reprises est la façon dont les Autochtones perçoivent le territoire comparativement aux autres Canadiens et à l'État.

Notre participant.e. anonyme affirmait :

J'ai l'impression que le monde occidental ne perçoit le territoire qu'à travers des signes de dollar comparativement à nous, Premières Nations, qui voulons le préserver avec ses ressources pour protéger notre mode de vie. Par exemple, si nous polluons les lacs, c'est nous-mêmes que nous empoisonnons, les arbres nous donnent de l'oxygène, la faune nous offre de la nourriture pour survivre et toutes les choses ont un rôle à jouer, mais quand on introduit ces éléments de la culture occidentale, comme le pétrole, ça devient beaucoup plus complexe de préserver ces choses (traduction libre).

Même son de cloche chez Laurent Cardinal :

Je crois que la culture canadienne et les cultures autochtones sont très différentes. La philosophie autochtone est que l'on fait un avec la nature et l'environnement autour desquels est centré notre mode de vie. La philosophie coloniale est plutôt basée sur l'idée que les humains sont au-dessus de tout et que nous avons une sorte de droit divin de posséder et d'exploiter. Alors je crois que le concept de propriété est quelque chose qui diffère beaucoup entre ces deux philosophies. L'idée derrière les traités était que comme les Autochtones n'exploitaient pas le territoire au maximum de sa capacité, ils la gaspillaient ce qui est une mentalité encore présente aujourd'hui, je crois (traduction libre).

Laurent a d'ailleurs également discuté de l'aspect contradictoire et problématique de l'engagement des personnes autochtones au sein du système politique, ce qui peut nous rappeler plusieurs arguments des auteurs de la résurgence :

Je crois que c'est vraiment une dichotomie parce que nous avons été forcés à intégrer ce système d'exploitation économique qui nous impose l'exploitation du territoire, qui propage l'idée qu'on doit avoir un esprit d'entrepreneuriat, car l'argent est ce qui te permet de survivre. C'est ce qui te permet de t'acheter de la nourriture, d'avoir accès à de l'eau potable, ce qui te permet de conserver ton territoire. Nos enseignements et savoirs traditionnels nous disent plutôt de vivre avec le territoire alors c'est certainement une contradiction que nous vivons au quotidien (traduction libre).

Encore une fois, malgré le fait que les jeunes interviewés n'articulent pas leur perception comme étant quelque chose de politique, on remarque que ces citations rappellent fortement les critiques d'Alfred sur l'incommensurabilité des valeurs autochtones et allochtones (Alfred 2009). En effet, plusieurs d'entre eux se questionnent sur la coexistence de ces deux systèmes de valeurs qui, malgré les impacts de la colonisation sur les communautés et leur modernisation, semble toujours difficile. Malgré cette critique des valeurs occidentales et du système politique les incarnant, Laurent Cardinal a proposé, comme plusieurs auteurs présentés au sein de notre revue de littérature, qu'il serait intéressant de voir l'État adopter certaines méthodes et visions autochtones au sein de ses institutions ce qui peut nous faire penser au concept « d'autochtonisation de l'État » de Joyce Green (Green 2004). Il nous a mentionné que les principaux enjeux politiques actuels tournaient principalement autour de l'économie et des changements climatiques, mais qu'ils étaient trop souvent abordés selon une perspective capitaliste et occidentale. Il suggère donc qu'en ayant plus de personnes autochtones au sein de la structure étatique, qui apporteraient les philosophies et modes de vie autochtones comme l'idée d'être plutôt des gardiens du territoire plutôt que ses propriétaires, cela pourrait

amener un bon nombre de changements positifs. Il semble donc considérer qu'il est essentiel, malgré le choc culturel et de valeurs, pour les communautés autochtones de ne pas se détacher complètement des institutions, mais plutôt d'exercer leur agentivité afin de mettre de l'avant leurs revendications (Borrows 2016 ; Green 2004 ; Jorgensen 2007).

Nous croyons donc que cette implication culturelle nous permet, tout comme l'engagement communautaire, d'en conclure que la plupart des jeunes interviewés, bien qu'ils aient un intérêt plutôt faible envers la politique plus formelle, n'en sont pas pour autant passifs. En effet, leur engagement dans différentes activités culturelles, la volonté d'en faire la promotion auprès des autres jeunes, le désir de voir la langue traditionnelle être enseignée et l'articulation des distinctions de valeurs et de visions du monde qui existent entre Autochtones et Occidentaux sont tous des éléments faisant partie d'un processus d'affirmation identitaire et de revitalisation culturelle qui sont au cœur des combats pour l'autodétermination des peuples autochtones et pour la décolonisation (Alfred 2009 ; Borrows 2016). Bien que nos participants ne définissent pas ces activités comme des gestes politiques, il est intéressant de noter qu'ils donnent à celles-ci une signification et une portée somme toute assez proches des auteurs de la résurgence, pour qui ces actions sont au cœur du renouveau politique des nations autochtones.

3.4 Synthèse

Notre échantillon étant assez faible et non représentatif, il nous est impossible de tirer des conclusions généralisables à partir des résultats de nos entrevues, mais il est tout de même possible de remarquer certaines tendances dans les réponses offertes par ces six jeunes. Premièrement, lors de notre revue de littérature, nous avons fait ressortir la hausse

du cynisme politique chez les jeunes Canadiens en général marquée notamment par un intérêt de plus en plus décroissant chez ces derniers pour les formes de participation politique plus formelles. De plus, ce phénomène est renforcé chez les jeunes Autochtones en raison notamment de la présence accrue des facteurs socioéconomiques caractéristiques d'une participation électorale plus faible.

Toutefois, c'est principalement l'aliénation des personnes autochtones face aux institutions en raison de l'histoire des politiques coloniales qui expliquerait le détachement de plusieurs d'entre elles envers le processus politique. Nos entrevues nous ont permis de remarquer que ces derniers avaient une conception plutôt floue et très négative de ce qu'était la politique. Pour eux, ce mot renvoyait principalement aux individus détenant le pouvoir et le sentiment de méfiance revenait aussi régulièrement dans leurs réponses. De plus, nous avons aussi pu observer que le taux de participation électorale était assez élevé chez les jeunes interviewés et l'une des deux seules répondantes ayant affirmé ne pas avoir encore voté, serait une non-engagée temporaire (Mahéo et al. 2012). Malgré cette participation plus accrue que ce à quoi on aurait pu s'attendre, on peut remarquer un intérêt assez faible pour la politique en général chez la majorité de nos répondants. En effet, la plupart d'entre eux demeurent informés sur les enjeux touchant les communautés autochtones, mais n'ont pas l'intérêt de s'intéresser à d'autres sujets qui sont au cœur des débats sociaux. On remarque aussi un niveau de connaissances politiques plutôt faibles chez certains de nos répondants, probablement en raison de ce manque d'intérêt. Il est intéressant de noter que chaque répondant avait au moins une personne de leur entourage qui avait été impliquée politiquement et dans chacun des cas, au sein d'un conseil de bande de l'une des communautés du Témiscamingue. La présence d'un membre de la famille

avec un historique d'implication politique ne semblait pas avoir d'incidence sur le désir de s'impliquer de ces jeunes qui s'opposaient ou demeuraient encore incertains envers une éventuelle implication au sein du conseil de bande de leur communauté.

Ensuite, nous avons pu observer le cynisme qui habite plusieurs de ces jeunes, notamment en ce qui concerne la façon dont l'État canadien met de l'avant la notion de réconciliation. Plusieurs d'entre eux, de manière inconsciente, mobilisent plusieurs critiques formulées par les auteurs de la résurgence face à l'utilisation de ce concept par le gouvernement fédéral. En effet, ils discutent de la fixation du colonialisme dans le passé, de la nécessité d'une restitution des terres aux communautés et ils sont méfiants par rapport aux intentions de l'État. On peut en conclure que ces jeunes ont une vision plutôt négative de la politique et des institutions. Enfin, il est intéressant de noter que malgré cette vision négative de la politique, la majorité des répondants ont soutenu qu'il était tout de même important pour les personnes autochtones d'être impliquées et de voter aux différentes élections pour pouvoir élire des personnes ayant les intérêts des communautés autochtones à cœur, mais aussi afin de protéger leurs droits.

Notre revue de littérature nous a aussi montré que les jeunes Canadiens avaient une plus grande tendance à s'impliquer au niveau communautaire que le reste de la population. Nos entrevues nous ont montré que la plupart de nos participants avaient participé à au moins une forme de protestation (pétition ou manifestation) au courant de leur vie. Aussi, cinq de six participants étaient engagés d'une manière ou d'une autre auprès de leur communauté. En effet, deux de nos participants étaient impliqués au sein du Youth Council qui vise à assurer de meilleurs services aux jeunes en leur offrant un espace de partage et de soutien et quatre étaient, ou allaient être dans le cas de Jersey Chaput, impliqués de

manière quotidienne au sein d'un service communautaire de Timiskaming First Nation. Même si cet engagement communautaire n'est pas articulé comme étant une forme d'engagement politique chez ces jeunes, nous croyons, comme nous l'avons vu en discutant du Carré Casgrain, que cette volonté clairement énoncée par ces individus de faire changer les choses au sein de leur communauté et d'améliorer la situation de ses membres comporte une dimension essentiellement politique (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021). Ces derniers ne perçoivent peut-être pas leur engagement comme étant une forme de participation politique puisqu'elle s'opère à l'extérieur des institutions qui représentent pour eux ce qui est politique, mais il s'agit ici bien d'actions politiques directes qui sont menées par ces jeunes. Enfin, nous avons aussi pu remarquer qu'il y avait bel et bien une tendance chez ces derniers à utiliser les réseaux sociaux afin de recueillir et partager de l'information politique, mais qu'ils les utilisaient aussi dans le cadre de leur implication communautaire afin de promouvoir les différents événements organisés par le Youth Center ou par la communauté en général.

Finalement, les auteurs de la résurgence appellent à une revitalisation des cultures traditionnelles au sein des communautés et nos entrevues nous ont permis de constater que chaque répondant semblait partager cette position. En effet, que ce soit pour la guérison personnelle, celle de la communauté, pour l'affirmation identitaire ou pour simplement assurer la protection des traditions, nos participants ont tous, d'une façon ou d'une autre, discuté de l'importance de participer aux différentes activités culturelles. Même Victoria Chevrier, qui nous a mentionné ne pas avoir grandi en ayant une relation forte avec cette culture, nous a affirmé vouloir participer au retour de l'enseignement de la langue ancestrale afin de la voir perdurer et vouloir voir plus de jeunes participer aux différentes

activités culturelles se déroulant sur la communauté. Encore une fois, ces jeunes ne caractérisent pas leur implication dans l'organisation de ces activités culturelles comme étant de l'engagement politique, mais nous croyons, comme les auteurs de la résurgence le soutiennent, qu'il s'agit bel et bien d'une forme d'action politique. En effet, en voulant préserver ou revitaliser plusieurs aspects de leur culture traditionnelle, ces jeunes participent à une réaffirmation identitaire qui se retrouve au cœur du processus de décolonisation interne des communautés (Alfred 2009). Nous en concluons donc que les jeunes que nous avons interviewés ne correspondent en rien à l'image stéréotypée du jeune Autochtone complètement désengagé, car à travers leur implication quotidienne motivée par un objectif clairement énoncé d'améliorer les conditions de vie des résidents de Timiskaming First Nation et par leur participation aux efforts de revitalisation culturelle, ces derniers sont effectivement engagés politiquement.

Pourtant, lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient impliqués d'une façon ou d'une autre au niveau politique, chaque répondant nous a répondu que non. Nous croyons que pour plusieurs d'entre eux, comme nous avons pu l'observer avec leur définition du mot « politique », ce qui est politique est tout ce qui est en lien avec les institutions ou avec la structure de pouvoir, que ce soit celle du conseil de bande ou celles des gouvernements provinciaux et fédéraux et c'est pourquoi à leurs yeux, l'engagement communautaire et culturel ne serait pas des éléments s'inscrivant dans leur définition de ce qui est politique.

Conclusion

Avec ce mémoire, nous avons tenté de répondre à un manque flagrant d'études sur la participation politique des jeunes Autochtones au Canada. Lors de notre revue de littérature, nous avons fait ressortir le fait que les recherches sur la participation politique des personnes autochtones se limitaient, pour la plupart, à présenter des données sur le taux de participation électorale, principalement au niveau des élections fédérales, afin d'en conclure à une faible participation politique de celles-ci. Nous avons cherché à montrer qu'en élargissant la définition de la participation politique à l'engagement communautaire et aux actions de la vie quotidienne des individus, aux réseaux sociaux et aux pratiques informelles plus largement, le portrait est fort différent.

La littérature présentée dans ce mémoire, en plus de proposer cet élargissement de la définition de la participation politique, nous a permis de discuter de plusieurs phénomènes qui nous ont amenés à poser certaines hypothèses et certains questionnements auxquels nous avons tenté de répondre grâce à nos entretiens. Tout d'abord, s'il existe bel et bien une hausse du cynisme politique chez les jeunes Canadiens âgés de 18 à 35 ans et que par conséquent, ces derniers participent généralement moins aux élections que les citoyens plus âgés, nous avons vu que ce cynisme ne s'étend pas nécessairement aux autres formes d'engagement (Manoliu et Sullivan 2016). En effet, ces derniers sont généralement plus impliqués au niveau communautaire et sur les réseaux sociaux et ils utilisent plus fréquemment les différents modes de participation directe que les autres Canadiens. Jusqu'à présent, très peu d'études nous permettent de savoir si ce phénomène est aussi observable chez les jeunes des communautés autochtones.

Lors de notre revue de littérature, nous avons aussi discuté de la plus faible participation formelle des personnes autochtones qui est souvent expliquée par des facteurs structurels tels que le revenu ou le niveau d'éducation, notamment dans les études commandées par le gouvernement canadien. Par contre, l'histoire des politiques coloniales, notamment celles qui ont été adoptées à partir de la Loi sur les Indiens de 1876, représente une piste explicative beaucoup plus complète pouvant d'une part expliquer en partie les facteurs structurels qui sont si souvent mis de l'avant, mais de manière beaucoup plus importante, le sentiment d'aliénation politique ressentie par un groupe de la population à qui on a longtemps interdit le vote, l'organisation politique et toute autre forme de participation politique (Monture-Augus 1995). La seule étude que nous avons recensée sur la perception des jeunes Autochtones de la politique au Canada souligne aussi ce lien très fort entre la perception négative du politique et l'héritage colonial (Alfred et al. 2007).

À l'aide de nos entrevues, nous voulions offrir une voix aux personnes directement concernées par le sujet pour qu'elles puissent ainsi contribuer à amener une nouvelle perspective aux études sur l'engagement politique des jeunes Autochtones. Ces jeunes ont confirmé, mais aussi précisé plusieurs de nos suppositions. En effet, nous avons pu remarquer qu'ils sont effectivement moins intéressés par la politique formelle, que ce soit lors des élections ou de manière quotidienne. Ils présentaient aussi plusieurs signes de cynisme, notamment lorsqu'est venu le temps de discuter du processus de réconciliation. Certains pouvaient même nous amener à croire à une certaine aliénation, compte tenu de leur faible niveau d'intérêt et de connaissances de la politique canadienne. Toutefois, ils montraient un intérêt marqué pour tous les enjeux touchant les communautés autochtones que ce soit, comme mentionné plus tôt, au niveau de la réconciliation, des barrages

ferroviaires, de l'accès à l'eau et à l'électricité, de la présence de députés autochtones, etc. Aussi, malgré leur intérêt assez faible, leur taux de participation électorale était plutôt élevé, puisque seulement une de nos répondantes pouvait être catégorisée comme étant une non-participante permanente si nous nous fions aux catégories proposées par Mahéo et ses collègues (Mahéo et al. 2012). De plus, la majorité nous a souligné qu'il était quand même important de participer lors des élections afin de s'assurer d'élire les bonnes personnes et de protéger les intérêts des communautés autochtones. Il est également important de souligner que plusieurs de nos répondants ont évoqué qu'une hausse de la représentation autochtone au sein des partis et des institutions contribuerait à accroître leur intérêt pour la politique formelle. Cela correspond donc aux résultats de l'étude de Dabin, Daoust et Papillon (2019). Autrement dit, la relation à la politique n'est pas univoque et est certainement plus complexe que ce que laissent entendre les études qui se limitent au vote.

Ensuite, ces jeunes nous ont montré que malgré ce relatif intérêt pour la politique formelle, ils étaient loin d'être passifs ou désengagés. Ces jeunes sont engagés à travers le Youth Center, le Youth Council, leur emploi du temps ou autre, dans plusieurs types d'actions communautaires et dans le processus de revitalisation culturelle de leur communauté. Il est intéressant de noter que ces jeunes ne définissent pas cet engagement comme un engagement politique, puisqu'ils en parlent de manière politique. En effet, comme nous l'avons vu, ils mobilisent inconsciemment plusieurs éléments présents au sein des théories de l'autodétermination et de la résurgence. Nous avons aussi vu que l'engagement communautaire et l'engagement à travers la vie quotidienne des individus pouvaient être analysés sous un prisme politique, selon la signification que les participants donnent à ces gestes, car ils visent à améliorer la situation de leur communauté et de ses

résidents (Montambeault, Bherer et Cloutier 2021 ; Dufour, Bherer et Rothmayr Allison 2015 ; Jetté 2017). C'est donc en nous intéressant aux objectifs des individus qui posent certaines actions que l'on peut en relever le caractère politique.

Dans le même ordre d'idée, lorsque nous avons présenté les débats normatifs entourant la participation politique des personnes autochtones, nous avons montré que selon plusieurs auteurs autochtones, l'implication au sein du processus de revitalisation culturelle des communautés devait faire partie intégrante du projet politique de celles-ci et de leur processus d'autodétermination (Alfred 2009, 34 ; Simpson 2016 ; Borrows 2016). Nous soutenons donc que l'intérêt et la participation des jeunes interviewés au sein de différentes activités pouvant se rattacher au concept de « culture traditionnelle » de leur communauté, leur désir de voir les jeunes y participer un peu plus et leur conception de l'importance de retrouver la langue traditionnelle représentaient également tous des formes d'engagement politique, bien que ce ne soit pas toujours exprimé en ces termes. Nos entretiens montrent bien que cet engagement culturel ne relève pas seulement d'un style de vie ou d'une démarche spirituelle personnelle, bien que cela soit aussi présent. Par exemple, Victoria Chevrier, la chef du Youth Council, n'a pas été élevée avec ces formes de culture traditionnelle et elle n'y a donc pas d'attachement personnel, mais elle considère tout de même qu'il est essentiel pour les jeunes de Timiskaming First Nation d'y participer et qu'il doit y avoir un réapprentissage de la langue traditionnelle. Lorsqu'on demande à ces jeunes pourquoi ils s'intéressent aux pratiques ancestrales et pourquoi ils souhaitent les rendre plus accessibles pour les jeunes, les réponses révèlent une conscience politique qui rappelle les prescriptions des auteurs de la résurgence en lien avec la décolonisation et l'autodétermination.

Enfin, il est intéressant de noter que ces jeunes Autochtones, tout comme les jeunes Canadiens, bien qu'ils aient un intérêt et un niveau de connaissances politiques plutôt relatifs, utilisent majoritairement les réseaux sociaux afin d'obtenir leurs informations politiques, mais aussi afin de partager différentes informations et faire la promotion d'évènements en lien avec leur implication communautaire et culturelle. Ils délaissent donc eux aussi les médias plus traditionnels comme les journaux et même la télévision.

Malgré l'apport de ce mémoire en termes d'approfondissement du débat sur la participation politique des jeunes Autochtones, il est important de lui reconnaître plusieurs limites considérables. Tout d'abord, la principale limite de cette recherche est évidemment le faible nombre d'entrevues qui ont été menées. Dans un contexte différent et en ayant un échéancier un peu moins court, nous aurions aimé conduire au minimum une dizaine d'entrevues. Ce ne fut toutefois pas possible, mais les participants qui ont été interviewés nous ont offert des réponses assez approfondies afin que nous puissions tout de même faire ressortir plusieurs points intéressants. Ensuite, il est évident que nos participants ne sont pas représentatifs de leur communauté. Ils ont été sélectionnés à travers le Youth Center. Ce sont donc des jeunes « actifs » par définition, bien que leur niveau d'engagement soit très variable.

Afin d'avoir un portrait beaucoup plus complet de la participation politique des jeunes Autochtones, plusieurs projets de recherches pourraient être menés. Par exemple, il serait intéressant de reproduire cette recherche en menant des entrevues auprès de jeunes issus des autres communautés anishinaabe du Témiscamingue (Winneway, Kebaowek et Wolf Lake) ou même auprès de jeunes Anishinaabe appartenant aux communautés francophones de l'Abitibi afin de comparer les résultats. Dans le meilleur des mondes, nous

pourrions combiner ce type d'analyse qualitative avec un projet plus quantitatif, à partir d'un questionnaire diffusé à l'ensemble des communautés autochtones de la province, afin de rendre compte de la participation des jeunes Autochtones au sein des différentes régions, qu'ils habitent sur réserve ou en milieu urbain. Il serait aussi intéressant d'obtenir le point de vue des personnes plus âgées afin de présenter leur perspective face à l'implication des jeunes dans les différentes communautés.

Enfin, dans ce mémoire, nous avons essayé de toucher à plusieurs sujets qui, selon nous, mériteraient probablement une recherche approfondie à eux seuls. Par exemple, nous croyons qu'il serait intéressant de mener des entrevues portant uniquement sur l'engagement communautaire des jeunes Autochtones afin d'approfondir les motivations se trouvant derrière, mais aussi afin de mieux comprendre pourquoi plusieurs d'entre eux ne perçoivent pas ce type d'engagement comme étant quelque chose de politique. La même chose pourrait être proposée au niveau de la participation aux activités culturelles. Nous croyons que de telles recherches pourraient nous permettre de mieux cerner et souligner l'aspect subjectif de la participation politique. Est-ce qu'ils ne considèrent pas ces types d'engagements comme étant politiques, car pour eux la politique désigne seulement ce que nous considérons comme de la participation politique formelle? Était-ce par souci conscient de se détacher d'un terme qui a longtemps été associé au monde occidental et à la colonisation? Nous espérons sincèrement que d'autres chercheurs s'intéresseront à ces questions au courant des prochaines années, afin que nous puissions d'une part continuer à analyser la relation complexe qu'entretiennent plusieurs Autochtones avec la politique et les institutions, mais aussi pour mettre en lumière les cas positifs de jeunes Autochtones engagés quotidiennement à l'amélioration de la situation de leurs communautés.

Bibliographie

- Aberbach, Joel D. et Bert A. Rockman. 2002. « Conducting and coding elite interviews ». *Political Science and Politics* 35 (no. 4) : 673-676.
- Alfred , Taiaiake. 2008. « Restitution Is the Real Pathway to Justice for Indigenous Peoples ». dans *Response, Responsibility, and Renewal: Canada's Truth and Reconciliation Journey*, Ottawa, Aboriginal Healing Foundation : 181 – 87.
- Alfred, Taiaiake. 2009. *Wasáse: Indigenous Pathways of Action and Freedom*. Toronto : University of Toronto Press.
- Alfred, Gerald R, Brock Pitawanakwat et Jackie Price. 2007. «The meaning of political participation for indigenous youth.». Ontario, Canada: Canadian Policy Research Networks
- Alinsky, Saul. 1976. *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente*. Paris : Éditions du Seuil.
- Archer, Keith et John Wesley. 2006. « And I dont do dishes either! : Disengagement form civic and personal duty ». Présentation, Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, York University, Toronto, 1er juin au 3 juin.
- Asch, Michael, John Borrows et James Tully. 2018. *Resurgence and reconciliation: Indigenous-settler relations and earth teachings*. Toronto: University of Toronto Press.
- Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. 2014. « Protocole de recherche des Premières Nations au Québec et au Labrador ». http://cssspnql.com/docs/defaultsource/centrededocumentation/protocole_recherche_fr_web.pdf?sfvrsn=2.
- Babeau, Franck. 2014. « La participation politique des citoyens ordinaires sur Internet : La plateforme YouTube comme lieu d'observation ». *Politiques de communication* 2 (no. 3) : 125-150.
- Barker, Adam J. 2015. « Direct Act of Resurgence, a Direct Act of Sovereignty': Reflections on Idle No More, Indigenous Activism, and Canadian Settler Colonialism, Globalization ». *Globalizations* 12 (no. 1) : 43-65.

- Bartholomew, Kim, Antonia Henderson et J. Marcia. 2000. « Coding semi-structured interviews in social psychological research ». Dans Reis, H. et C.M. Judd *Handbook of research methods in social and personality psychology*. Cambridge : Cambridge University Press: 286-312.
- Bedford, David. 2003. « Aboriginal voter participation in Nova Scotia and New Brunswick ». *Electoral Insight* (no. 5): 16-20.
- Bennett, Lance W. 1998. « 1998 Ethiel De Sola Pool Lecture : The UnCivic Culture : Communication, Identity and the Rise of Lifestyle Politics ». *PS: Political Science and Politics* (no. 31): 740-761.
- Bennett, Lance W. et Alexandra Segerberg. 2012. « The logic of connective action : The personalization of contentious politics ». *Information, Communication and Politics* 15 (no. 5) : 739-768.
- Berelson, Bernard R., Paul F. Lazarsfeld et William N. McPhee. 1954. *Voting: A study of opinion formation in a presidential campaign*. Chicago: University of Chicago Press.
- Blais, André. 2005. « Accounting for the electoral success of the liberal party in Canada presidential address to the Canadian Political Science Association London ». *Canadian Journal of Political Science* 38 (no. 4) : 821-840.
- Blais, André et Peter Lowen. 2011. « Participation électorale des jeunes au Canada ». Élections Canada.
- Blank, Robert H. 1974. « Socio-economic determinism of voting turnout : A challenge ». *The Journal of Politics* 36 (no. 3) : 731-752.
- Boileau, Gilles. 2001. « Du procès des Mohawks au rapt de Nèdelec ». *Histoire Québec* 6 (no.3) : 13-14.
- Boldt, Menno. 1993. *Surviving as Indians: The challenge of self-government*. Toronto: University of Toronto Press.
- Borrows, John. 2016. *Freedom and Indigenous Colonialism*. Toronto : University of Toronto Press.

- Bousquet, Marie-Pierre. 2012. « Être libres ou sauvages à civiliser ? » *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière* 14 : 162-192.
- Bousquet, Marie-Pierre. 2016. *Les Anicinabek du bois à l'asphalte : Le déracinement des Algonquins du Québec*. Rouyn-Noranda : Éditions du Quartz.
- Broutelle, Anne-Cécile. 2011. « La politique une affaire de famille(s) ? » *Idées économiques et sociales* 4 (no. 166) : 31-38.
- Burke, Mike. 1980. « Dimensions of variation in electoral coalition, 1965-1974 ». Dans David Elkins et Richard Simeon, dir., *Small world : Provinces and parties in canadian political life*. Toronto : Methuen, 179-210.
- Cairns, Alan. 1993. « The fragmentation of canadian citizenship ». Dans William Kaplan (ed.), *Belonging : The meaning and future of canadian citizenship*. Montreal et Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Cairns, Alan, John N. Courtney, Peter MacKinnon, Hans J. Michelmann et David E. Smith (eds). 1999. *Citizenship, diversity and pluralism: Canadian and comparative perspectives*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Campbell, David E. 2013. « Social networks and political participation ». *Annual Review of Political Science* 16 : 33-48.
- Canada. Statistiques Canada. 2016. *Profil de la population autochtone : Recensement de 2016*. En ligne. https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/abpopprof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=AB&Code1=2016C1005132&Data=Count&SearchText=Timiskaming%20First%20Nation&SearchType=Begins&B1=All&GeoLevel=PR&GeoCode=2016C1005132&SEX_ID=1&AGE_ID=1&RESGEO_ID=1. Consulté le 17 juin 2022.
- Canada. Élections Canada. 2020. *On-reserve voter turnout: 43rd general election*. <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/eval/pes2019/orvt&document=index&lang=e>. En ligne. Consulté le 13 juin 2022.
- Canada. Services aux Autochtones Canada. *Les Nations 2022*. <https://www.sac-isc.gc.ca/eng/1634312499368/1634312554965>. En ligne. Consulté le 20 juillet 2022.

Cappella, Joseph N. et Kathleen Hall Jamieson. *Spiral of Cynicism: The Press and the Public Good*. New York: Oxford University.

Carpentier, Normand et Deena White. 2013. « Perspective des parcours de vie et sociologie de l'individuation ». *Sociologie et Sociétés* 45 (no. 1) : 279-300.

Castells, Manuel. 2012. *Networks of outrage and hope : social movements in the Internet age*. Chichester, United Kingdom : Wiley.

CERAH. 2021. *Certificat d'approbation éthique*. Université de Montréal.

Chandler, William M. et Marsha A. Chandler. 1979. *Public Policy and Provincial Politics*. Toronto: McGraw-Hill Ryerson.

Converse, Philip E. 1972. « Change in the american electorate ». Dans Angus Campbell et Philip E. Converse, dir. *The human meaning of social change*. New York, NY : 263-337.

Coulthard, Glen. 2014. *Red Skin, White Masks: Rejecting the Colonial Politics of Recognition*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

Dabin, Simon, Jean-François Daoust et Martin Papillon. 2019. « Indigenous people and affinity voting in Canada ». *Canadian Journal of Political Science* (no.52) : 39-53.

Dahlgren, Peter. 2009. « Young citizens and political participation : Online media and civic cultures ». *Taiwan Journal of Democracy* 7 (no. 2) : 11-25.

Dalton, Russell. J. 2007. *The Good Citizen: How a Younger Generation is Reshaping American Politics*. Washington D.C.: CQ Press.

Delisle L'Heureux, Catherine. 2018. *Les voix politiques des femmes innues face à l'exploitation manière*. Presses de l'Université du Québec.

Desjardins, Richard et Robert Monderie. 2007. *Le Peuple Invisible*. Office Nationale du Film. 93 min.

Diplock, Shelagh. 2002. « Non-Voters, Political Disconnection and Parliamentary Democracy ». *Parliamentary Affairs* (No.55) : 715-730.

- Dubé, Justin Richard. 2021. « L'octroi du droit de vote universel autochtone aux élections fédérales ». *Revue de la Société historique du Canada* 31 (no.2) : 25-53.
- Dufour, Pascale, Laurence Bherer et Christine Rothmayr Allison. 2015. « Faire de la politique soi-même : le cas des mobilisations contre les gaz de schiste au Québec ». *Revue canadienne de science politique* 48 (no.1) : 125-146.
- Duguay, Philippe A. 2020. « L'Internet et les médias sociaux : un effet sur les attitudes des milléniaux canadiens à l'égard de la politique ». *Politiques et Sociétés* 39 (no.2) : 135-157.
- Ermine, Willie, Raven Sinclair et Bonnie Jeffery. 2004. « The Ethics of Research Involving Indigenous Peoples ». Rapport de recherche du Indigenous Peoples Health Research Centre pour le Interagency Advisory Panel on Research Ethics. Régina, Saskatchewan.
- Fanon. Frantz. 1991. *Black Skin, White Masks*. New York: Grove Press.
- Fisher, Dana R. 2012. « Youth political participation : bridging activism and electoral politics ». *Annual Review of Sociology* 38 : 119-137.
- Freire, Paulo. 1974. *Pédagogie des opprimés. Suivi de Conscientisation et révolution*. Paris : Maspéro.
- Fylan, Fiona. 2005. « Semi-structured interview ». Dans Miles, Jeremy et Paul Gilbert, dir. *A handbook of research of methods for clinical and health psychology*. Oxford : Oxford University Press : 65 à 77.
- Gaxie, Daniel. 2002. « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales ». *Revue française de la science politique* (No.52) : 145-178.
- Gentelet, Karine. 2009. « Les conditions d'une collaboration éthique entre chercheurs autochtones et non-autochtones ». *Cahiers de recherche sociologique* (no. 48) : 143-153.
- Green, Joyce. 2004. « Autodétermination, citoyenneté et fédéralisme : pour une relecture autochtone du palimpseste canadien ». *Politique et Sociétés* 23 (no.1) : 9-32.

- Henn, Matt, Mark Weinstein et Sarah Forrest. 2005. « Uninterested Youth? Young People's Attitudes towards Party Politics in Britain ». *Political Studies* (No.53) : 556-578.
- Hooghe, Marc. 2004. « Political socialization and the future of politics ». *Acta Politica* 39 : 331-341.
- Ion, Jacques. 2005. « Individualisation et engagement publics ». Dans *Politique de l'individualisme. Entre sociologie et philosophie*, dir. Philippe Corcuff, Jacques Ion et François de Singly. Paris : Les éditions Textuel.
- Ion, Jacques. 2012. *S'engager dans une société d'individus*. Paris : Armand Collin.
- Jetté, Christian. 2017. « Action communautaire, militantisme et lutte pour la reconnaissance : une réalité historique, politique et sociologique ». *Reflets* 23 (no.1) : 28-56.
- Jorgensen, Miriam. 2007. *Rebuilding Native Nations : Strategies for governance and development*. Tucson : The University of Arizona Press.
- Kaase, Max. 2007. « Perspectives on political participation ». Dans Russel J. Dalton et Hans-Dieter Klingemann, dir., *The Oxford handbook of Political Behavior*. Oxford : Oxford University Press : 783-79
- Kilian, Alexandra et al. 2019. « Exploring the approaches of non-Indigenous researchers to Indigenous research: a qualitative study ». <http://cmajopen.ca/content/7/3/E504.full>.
- Klandermans, Bert et Suzanne Staggenborg. 2002. *Methods of Social Movement Research*, Minnesota: University of Minnesota Press.
- Kostelka, Filip et Colin Scott. 2016. *Rapport sur l'Enquête nationale auprès des jeunes : Analyse de la participation politique et civique des sous-groupes de jeunes Canadiens*. Élections Canada.
- Kymlicka, Will. 1995. *Multicultural citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights*. Oxford: Clarendon Press.

- Ladner, Kiera L. et Michael McCrossan. 2007. *The electoral participation of Aboriginal People*. Élections Canada.
- Lambert, Ronald, James Curtis, Steven Brown et Barry Kay. 1987. « Social class, left/right political orientation and subjective class voting in provincial and federal elections ». *Canadian Review of Sociology and Anthropology* 24 (no. 4) : 526-549.
- Lemyre, Xavier. 2016. *Jeunes, participation et engagement au Canada*. Patrimoine Canada.
- Lenzi, Michela, Alessio Vieno, Gianmarco Altoè, Lucca Scacchi, Douglas D. Perkins, Rita Zukauskienė et Massimo Santinello. « Can Facebook informational use foster adolescent civic engagement? » *American Journal of Community Psychology* (no. 55): 444-454.
- Levitan, Lindsey et Julie Wronski. 2013. « Social context and information seeking : Examining the effect of network attitudinal composition on engagement with political information ». *Political Behavior* (no.36): 447-451.
- Liebenberg, Linda, Darlene Wall, Michele Wood et Daphne Hutt-MacLeod. 2019. « Spaces and places : Understanding sense of belonging and cultural engagement among Indigenous youth ». *International Journal of Qualitative Method* 18 : 1-10.
- Lightfoot, Sheryl. 2020. « Pessimism traps in Indigenous resurgence ». Dans Tim Stevens et Nicholas Michelsen (dirs.), *Pessimism in International Relations : Provocations, Possibilities, Politics*. Palgrave Macmillan, 155-172.
- Loewen, Peter John et Patrick Fournier. 2011. *Participation électorale des Autochtones au Canada*. Élections Canada.
- Longhurst, Robyn. 2016. « Semi-structured interviews and focus groups ». Dans Clifford, Nicholas, Meghan Cope, Thomas Gillespie et Shaun French, dir. *Key Methods in Geography*. Sage.
- Mahéo, Valérie-Anne, Yves Dejaeghere et Dietlind Stolle. 2012. « La non-participation politique des jeunes : Une étude des barrières temporaires et permanentes de l'engagement ». *Canadian Journal of Political Science* 45 (no 2) : 405-425.

- Manoliu, Ioana Alexandra et Katherine V.R. Sullivan. 2016. *Youth participation and cynism during the Canadian federal election of 2015*. Rapport, Élections Canada. Département de science politique. Université de Montréal.
- Mansbridge, Jane. 1999. « Everyday talk in the deliberative system ». Dans Stephen Macedo, dir., *Essay on Democracy and Disagreement*. Oxford : Oxford University Press, 1-211.
- Mansbridge, Jane. 2000. « What does representative do? Descriptive representation in communicative settings of distrust, uncrystallized interests and historically denigrated status ». Dans Will Kymlicka et Wayne Norman, *Citizenship in diverse Societies*. Oxford: Oxford University Press.
- Mcfarlane, Peter. 1993. *Brotherhood to Nationhood : George Manuel and the making of the Modern Indian Movement*. Toronto: Between the Lines.
- Milan, Anne. 2005. « Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes ». *Tendances sociales canadiennes* 79 (no 11) : 1-7.
- Melucci, Alberto. 1978. « Société en changement en nouveaux mouvements sociaux ». *Sociologie et Sociétés* 10 (no.2) : 37-54.
- Monture-Augus, Patricia. 1995. *Thunder in my soul: A Mohawk woman speaks*. Halifax: Fernwood Publishing.
- Montambeault, Françoise, Laurence Bherer et Geneviève Cloutier. 2021. *L'engagement pousse là où on le sème : La Carré Casgrain, de jardin ouvert à collectif citoyen*. Écosociété.
- Morissette, Anny. 2007. « Composer avec un système imposé : La tradition et le conseil de bande à Manawan ». *Recherches Amérindiennes au Québec* 37 (no.2-3) : 127-138.
- Neundorf, Anja et Kaat Smets. 2017. *Political socialization and the making of citizens*. Oxford : Oxford University Press.
- O'toole, Therese. 2003. « Engaging with young people conception of the political ». *Children's Geographies* 1 (no.1) : 71-90.

- Powell, Charlie. 2020. « Resisting colonial jurisdiction : Defending Wet'suwet'en territory from fossil capital ». *Socialist Lawyer* (no.84) : 36-39.
- Putnam, Robert David. 2000. *Bowling alone: The collapse of and revival of American community*. New York: Simon and Schuster.
- Radio-Canada. 2016. *Timiskaming First Nation : l'histoire trouble de la première réserve autochtone d'Abitibi-Témiscamingue*. En ligne. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/799045/timiskaming-first-nation-histoire-autochtones-abitibi-temiscamingue>. Consulté le 18 juin 2022.
- Rodon, Thierry. 2019. *Les apories des politiques autochtones au Canada*. Presses de l'Université du Québec.
- Rothwell, Neil et Martin Turcotte. 2006. *The influence of education on civic engagement: Differences across Canada rural-urban spectrum*. Statistiques Canada.
- Silver, Jim, Joan Hay, Darlene Klyne, Parvin Ghorayshi, Peter Gorzen, Cyril Keeper, Michael MacKenzie et Freeman Simard. 2006. *In their own voices: Building Urban Aboriginal Communities*, Winnipeg, MB: Fernwood Publishing.
- Simpson, Leanne Betasamosake. 2016. « Indigenous resurgence and co-resistance ». *Critical Ethnic Studies* 2 (no.2) : 19-34.
- Simpson, Leanne. 2011. *Dancing on our Turtle's back: stories of Nishnaabeg re-creation, resurgence and a new emergence*. Winnipeg: Arbeiter Ring Publishing.
- Smith, Linda Tuhiwai. 1999. *Decolonizing Methodologies : Research and Indigenous Peoples*. Dunedin : University of Otago Press.
- Thorpe, Natasha L. 1998. « The Hiukitak School of Tuktu: Collecting Inuit Ecological Knowledge of Caribou and Calving Areas Through an Elder-Youth Camp ». *InfoNorth Essay* 51 (no. 4) : 301-416.
- Turcotte, Martin. 2013. *Political participation and civic engagement of youth*. Canada: Statistiques Canada.
- Turner, Dale. 2006. *This is not a Peace Pipe: Towards a Critical Indigenous Philosophy*. Toronto: University of Toronto Press.

- Uldam, Julie et Anne Vestergaard. 2015. *Civic Engagement : Political Behavior Beyond Protest*. Palgrave Macmillan.
- Usalcas, Jeannine et Geoff Bowlby. 2006. *Students in the Labor Market*. Ottawa: Statistics Canada.
- van Deth, Jan W. 2016. « What is political participation? » *Oxford Research Encyclopedia of Politics*.
- Waeterloos, Cato, Michel Walrave et Koen Ponnet. 2021. « Designing and validating the Social Media Political Participation Scale: An instrument to measure political participation on social media ». *Technology and Society* 64 : 101-493.
- Wolfe, Patrick. 2006. « Settler colonialism and the elimination of the native ». *Journal of Genocide Research* 8 (no.4) : 387-409.
- Wood, Lesley J. 2015. « Idle No More, Facebook and diffusion ». *Social Movements Studies* 14 (no.5) : 615-621.

Annexes

Annexe A. Questionnaire d'entrevue

Questionnaire

General questions about the profile of the participant.

1. How old are you?
2. Are you going to school? If so, what are you studying?
3. How far are you hoping to go in your study? High School, CEGEP, University?
4. Are you working? If so, in what field? How many hours?
5. Are you active on social media?
 - 5.1. If so, which ones?
 - 5.2. How many hours a day would you say?
 - 5.3. What kind of information do you post/read? (ex. personal stuff, funny stories or memes, political posts, interesting facts)
6. Have you always lived on the reserve?

Identity

7. If I were to ask you what your identity is, what would you say?
 - Canadian, Quebecois, Algonquin/Anishinaabe, (name of community)?
8. What does it mean for you to be an Anishinaabe or Algonquin? How important is it for you?

9. Do you consider yourself Canadian? How important is it? (very, somewhat, little, not at all)

Questions about civic engagement and community participation

10. Are you involved in a volunteer activity or group in the community? For example:

- Church/religious group
- Youth group
- Artistic, music cultural group
- Organized sports
- Others?

11. How important are those activities for you? (very, somewhat, a little, not really)

12. How often do you practice traditional activities like hunting, trapping or go on the territory?

- Very often
- Sometimes
- Rarely
- Never

13. Would you say in general that you can trust people in the community to help each other?

- Yes, very much
- It depends who
- Not very much
- Never

14. What would you like to change in your community?
15. Would you consider getting involved to improve things?
- 1.1. If so, how? (you can give examples: post on social media, protest, sign a petition, talk to the band council, run for council, etc.)
- 1.2. If not, why not?
16. Overall, would you say you are happy with the way things are in your community?
- Yes, it's good overall
 - It's ok
 - There's room for improvement
 - No, it is not great at all
17. Can you explain your answer?

General questions about interest in and perception of politics.

18. What does the word "politics" mean to you?
19. What is your level of interest for politics?
- a) Very interested
 - b) Moderately interested
 - c) Only remotely interested
 - d) Not at all

20. If you answered c) or d), What could increase your interest in electoral politics?
21. Are you involved in politics in one way or another? If yes, can you describe your involvement?
22. How important is it to be involved in political activities?
23. Do you think Indigenous people can bring changes to the system by participating?
24. Do you know someone (parent, relative, friend) who is involved in politics, for example at the community level, at the band council, or in regional or federal politics?
25. Have you ever engaged in a protest or other form of activism? If so, what was it about?
26. Do you post information or opinions about politics on social media
27. Do you have any experience dealing with the band council? Can you describe ?
28. There are a lot of talks about reconciliation these days. What is your opinion on this idea of reconciliation?
 - 1.3. What does it mean to you?
 - 1.4. Is it something you want politicians to work towards?
 - 1.5. Why? Or why not?
29. Do you think Anishinaabe and Canadians cultures, visions of the land or of other topics are different or not? (Very different, a little different, not different).

Questions about electoral participation.

1. Have you ever voted in an election?
 - 1.1. If no, why not?
 - 1.2. If yes, do you vote on a regular basis?
 - 1.3. In what election do you vote in? Band council, municipal, provincial, federal?
2. What is your interest in federal elections?
 - 2.1. Did you vote in the last federal elections? Why or why not?
 - 2.2. Did you follow the last federal elections?
 - 2.3. If yes, how? (radio, watching the news, newspaper, Facebook or other social media, etc.)
3. What is your interest in band council elections?
 - 3.1. Did you vote ? Why not?
4. Would you consider getting involved with the band council at some point?
 - If not, why?
 - If yes, what would you like to do?

Questions more focused on the strategies *(for the ones who are involved in politics like the members of the Youth Council).

30. Why are you a member of the Youth Council?
31. How important is it for you?
32. Are you involved in a political party or would you ever think about going into politics?

33. What are your goals for the community?
 34. What is the best way to achieve those goals?
 35. Do you think that participation into band council politics is important?
 36. What about participation in federal or provincial politics?
 37. Do you think that participating in federal or provincial politics can have some negative impacts for the communities? For example, on a cultural level or in terms of giving legitimacy to those governments?
 38. Do you have the feeling that you need to adjust the way you explain things, like the importance of the territory, when you speak with federal or provincial representatives?
- Final question: Would you want to add anything else?